

Diagnostic du secteur de l'élevage en Guinée et identification des interventions et options d'investissements possibles



ILRI PROJECT REPORT

Diagnostic du secteur de l'élevage en Guinée et identification des interventions et options d'investissements possibles

Abdrahmane Wane¹, Ibra Touré², Mohamadou Lamine Fadiga³, Michel Dione¹ et Abdou Fall¹

1. International Livestock Research Institute
2. Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement
3. Independent consultant

Novembre 2023

©2023 International Livestock Research Institute (ILRI)

ILRI thanks all donors and organizations which globally support its work through their contributions to the [CGIAR Trust Fund](#)



This publication is copyrighted by the International Livestock Research Institute (ILRI). It is licensed for use under the Creative Commons Attribution 4.0 International Licence. To view this licence, visit <https://creativecommons.org/licenses/by/4.0>.

Unless otherwise noted, you are free to share (copy and redistribute the material in any medium or format), adapt (remix, transform, and build upon the material) for any purpose, even commercially, under the following conditions:

 **ATTRIBUTION.** The work must be attributed, but not in any way that suggests endorsement by ILRI or the author(s).

NOTICE:

For any reuse or distribution, the licence terms of this work must be made clear to others.

Any of the above conditions can be waived if permission is obtained from the copyright holder.

Nothing in this licence impairs or restricts the author's moral rights.

Fair dealing and other rights are in no way affected by the above.

The parts used must not misrepresent the meaning of the publication.

ILRI would appreciate being sent a copy of any materials in which text, photos etc. have been used.

Editing, design and layout—ILRI Editorial and Publishing Services, Addis Ababa, Ethiopia.

Cover photo—ILRI/Valentin Bognan Koné

ISBN: 92-9146-792-8

Citation: Wane, A., Touré, I., Fadiga, M.L., Dione, M. et. Fall, A. 2023. *Diagnostic du secteur de l'élevage en Guinée et identification des interventions et options d'investissements possibles*. ILRI project report. Nairobi, Kenya: ILRI.

Patron: Professor Peter C Doherty AC, FAA, FRS

Animal scientist, Nobel Prize Laureate for Physiology or Medicine–1996

Box 30709, Nairobi 00100 Kenya
Phone +254 20 422 3000
Fax +254 20 422 3001
Email ilri-kenya@cgiar.org

ilri.org
better lives through livestock
ILRI is a CGIAR research centre

Box 5689, Addis Ababa, Ethiopia
Phone +251 11 617 2000
Fax +251 11 667 6923
Email ilri-ethiopia@cgiar.org

ILRI has offices in East Africa • South Asia • Southeast and East Asia • Southern Africa • West Africa

Table des matières

Liste des tableaux	v
Liste des figures	vii
1 Contexte général et justification	1
1.1 Milieu naturel	1
1.2 Caractéristiques socio-économiques	2
2 Approche méthodologique	7
2.1 Ciblage	7
2.2 Fondements du diagnostic du secteur de l'élevage en Guinée	9
2.3 Inventaire de bases de données primaires et secondaires	10
3 Cartographie des chaînes de valeurs des productions	18
3.1 La chaîne de valeurs bétail-viande	18
3.2 La chaîne de valeurs des produits laitiers	21
3.3 La chaîne de valeur des produits avicoles	22
3.4 La chaîne de valeur des produits apicoles	23
4 Diagnostic des segments clefs des chaînes de valeurs ciblées	25
4.1 Diagnostic à-dire d'acteurs du contexte de risques du secteur de l'élevage	25
4.2 Diagnostic du segment intrants et services	28
5 Diagnostic du segment des productions animales nationales	44
5.1 Cheptel et effectifs de volailles	44
5.2 Productions animales nationales	45
5.3 Systèmes d'élevage	45
5.4 Productivité du cheptel et de la volaille	48

6	Diagnostic du segment des principaux intermédiaires	50
6.1	Positionnement dans les chaînes de valeurs	50
6.2	Délais et types de paiement fournisseurs	52
6.3	Changement de fournisseurs des principaux intermédiaires au cours des 5 dernières années	53
6.4	Changement d'acheteurs des produits des principaux intermédiaires au cours des 5 dernières années	53
7	Diagnostic du segment du segment demande-consommation	54
7.1	Analyse socio-démographique	54
7.2	Analyse de la consommation de produits d'élevage	54
7.3	Analyse de la demande de produits d'élevage	56
8	Analyse des principales contraintes du secteur de l'élevage en Guinée	58
8.1	Les analyses SWOT	58
9	Analyse des contraintes structurelles et conjoncturelles des chaînes de valeurs des produits d'élevage	62
9.1	Contraintes liées à l'environnement des activités d'élevage	62
9.2	Contraintes liées au segment des intrants et services	62
9.3	Contraintes liées au segment des productions animales	64
9.4	Contraintes liées au segment de la transformation, commercialisation et distribution	65
9.5	Contraintes liées aux différents intervenants du secteur public et privé	67
9.6	Contraintes liées au segment de la consommation	67
10	Recommandations pour la modernisation durable du secteur de l'élevage en Guinée	68
10.1	Environnement de risques	68
10.2	Segment des intrants et services	68
10.3	Segment des productions animales	71
10.4	Segment de la transformation, de la commercialisation et de la distribution	72
10.5	Segment de la consommation finale	72
10.6	État et Structures d'appui	72
11	Conclusion	74
12	Autres tableaux et figures	75

Liste des tableaux

Tableau 1 - Filières bétail-viande et lait, zones d'interventions retenus, et acteurs ciblés	8
Tableau 2 - Filières prometteuses, zones d'interventions retenus, et acteurs ciblés	9
Tableau 3 - Zones d'enquêtes ciblées	13
Tableau 4 - Situation des zones d'intervention et des participants	16
Tableau 5 - Disponibilité des terres dans les communes enquêtées	29
Tableau 6 - Disponibilité de la végétation annuelle	30
Tableau 7 - Disponibilité et accessibilité des ressources en eaux	30
Tableau 8 - Tendances dans l'utilisation des ressources naturelles	33
Tableau 9 - Tendances dans la démographie animales, la mobilité et les conflits	33
Tableau 10 - Couverture du sol et changement à Beyla	34
Tableau 11- Couverture du sol et changement, Dinguiraye	34
Tableau 12 - Existence de normes, règles ou de conventions qui gouvernent l'utilisation des ressources naturelles et ?	35
Tableau 13- Niveau d'application des règles et normes	36
Tableau 14 - Stratégies de gestion des ressources naturelles ayant un impact sur le disponible fourrager	36
Tableau 15 - Taux de mortalité estimés par sexe et groupe d'âge (erreurs types entre parenthèses)	40
Tableau 16 - Évolution du cheptel et des effectifs de volailles en Guinée	44
Tableau 17 - Évolution des productions animales nationales (BSD, 2020)	45
Tableau 18 - Évolution des réserves de poulets en Guinée et en Afrique de l'Ouest	46
Tableau 19 - Évolution des volumes de viandes de volaille en Guinée et en Afrique de l'Ouest	47
Tableau 20 - Évolution des productions et importations d'œufs de poule en Guinée et en Afrique de l'Ouest	47
Tableau 21- Évolution de la production de miel naturel en Guinée et en Afrique de l'Ouest	47

Tableau 22 - Quelques paramètres de performances chez les bovins, ovins et caprins	48
Tableau 23 - Caractères de production et de reproduction de la poule locale, Faranah, Guinée, 1993–1994	49
Tableau 24 - Caractéristiques des acteurs transformateurs/transporteurs/détaillants	50
Tableau 25 - Positionnement dans les chaînes de valeurs	51
Tableau 26 - Changement de nombre fournisseurs ces 5 dernières années	53
Tableau 27- Changement de types d'acheteurs	53
Tableau 28 - Prix des produits animaux en Guinée	54
Tableau 29 - Source d'approvisionnement et principaux substituts	55
Tableau 30 – Élasticité-revenus de la demande	56
Tableau 31 – Élasticité-prix de la demande	57
Tableau 32 - Analyse SWOT du secteur bétail-viande	58
Tableau 33- Analyse SWOT du secteur des produits laitiers	59
Tableau 34 - Analyse SWOT du secteur de l'aviculture	60
Tableau 35 - Analyse SWOT du secteur de l'apiculture	61
Tableau 36 - Situation du personnel des services déconcentrés du ministère de l'Élevage en 2019	75

Liste des figures

Figure 1 – Carte administrative de la République de Guinée	1
Figure 2 – Régions naturelles de la République de Guinée	2
Figure 3 – Évolution du PIB et du PIB par tête entre 1987 et 2021	3
Figure 4 - Structure de l'économie guinéenne (% PIB)	4
Figure 5 - Carte des régions naturelles	11
Figure 6 - Densité du cheptel en 2019 UBT/km ²	11
Figure 7 - Occupation/utilisation des sols	11
Figure 8 - Infrastructures et équipements d'élevage	11
Figure 9 - Zones d'enquêtes ciblées	12
Figure 10 - Zone ciblée de Gaoual	13
Figure 11 - Zone ciblée de Télimélé	13
Figure 12 - Zone ciblée de Mali	14
Figure 13 - Zone ciblée de Dalaba	14
Figure 14 - Zone ciblée de Dingiraye	14
Figure 15 - Zone ciblée de Madiana	14
Figure 16 - Zone ciblée de Beyla	15
Figure 17 - Zone ciblée de Conakry	15
Figure 18 - Cartographie de la chaîne de la valeur bétail-viande	19
Figure 19 - Cartographie de la chaîne de la valeur des produits laitiers	21
Figure 20 - Cartographie de la chaîne de la valeur des produits avicoles	23
Figure 21 - Cartographie de la chaîne de la valeur des produits apicoles	24
Figure 22 - Perceptions différenciées des chocs dans les 8 régions de la Guinée	26

Figure 23 - Stratégies classées par ordre de priorité par l'ensemble des participants	27
Figure 24 - Stratégies classées par ordre de priorité par les groupes de femmes	28
Figure 25 - Stratégies classées par ordre de priorité par les groupes d'hommes	28
Figure 26 - Évolution des effectifs de ruminants domestiques de 2000 à 2019	32
Figure 27 - Effectif homme-femme par acteur	52
Figure 28 - Délais de paiement selon les fournisseurs	52

1 Contexte général et justification

1.1 Milieu naturel

Située au sud-ouest de l'Afrique occidentale la république de Guinée couvre une superficie de 245 857 km². C'est un pays côtier avec plus de 300 km de littoral atlantique. Elle est limitée à l'Ouest par l'Océan Atlantique, au Sud par la Sierra Leone et le Liberia ; à l'Est par la Côte d'Ivoire et le Mali ; et au Nord par la Guinée Bissau, le Sénégal et le Mali. Elle est caractérisée par un climat à deux saisons avec un régime pluviométrique annuel qui varie entre 1 300 mm (Haute Guinée) et 4 000 mm (région côtière). Le pays est doté d'un réseau hydrographique abondant qui lui confère le nom de château d'eau de la sous-région même s'il est soumis à des épisodes de sécheresse par endroits. Le pays présente d'autres atouts tout aussi indéniables : des réserves de minerais immenses (1^{ère} réserve mondiale de bauxite avec 25% du stock, 2^{ème} producteur mondial, 3 milliards de tonnes de réserves de fer, 700 tonnes d'or et 30 à 40 millions de carats de réserves prouvées de diamants). La Guinée partage des frontières communes avec 7 pays procurant des opportunités économiques régionales importantes.



Figure 1 – Carte administrative de la République de Guinée

La Guinée est constituée de huit (8) régions administratives dont la zone spéciale de Conakry et quatre (4) régions naturelles, auxquelles correspondent quatre types de relief, de climat, de faune, de flore, de traditions historiques et culturelles distinctes (Figure 2):

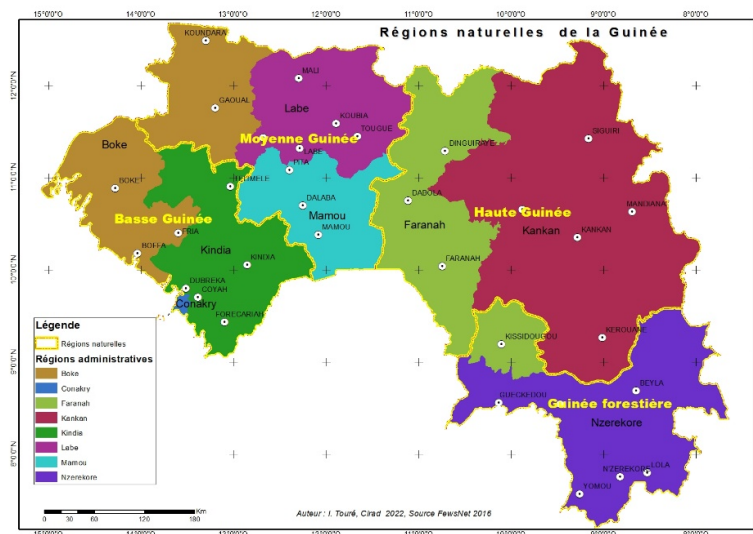


Figure 2 – Régions naturelles de la République de Guinée

Basse Guinée : Encore appelée Guinée Maritime, elle borde l’océan Atlantique sur 300 km et jouit d’un climat tropical humide caractérisé par des températures de 20-35°C et une humidité relative de 80-9%. Elle combine les plus fortes précipitations (2000 à 4000 mm) du pays à des sols riches, ce qui en fait une importante zone agricole avec potentiellement de nombreux résidus de récolte pour les animaux. Elle abrite la capitale, Conakry, qui du fait d’un pouvoir d’achat plus élevé que dans le reste du pays ; en fait un pôle d’attraction de différentes structures d’élevage (provenderies, petites et moyennes entreprises d’élevage, aviculture semi-intensive).

Moyenne Guinée : Appelée Fouta Djallon du nom du massif montagneux qu’elle recouvre, elle est délimitée au Nord par le Sénégal et au Sud par la Sierra Leone. Elle jouit du fait de l’altitude d’un climat plus frais avec des moyennes thermiques annuelles de 17°C à 29°C. Les précipitations sont également abondantes (2 000 à 2 500 mm/an) et réparties de mai à octobre. Elle est décrite comme le château d’eau de l’Afrique de l’Ouest car elle est la source d’importants cours d’eau, dont le fleuve Sénégal. C’est une zone densément peuplée avec l’un des effectifs les plus importants de ruminants ce qui se traduit par une dégradation des parcours.

Haute Guinée : Elle est située au Nord-Est du pays et est limitée au Nord et à l’Est par le Mali et la Côte d’Ivoire et au Sud par la Sierra Leone. Elle est la plus sèche des quatre zones agroécologiques de la Guinée avec une saison de pluie qui va de juin à octobre. La moyenne annuelle de précipitations de 1500 mm décroît au fur et à mesure qu’on se dirige vers le Nord. Les températures les plus élevées sont observées en fin de saison sèche et peuvent dépasser les 40°C.

Guinée Forestière : Située dans la Sud-Est du pays, elle est délimitée par la Haute Guinée au nord, la Côte d’Ivoire à l’est, le Libéria au sud et la Sierra Leone à l’Ouest. Elle est caractérisée par un relief accidenté et d’importantes formations forestières. Le climat de type équatorial se caractérise par des précipitations qui atteignent 2 000 mm et qui sont réparties sur presque toute l’année (9 à 11 mois dans l’année). La température est élevée et constante toute l’année avec des altérations par endroit en relation avec l’altitude.

1.2 Caractéristiques socio-économiques

La population de la Guinée est estimée à environ 13,5 millions d’habitants en 2021 (Knoema, 2021¹). Les projections démographiques prévoient que la population atteigne 20,1 millions d’habitants à l’horizon 2040. La population

1. Knoema, 2021 <https://knoema.fr/atlas/Guinée>

guinéenne est caractérisée par une grande diversité ethnique composée des Malinkés, Koniankés, Peulhs, Toucouleurs, Diakankés, Soussous, Bagas, Nalous, Mikoforès, Kissis, Guerzés, Tomas, Manons, Konos, Badiarankés, Bassaris, Koniaguis, Landoumas, Lélés, Foulakoundas, Tomamanians, Kourankos, et Djallonkés.

Bien que fortement dotée de ressources agricoles et minières considérables, la Guinée a encore aujourd'hui de nombreuses difficultés à transformer son économie pour être sur une trajectoire de croissance économique durable et inclusive.

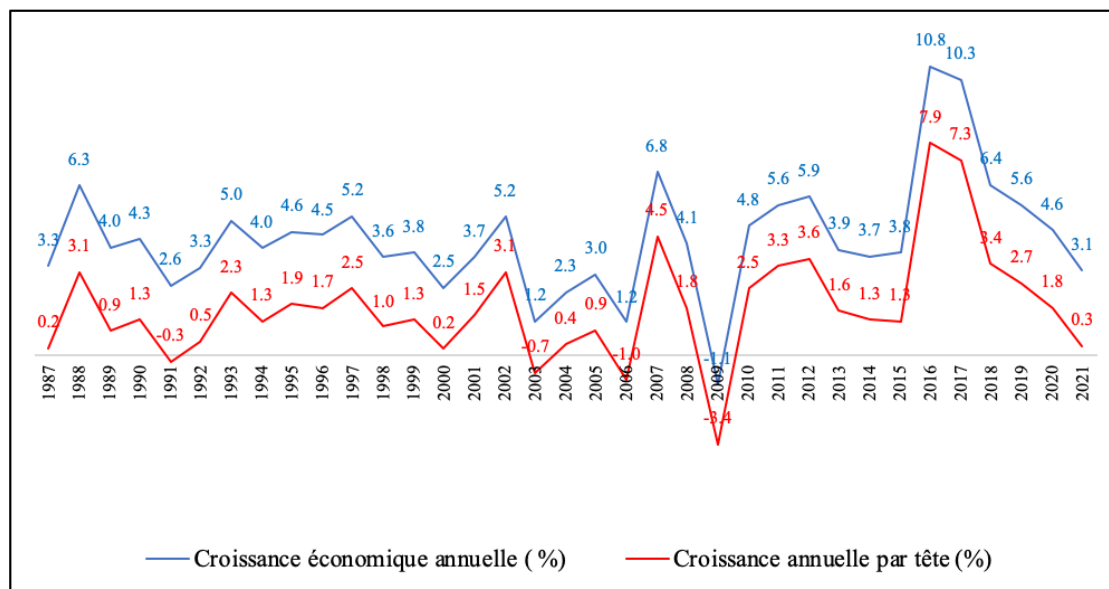


Figure 3 - Évolution du PIB et du PIB par tête entre 1987 et 2021

Alors qu'entre 1987 et 2015 le pays a enregistré une croissance moyenne de 3,8%, il a connu en 2016 et 2017 un pic de croissance à deux chiffres (respectivement 10,8 et 10,3%) grâce au dynamisme du secteur des Mines avant un ralentissement progressif les années suivantes pour atteindre 3,1% en 2021. Les années 2002 ont été marquées par une série de crises politiques internes et une forte vulnérabilité aux conflits dans les pays voisins que sont le Liberia, la Sierra Leone et la Côte d'Ivoire. La croissance économique a ralenti, tandis que le taux de pauvreté est passé de 49 % en 2002 à 53 % en 2007 et à plus de 55 % en 2012. Cette pauvreté est plus notable dans des zones rurales, où elle a atteint un taux de 65% contre 35% dans les zones urbaines. La population guinéenne est jeune avec près de 46% de moins de 15 ans et 4,3% de plus de 65 ans (Onu Habitat, 2020). L'âge médian y est de 18,6 ans, et les jeunes sont confrontés à un niveau excessivement élevé de chômage structurel et de sous-emploi. La croissance du PIB par tête est très en deçà de celle du PIB de sorte que sa combinaison avec une pauvreté et des inégalités persistantes, illustre le cycle de faible équilibre dans lequel le pays se retrouve.

L'économie guinéenne demeure peu diversifiée et structurellement vulnérable. La structure de l'économie guinéenne est restée relativement stable. Durant 3 décennies à partir de 1986, les secteurs de l'Agriculture, des Mines et des Services sont dominants en constituant respectivement en moyenne 20, 31 et 44%. A partir de 2017, le secteur agricole a eu une contribution plus importante (24%) au détriment des services (37%) alors que la contribution industrielle est restée relativement stable.

Le pays reste dépendant des investissements directs étrangers (IDE) pour la plupart orientés vers le secteur minier. Doté de sa propre monnaie - le Franc Guinéen - le pays peut être sujet à de fortes pressions inflationnistes ayant atteint 9,8% du fait notamment de l'augmentation des prix des combustibles et des tarifs de l'électricité. Il y a récemment eu une relative stabilisation du taux de change du Franc Guinéen (GNF)/dollar USD et une réduction du différentiel de taux de change officiel et celui du marché parallèle. Devant la faiblesse du financement domestique, la Guinée demeure tributaire aux ressources extérieures.

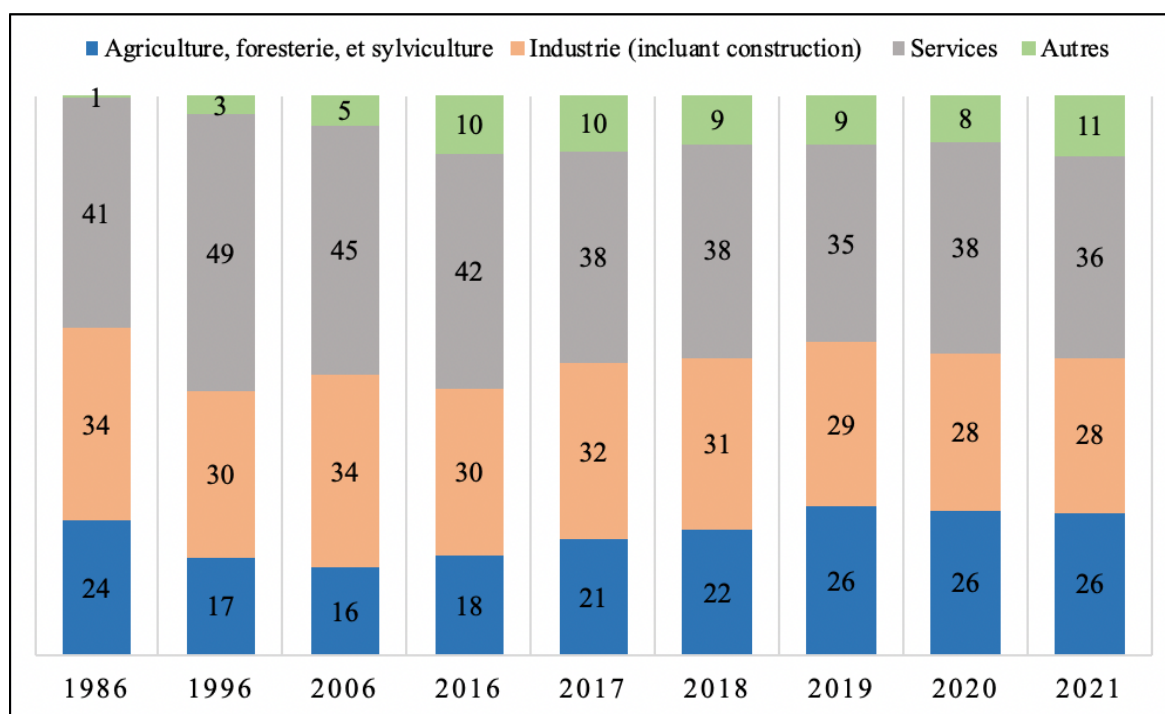


Figure 4 - Structure de l'économie guinéenne (% PIB)

Les quatre (4) zones agroécologiques très complémentaires dotent le pays d'importantes ressources naturelles et minières. Il dispose de 70 000 km² de pâturages avec une importante diversité floristique d'environ 350 espèces fourragères. Bien qu'il y ait un essor des activités minières, le secteur agricole reste un bon pourvoyeur de croissance compte tenu des dotations immenses du pays en ressources naturelles. L'agriculture est une des principales sources d'emploi du pays et contribue significativement à la réduction de la pauvreté et au développement rural. Elle fournit un revenu à 57 % des ménages ruraux et un emploi à 52 % de la population active (Banque mondiale, 2020).

Cette situation reflète une sorte d'économie extractive avec une exploitation minière prépondérante en termes de recettes d'exportation mais faiblement créatrice d'emplois contrairement au secteur agricole déjà important générateur de revenus pour les ménages et pourvoyeur d'emplois le long des chaînes de valeurs. En conséquence, le développement agricole durable de l'agriculture doit être au cœur du programme de développement économique et social de la Guinée. L'augmentation des investissements dans le secteur primaire pourrait accroître la productivité et la compétitivité, faciliter la diversification économique, stimuler le développement du secteur privé et créer des emplois.

Le sous-secteur de l'élevage joue aussi un rôle important dans le secteur primaire, contribuant 4,6% du PIB national et 21% du PIB agricole. Selon des données officielles, le pays compte environ 300 000 éleveurs pour un cheptel estimé par le *Bureau de Stratégie et de Développement*⁴ à 9 310 000 bovins (en 2022) ; 3 082 933 ovins (en 2020) ; 3 697 000 caprins (en 2020) ; 154 791 porcins (en 2020) et 42 720 091 têtes de volailles (en 2022). *Les recettes générées par le secteur de l'élevage ont connu un bond de 78% entre 2010 et 2018 (en moyenne 9,7% par an) en allant de 1,1 à 6,8 milliards de Francs Guinéens.*

L'indice de production animale⁵ de la Guinée a progressivement augmenté pour passer de 99,2 en 2015 à 125,2 en 2020, soit une progression de 26%.

3. Banque mondiale, 2020 <https://donnees.banquemondiale.org/pays/guinee>

4. Bureau de Stratégie et de Développement, 2020

5. Comme pour la plupart des indices calculés par la FAO, l'indice de production animale montre le niveau relatif du volume global de production animale pour chaque année en comparaison avec la période de base 2004-2006. Il est basé sur la somme des quantités des prix pondérés des différents produits animaux après déduction des quantités utilisées pour les consommations intermédiaires pondérées de la même façon. L'agrégat résultant représente, donc, la production disponible pour n'importe quelle utilisation exceptés les consommations intermédiaires. L'indice de production animale comprend la viande et le lait de toutes origines, les produits laitiers tels que le fromage et les œufs, le miel, la soie brute, la laine et les cuirs et peaux produits chaque année en comparaison avec la période de base 2004-2006 (base 100).

Les principaux produits d'élevage consommés sont la viande de ruminants (bovins, ovins et caprins), la volaille, les œufs et le lait. La consommation de viande en Guinée est estimée à 8,4 kg par habitant et par an, dont 4,8 kg attribués à la viande de bœuf, tandis que la volaille et les petits ruminants représentent respectivement 1,6 kg et 1,3 kg. La production nationale de lait et de produits laitiers ne couvre que près d'un quart des besoins de consommation en 2018. La consommation annuelle moyenne par habitant d'œufs et de lait est estimée à 1,8 kg et 15,7 litres, respectivement (Fewsnet, 2017⁶). Avec une population en croissance rapide (20,7 millions d'habitants en 2040), une forte urbanisation et des revenus en hausse, la demande de protéines animales et de produits de l'élevage (lait et œufs) est prévue fortement d'augmenter. La demande urbaine de volaille et d'œufs augmente plus rapidement que la consommation de viande de ruminants (Kula, Carson et Dupras, 2015⁷). Toutefois, il reste fortement dépendant des importations croissantes de volaille qui ont plus que triplé entre 2012 et 2016 en passant de 11 000 à 36 000 tonnes. Les faibles productions de lait ont aussi favorisé des importations croissantes, passant de 15 millions de litres équivalent-lait en 2012 à 44 millions de litres équivalent-lait en 2016. Les importations d'intrants pour le secteur de l'élevage sont fortement dominées par l'achat à l'étranger des intrants vétérinaires et zootechniques.

En dépit de l'augmentation de la demande et de la production de produits d'élevage, de nombreux problèmes subsistent dans le sous-secteur. On note peu d'évolution des performances zootechniques des cheptels. L'offre fourragère en saison sèche est très insuffisante. Le cheptel est soumis à d'importantes contraintes sanitaires (prégnance de maladies animales et difficultés d'accès aux services vétérinaires). Par ailleurs, il y a une insuffisance des investissements publics dans le secteur de l'élevage, qui ont représenté moins de 5 % du montant total alloué à l'ensemble du secteur agricole de 2011 à 2015, soit un pourcentage très inférieur aux 30 % préconisés dans les accords de Kigali. Il y a un manque notoire d'infrastructures de production et de commercialisation des produits issus des filières bétail-viande et lait. Pour illustration, pour une population de 13,4 millions d'habitants, le principal abattoir de Conakry datant de 1963, est devenu très vétuste. Ce manque d'infrastructures maintient le pays dans sa dépendance à un abattage peu contrôlé potentiellement source de problème de sécurité et sûreté alimentaires. Toutefois, des initiatives récentes tendent à aller dans le sens d'une volonté publique d'améliorer les investissements dans les filières d'élevage. La consultation des documents officiels du ministère des Investissements et des Partenariats Publics a permis d'identifier des perspectives de développement des filières animales articulées autour de 8 interventions dans le domaine des productions animales, 4 interventions dans le domaine de la santé animale, et 6 interventions dans le domaine des infrastructures et équipements.

Pour réaliser le potentiel de développement du secteur de l'élevage guinéen, il convient de lui trouver un ancrage institutionnel formalisé par l'État guinéen, d'analyser le secteur de l'élevage dans une optique de développement inclusif et durable, de définir un plan d'actions cohérent basé sur un diagnostic complet et rigoureux et d'étudier la faisabilité d'un investissement important sur des chaînes de valeur prioritaires (bétail-viande et lait) et prometteuses (volaille-œufs, miel-cire). En dépit du cadrage institutionnel, le portefeuille de projets d'investissement dans le secteur peine à s'élargir de sorte qu'en 2018, seul un projet d'envergure était en cours d'exécution. Les autorités du pays estiment nécessaire de développer des études de faisabilité de nouveaux projets sectoriels en se basant sur une évaluation des acquis tels que ceux du Projet de Gestion du Bétail Ruminant Endémique (PROGEBE) et des prospects tels que ceux co-identifiés avec les communautés dans le cadre du schéma directeur d'aménagement et de gestion des espaces pastoraux de 2018.

C'est dans ce cadre que va se réaliser l'étude de faisabilité d'un projet national de développement durable et inclusif des chaînes de produits d'élevage en cohérence avec les orientations politiques et stratégies nationales.

6. Fewsnet, 2017, <https://fews.net/fr/west-africa/guinea/food-security-outlook/february-2017>

7. Kula O., Carson M., Dupras D., 2015, Guinea Value Chain Analysis." LEO 22. USAID. <http://acdivoca.org/sites/default/files/attach/2015/11/LEO-Guinea%20Value-Chain-Analysis.pdf>

De façon globale, il s'agira de développer durablement le secteur de l'élevage en Guinée à travers un projet national dont la faisabilité technique, économique, sociale et environnemental doit être évaluée. Plus spécifiquement, ce projet devrait aboutir à l'amélioration de la productivité des élevages de ruminants ; l'accroissement de la production de viandes et de lait ; et l'amélioration de la qualité et des conditions de transport et de commercialisation des dits produits et du bétail. Il devrait aussi permettre la transformation des chaînes de valeur d'élevage pour les rendre compétitives, aptes à accroître les revenus, à créer des emplois et à améliorer les conditions nutritionnelles des populations vulnérables et plus axées sur l'entrepreneuriat privé à travers des interventions ciblées.

2 Approche méthodologique

L'approche méthodologique se décline en plusieurs étapes : une revue documentaire, une collecte de données et d'informations, une analyse des données, une identification de toutes les interventions possibles permettant d'accroître les performances du secteur de l'élevage.

Elle se veut participative, inclusive et itérative. Toutes les étapes intègrent des processus de concertation avec les parties prenantes à différents niveaux d'échelle en vue de recueillir et de prendre en compte leurs préoccupations et leurs recommandations concernant les orientations stratégiques et les priorités programmatiques. En outre, le livrable qui sanctionne chaque étape du processus fera l'objet d'une revue et d'une validation par les partenaires guinéens de l'étude qui garantira l'alignement du contenu de la proposition de projet aux politiques publiques et aux besoins des bénéficiaires cibles.

2.1 Ciblage

2.1.1 Ciblage de chaînes de valeur prioritaires : bétail-viande et lait

Cette partie permettra de sélectionner les chaînes de valeur prioritaires pour ce programme, les zones, et identifier les principaux bénéficiaires. Les principes directeurs du ciblage des filières, des zones d'intervention, et des bénéficiaires reposent sur leur capacité à contribuer à l'objectif global de l'État guinéen en termes de développement sectoriel, de sécurité alimentaire et nutritionnelle, de cohésion et de paix sociales, et aux objectifs spécifiques à travers leur capacité à répondre efficacement aux interventions ciblées visant à les rendre plus aptes à la création d'emplois notamment au bénéfice des femmes et des jeunes. De ce point de vue, le ciblage sera inclusif dans la mesure du possible.

La complémentarité avec les projets en cours ou en préparation, la possibilité de capitaliser sur les résultats passés, et les chances de succès de l'entrepreneuriat privé sont aussi tenus en compte. Il s'agira de porter un regard particulier sur des projets tels que le PROGEBE intervenu dans le passé dans la conservation génétique et la protection des ressources de base de l'élevage.

Le document sur le Processus d'appui à l'internationalisation de la stratégie régionale pour la promotion des chaînes de valeur du lait et son premier plan prioritaire d'investissement sera aussi un guide important d'analyse du secteur laitier pour la sécurité et la souveraineté alimentaire de la région entre autres.

Quand cela s'avèrera nécessaire, des interventions seront conçues et mise en œuvre pour corriger les problèmes identifiés. Les zones d'intervention sont retenues sur la base des avantages comparatifs en termes de ressources d'élevage (populations animales, ressources naturelles, infrastructures et services dédiés), leur relative densité de population pour supporter un emploi rural, leur proximité des grands centres de consommation, et de leur attractivité pour le secteur privé local et national pour transformer les chaînes de valeurs animales et stimuler la création d'emplois notamment pour les femmes et des jeunes. Le tableau 1 présente les filières bétail-viandes et lait, les zones d'intervention, et les bénéficiaires qui ont été choisis pour le PNDEG.

Tableau 1 - Filières bétail-viande et lait, zones d'interventions retenus, et acteurs ciblés

Filières animales	Zones (Régions)	Zones (Préfectures)	Bénéficiaires
Bétail/viande	Kankan, Boké, Labé, Faranah, Conakry	Siguiro, Mandiana, Kérouané, Gaoual, Koundara, Boké, Mali, Labé, Dinguiraye, Faranah, Conakry	(1) Agropasteurs, (2) Emboucheurs, (3) Dioulas, marchands de bétail, collecteurs, (4) Chevallards, (5) Boucheries modernes, (6) Charcuteries
Petits ruminants	Labé, Boké, Kankan, Conakry	Labé, Mali, Boké, Gaoual, Koundara, Mandiana, Siguiro, Conakry	(1) Eleveurs naisseurs, (2) Emboucheurs de moutons de Tabaski, (3) Rôtisseries, (4) Vendeurs de moutons, (5) Boucherie
Aliment du bétail et fourrages	Labé, Boké, Mamou, N'Zérékoré, Faranah	Labé, Tougué, Koubia, Lélouma, Pita, Mali, Koundara, Gaoual, Beyla, Faranah, Dabola	(1) Producteurs fourragers, (2) Marchands fourragers/ collecteurs /vendeurs, (3) Producteurs de semences certifiées, (4) Agro-dealers, et (5) Fabricants d'aliments
Produits et sous-produits laitiers (lait frais, pasteurisé caillé beurre, etc.)	Kankan, Boké, Labé, Faranah	Siguiro, Mandiana, Kérouané, Gaoual, Koundara, Boké, Mali, Labé, Dinguiraye, Faranah	(1) Fermes laitières, (2) Inséminateurs/ Fournisseurs de semences, (3) Laiteries, (4) Collecteurs /livreurs /vendeurs de produits laitiers

L'approche chaîne de valeur privilégiée par le PNDEG sera complétée et enrichie par des thématiques centrées sur la gestion des ressources naturelles qui constituent la base des productions des espèces de ruminants domestiques ciblées mais aussi aux problèmes d'accès à ces ressources car élément sous-jacent de la cohabitation pacifique entre les différentes communautés. L'objectif d'une augmentation significative et durable des productions et de la productivité du bétail (bovins, ovins, caprins) va être atteint si les ressources naturelles sont exploitées de manière optimale à travers des plans d'aménagements pastoraux et des conventions locales à combiner avec des approches chaînes de valeur standards. Par ailleurs, les aliments du bétail et les fourrages constituent une chaîne de valeur prometteuse dont le développement peut être envisagé dans les zones agricoles où les ressources alimentaires sont rares et où il y a un potentiel de production conféré par l'existence de la matière première (aliments) ou des ressources hydriques et foncières (fourrages)

2.1.2 Ciblage de chaînes de valeur prometteuses en termes de diversification des revenus, d'emploi, d'alimentation et de nutrition

L'objectif d'amélioration de l'emploi, de revenus complémentaires, de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, amène à s'intéresser à d'autres filières prometteuses à cycles courts et à fort potentiel telles que l'aviculture et l'apiculture.

L'aviculture se développe en Guinée à travers des pratiques intensives et extensives sociologiquement, économiquement et financièrement distinctes. Le pays a affiché une volonté claire avec la structuration de la filière et la mise en place du Projet d'Établissement des Fondamentaux de la Filière Avicole en Guinée (PEFFAG) en vue de contribuer à la sécurité et souveraineté alimentaires en Guinée en augmentant la production et la commercialisation nationales de produits avicoles. Il s'agira de voir comment assurer des effets additionnels aux interventions du PEFFAG en identifiant des niches d'emplois en amont de la filière (production) et à travers tous les maillons en aval (abattage-découpe-transformation des volailles de chair, conditionnement des œufs et fabrication d'ovoproduits). Le développement de chaînes de valeur d'aliments (le maïs et le soja) fera l'objet d'un focus particulier.

L'apiculture était une filière phare notamment dans le Fouta Djallon et exportatrice durant la période coloniale. La Guinée était le plus important foyer d'apiculture en Afrique francophone. L'apiculture pourrait contribuer aux enjeux d'alimentation, de génération de revenus complémentaires et d'emplois des femmes et des jeunes si des interventions pilotes durables sont clairement identifiées et leur faisabilité évaluée.

Tableau 2 - Filières prometteuses, zones d'interventions retenus, et acteurs ciblés

Filières animales	Zones (Régions)	Zones (Préfectures)	Bénéficiaires
Volaille et œufs (Aviculture)	Kankan, Boké, Labé, Faranah, Conakry	Siguiri, Mandiana, Kérouané, Gaoual, Koundara, Boké, Mali, Labé, Dinguiraye, Faranah, Conakry	(1) Acteurs institutionnels, (2) Agri preneurs spécialisés, (3) Producteurs, les Sociétés coopératives, de fournisseurs d'intrants, (4) Propriétaires d'unité de production et de transformation, (5) Commerçants grossistes, détaillants, OP de commerçants ; rôtisseurs, supermarchés et restaurants
Miel et cire	Labé, Mamou, Boké, Kankan, Faranah	Gaoual, Kouandara, Labé, Tougué, Koubia, Lelouma, Mali, Dalaba, Pita, Mamou, Kouroussa, Faranah, Dabola	(1) Fournisseurs d'intrants et acteurs support, (2) Apiculteurs, apiculteurs traditionnels et apiculteurs semi-modernes, (3) Collecteurs-conditionneurs, (4) Grossistes et semi-grossistes, (5) Commerçants locaux, exportateurs, supermarchés et pharmacies

2.2 Fondements du diagnostic du secteur de l'élevage en Guinée

L'analyse des performances actuelles des chaînes de valeurs ciblées permettra de décrire le fonctionnement des chaînes de valeur ciblées. Il s'agira de décliner toutes les étapes allant des intrants et services à la consommation finale (ou à l'exportation), d'analyser les différents maillons des chaînes de valeur, de produire une cartographie des principaux produits et acteurs, et d'identifier les principaux goulots d'étranglement empêchant les systèmes de productions et chaînes de valeur d'être pleinement compétitives et inclusives.

Les performances environnementales des chaînes de valeur ciblées seront analysées à travers une estimation des émissions de gaz à effets de serre (GES)⁸ des ruminants dans les systèmes (agro) pastoraux qui représentent une part importante des émissions totales de GES dans de nombreux pays en développement et devraient augmenter au cours des prochaines décennies. Seulement, ces modèles ne rendent pas compte des services écosystémiques rendus par ces élevages intensifs de même que le potentiel de séquestration de leur environnement. Dans notre analyse des performances environnementales, une approche bilan tenant compte des émissions et des séquestrations de gaz à effet de serre sera privilégiée en vue de tenir compte de l'ensemble des services et dis-services écosystémiques.

Les chaînes de valeur des produits animaux se composent d'acteurs (fournisseurs de services marchands et non-marchands, fournisseurs d'intrants, producteurs, transformateurs, commerçants, consommateurs, etc.) et de canaux (flux de déplacement et de transformation des produits agricoles, de la production à la consommation). Dans ce système, les producteurs sont reliés aux besoins des consommateurs et travaillent en étroite collaboration avec les fournisseurs et les transformateurs pour produire les types de produits demandés par les consommateurs.

Il est à noter que notre approche s'inscrit bien au-delà du développement stricto-sensu des chaînes de valeurs avec un accent particulier mis sur les marges commerciales et leur répartition. Dans un contexte de pauvreté endémique, de rapport au marché volontairement prudent avec des producteurs vendant souvent pour assurer leur sécurité alimentaire, d'isolement des zones de production rendant coûteux et parfois non-rentable l'accès aux marchés, de dispersion des producteurs, de faibles qualité et productivité des produits, d'infrastructures et services de base défaillants, de capacités faibles des acteurs, d'inégalités d'accès liées au genre, de marchés et filières sous-développés, d'insécurité, et plus généralement d'un environnement peu propice, les interventions doivent être pensées pour répondre à la fois aux besoins de sécurité alimentaire, de production, de technologies, de compétences, de services et infrastructure de base en plus de la nécessité de développer les chaînes de valeur et promouvoir des interventions de marchés.

8. Les modèles courants ne rendent pas compte des services écosystémiques rendus par les élevages extensifs de même que le potentiel de séquestration de leur environnement. Notre analyse des performances environnementales aurait dû être en termes de bilan carbone compte tenu des potentialités énormes de séquestration des forêts guinéennes. Toutefois, le format de l'étude sur une durée aussi courte ne permet pas de collecter des données de séquestration qui sont inexistantes. Il serait judicieux d'envisager une approche bilan tenant compte des émissions et des séquestrations de gaz à effet de serre pour tenir compte de l'ensemble des services et dis-services écosystémiques et ainsi, avoir une mesure plus réaliste de l'empreinte environnementale de l'élevage en Guinée.

Cette étude est donc basée sur plusieurs approches et outils méthodologiques complémentaires utilisés en sciences sociales, économiques et biologiques pour analyser, croiser et représenter des jeux de données multi sources, multi dates, et multi échelles afin de conduire sa faisabilité.

Elle s'est déroulée en trois principales étapes : i) Inventaire et collecte des bases de données primaires et secondaires ; ii) Analyse des systèmes de production et échantillonnage des zones cibles d'enquêtes diagnostiques ; iii) Collecte des données primaires et secondaires sur terrain.

2.3 Inventaire de bases de données primaires et secondaires

2.3.1 Collecte des données secondaires : enquêtes nationales et jeux de données

Cette première étape a mobilisé toute l'équipe pluridisciplinaire pour identifier les données biophysiques et socioéconomiques existantes et disponibles dans les principaux domaines thématiques de l'étude diagnostique. C'est ainsi que les experts de l'équipe ont procédé à la collecte systématique de documents bibliographiques, de données statistiques (historiques et récentes) acquis par différents projets et programmes avec l'appui des experts du projet et du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. Ce premier inventaire a permis de contextualiser l'état des connaissances et les grands enjeux des systèmes d'élevage en Guinée pour produire et valider le premier document de cadrage de l'étude faisabilité.

Concomitamment à l'exploitation de ces données secondaires, les experts de l'équipe ont initié, adapté et testé un protocole d'enquêtes et d'outils de collecte de données primaires sur le terrain pour actualiser certaines informations contextuelles et structurelles.

2.3.2 Structuration la base de données du système d'information géographique

Les données statistiques et spatiales collectées ont été corrigées, structurées et intégrées dans un système d'information géographique cohérent. Ce premier jeu de données géographiques est constitué des couches thématiques multi sources et multi échelles suivantes :

- Données statistiques du cheptel (bovins, caprins, ovins) ministère de l'Élevage 2019
- Infrastructures et équipements d'élevage (points d'eau, services vétérinaires, marchés...) 2019-2020
- Carte de couverture globale des terres d'Africover de la FAO de 2006
- Cartes d'occupation/utilisation des sols de l'USGS de 1975, 2000, 2015 et 2018
- Cartes d'occupation du sol de l'IGNFI 2005, 2015, 2020
- Fond topographique d'Open Street (OSM) de 2022
- Localités : villes, villages, hameaux...(OCHA) 2021
- Limites administratives (OCHA) 2021
- Réseau routier (OSM) de 2022
- Réseau hydrographique (OSM) de 2022

- Zones de moyens d'existence (FewsNet) de 2016
- Zones naturelles de la Guinée (ANASA) 2020

2.3.3 Analyse spatiale et échantillonnage des zones cibles d'enquête

Par sa situation géographique, la Guinée dispose d'un gardien agro-pédo-climatique potentiellement favorable au développement d'une diversité de sous-systèmes d'élevage pastoral, agropastoral, sédentaire repartis dans ses grandes régions naturelles : Basse Guinée, Moyenne Guinée, Haute Guinée et Guinée forestière (Figure 1).

L'analyse de ces données géographiques combinée à la synthèse bibliographique et à la connaissance du terrain des personnes ressources de l'équipe a permis de : i) affiner l'échantillonnage spatial des zones d'enquête ; ii) élaborer les outils de collecte d'information primaires et secondaires, iii) former et organiser les missions de terrain des deux équipes d'enquêteurs dans les huit régions administratives de la Guinée.



Figure 5 - Carte des régions naturelles

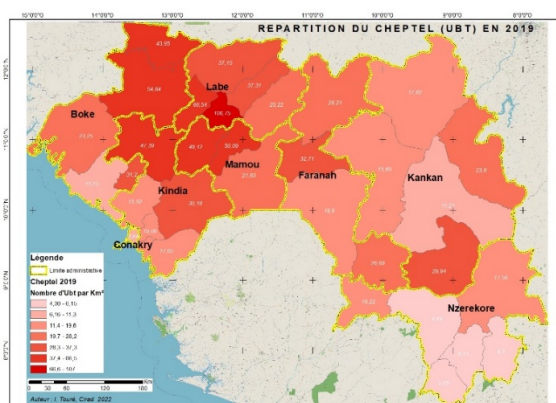


Figure 6 - Densité du cheptel en 2019 UBT/km²

La superposition des zones de moyens d'existence avec les régions naturelles (Figures 5& 6) montre forte présence des systèmes d'élevage entre 30 - 45 UBT/km² en Moyenne Guinée dans la zone nord (Koundara, Dinguiraye, Siguiri, Mandiana) ainsi qu'en Basse Guinée dans la zone ouest (Forécariah, Kindia, Dubréka, Téliélé, Fria, Boffa et Boké) une très forte concentration du cheptel entre 50-107 UBT/km² dans la zone du centre de la Guinée (Gaoual, Labé, Dabola) et une densité moyenne comprise entre 11-25 UBT/km² en Guinée forestière (Beyla et Kossidougou).

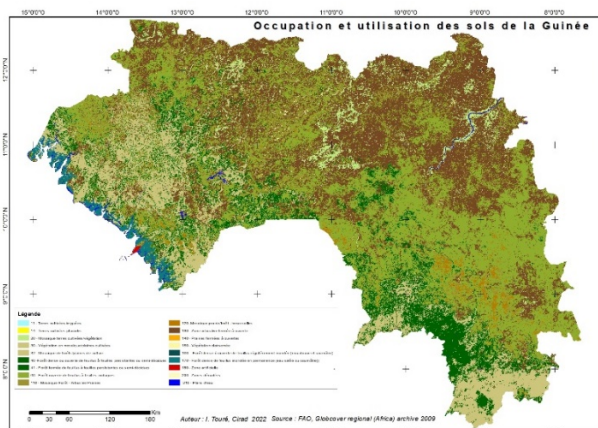


Figure 7 - Occupation/utilisation des sols

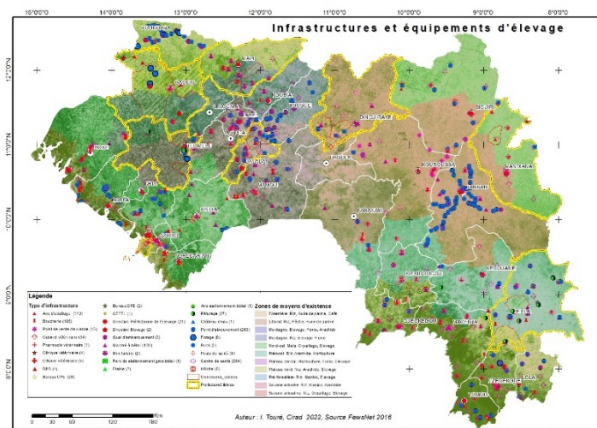


Figure 8 - Infrastructures et équipements d'élevage

La projection des infrastructures et équipement d'élevage recensés en 2019 sur l'occupation des sols (Figures 7&8) laisse apparaître une répartition spatiale déséquilibrée avec une concentration des points d'eau et infrastructures de santé animale en Haute et Moyenne Guinée et l'absence d'infrastructures dans les zones de Boké et de Dinguiraye pourtant réputées pour leurs potentialités agropastorales. Cependant, cette première analyse de données de 2019

ZONE D'ENQUETE CIBLEE

Légende

- Resau routier
- Préfectures ciblées
- Communes_ciblées
- Limite administrative

RÉGIONS	PREFECTURES	COMMUNES RURALES	nombre	Date de l'annee
BOKE	Bassikunda	Bombali	1	
		Koumbakoro	1	
KINDIA	Tafelma	Cinta	1	
		Sandou	1	
LABE	Nipi	Motatato	1	
		Nanchingim	1	
MAMOU	Dabaka	Difoni	1	
		Boke	1	
NUBIAR	Ongoraya	Kuruma	1	
		Daboma	1	
VAKANNI	Inlandara	Komana	1	
		Galgamari	1	
YÉMÉKHÉ	Beiza	Kossoyadu (Rampal)	1	
		Boke	1	
CONAKRY	8 communes	Kabum	1	
		Baron	1	
		Guinea	1	
		Kassama	1	

Auteur : I. Touré, Cirad 2022 Source : FewNet, Usaid 2016

2.3.4 Collecte des données primaires et secondaires sur terrain.

Par ailleurs, l'équipe chargée de l'étude de faisabilité du PNDEG a travaillé en étroite collaboration avec un bureau d'étude guinéen qui a assuré la gestion administrative et l'appui logistique des activités de terrain ainsi que la vérification du contrôle-qualité des différents livrables issus desdites activités.

Les communes de Koumbia et de Kounsité ont été choisies dans la préfecture de Gaoual de la région administrative de Boké en Basse Guinée avec une densité animale comprise entre 55 et 66 UBT/km² disposent de 4 forages situés dans la commune de Koumbia et de 6 points d'eau pastoraux au nord et au sud de la préfecture (2019). Le diagnostic de 2022 fait ressortir des aménagements pastoraux (source aménagée, forage pastoral, zone de pâturage, piste à

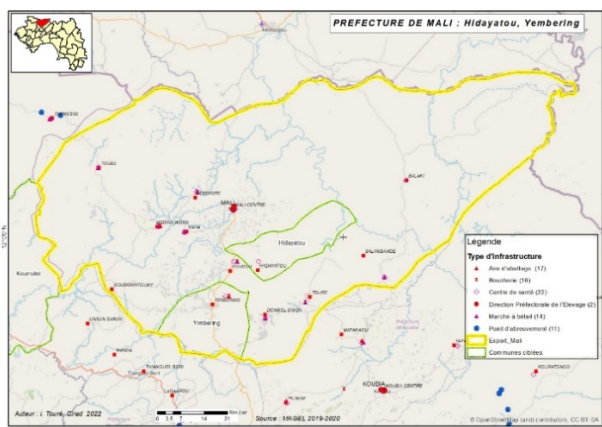


Figure 12 -Zone ciblée de Mali

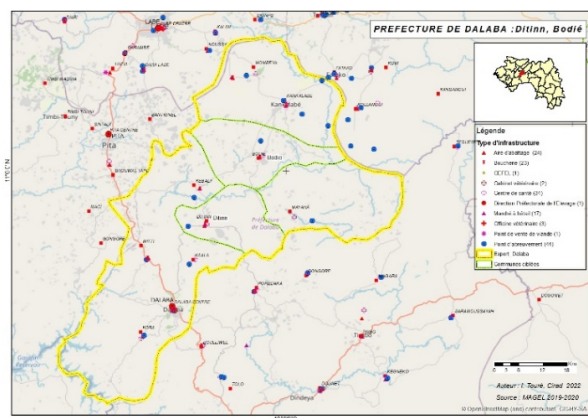


Figure 13 - Zone ciblée de Dalaba

Les communes Hidayatou et Yembering ont été choisies dans la préfecture de Mali de la région administrative de Labé en Moyenne Guinée avec la plus forte densité animale comprise entre 25 et 107 UBT/km² disposent de plusieurs infrastructures et équipements d'élevage (Aire d'abattage, Boucherie, marché à bétail) et d'une dizaine de points d'eau d'abreuvement situés à la périphérie (2019). Le diagnostic de 2022 fait ressortir d'autres infrastructures d'élevage (5 forages pastoraux dont 3 fonctionnels, 3 puits et une aire d'abattage de 7 têtes...) ainsi d'un laboratoire régional à Labé. La tendance en matière de gestion des ressources naturelles est marquée par la forte pression de la densité animale (qui entraîne par endroits une surcharge dans les zones de parcours en nette régression).

Dans la préfecture de Dalaba située dans région administrative de Manou dans le centre de la Moyenne Guinée, les communes de Ditinn et de Bodié ont été retenues avec une densité moyenne de 50 UBT/km². La préfecture dispose de plusieurs types d'infrastructures d'élevage (24 Aires d'abattage, 23 boucheries, 27 marché à bétail et de plusieurs points d'eau) spatialement bien repartis (2019). Les dynamiques actuelles observées en juin 2022 sont marquées le défrichement des zones forestières pour l'agriculture et l'élevage et ses corolaires avec la recrudescence des conflits d'usage des ressources naturelles entre agriculteurs et éleveurs

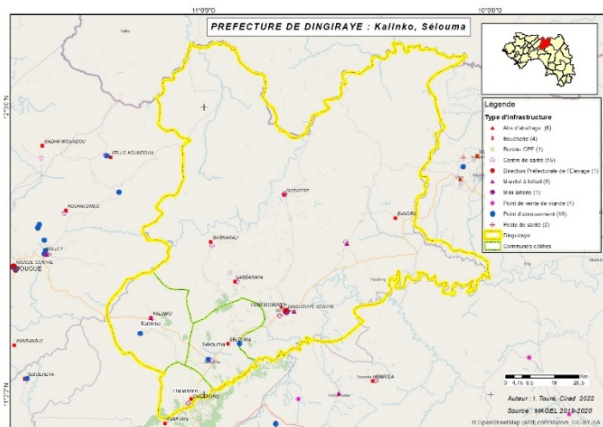


Figure 14 - Zone ciblée de Dingiraye

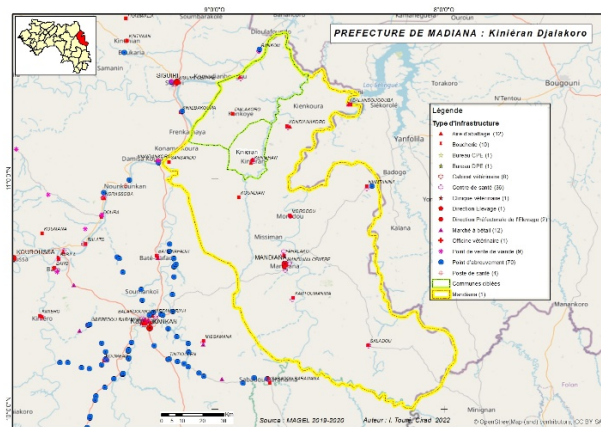


Figure 15 - Zone ciblée de Madiana

Kalinko et Sélouma ont été retenues dans la préfecture de Dingiraye de la région administrative de Faranah en Haute Guinée avec une densité animale comprise entre 20 et 33 UBT/km² disposant d'infrastructures et équipements d'élevage (6 aires d'abattage, 4 boucheries, marché à bétail) et d'une dizaine de points d'eau d'abreuvement situés à la périphérie (2019). Le diagnostic de 2022 fait ressortir d'autres infrastructures d'élevage (5 forages pastoraux dont 3 fonctionnels, 3 puits et une aire d'abattage de 7 têtes...) ainsi d'un laboratoire régional à Labé. La tendance en matière de gestion des ressources naturelles est marquée par la forte pression de la densité animale (qui entraîne par endroits une surcharge dans les zones de parcours en nette régression).

PREFECTURE DE BEYLA
Moussadou (Famola) et Boila

Légende

Type d'infrastructure

- Axe Routier N°16
- Bouches (16)
- Cabaret routiers (1)
- Carré de route (20)
- Département Profondément en (Chaque 1)
- Nœuds à l'échelle (16)
- Village isolés (1)
- Point d'aménagement (18)
- Futa (18)
- Village (17)
- Qualité d'environnement (1)
- Continuité urbaine
- Bois

Auteur : Y. Touré, Août 2002
Source : FAO/CEP 2019-2020

CONAKRY : Kaloou, Matam, Dixinn, Ratama, Matoto

Légende

Type d'infrastructure

- ▲ Aire d'abattage (1)
- Boucherie (1)
- Cabinet vétérinaire (2)
- Centre de santé (2)
- Communes ciblées
- Konoakry

Source : FAO/DEL 2018-2020

Auteur : I. Thounk, Covid 2022

Copie de la carte de la région de Konoakry au Mali.

Au niveau de chaque chef-lieu de région et de préfecture visité, les chefs services de l'élevage et personnel ont été informés sur les objectifs de la mission. Le consentement individuel leur a été remis pour lecture et signature en toute liberté.

Les chefs de services et agents rencontrés ont bien apprécié la programmation d'une telle mission dont la mise en œuvre, selon eux, leur permettra de faire face aux multiples difficultés qu'ils rencontrent en ces moments dans le cadre de l'exercice de leurs activités. Ainsi, le consentement individuel a été signé par tous sans ambiguïté.

Dans chacune des localités visitées, les entretiens ont commencé par la présentation de l'objet de la mission, la lecture et traduction du consentement éclairé à l'attention des participants.

Après de longues séries de discussions (presque dans toutes les communes), les participants finissent par choisir un représentant qui donne ses coordonnées comme représentant du groupe. Il faut souligner que dans la plupart des communes, les agro-éleveurs sont réticents à signer le formulaire de consentement éclairé pour les discussions de groupe et ont préféré, en lieu et place, donner le nom du représentant et son contact téléphonique. C'est souvent le premier responsable des éleveurs qui est choisi par le collectif pour s'engager au nom de l'ensemble des acteurs.

Ainsi, après le consentement et l'introduction générale de la démarche, le module 1 sur le profilage de la Commune, suivi de l'élaboration de cartes des ressources et le module 2 sont réalisés avec l'ensemble des participants. Les modules 3, 4, 5, 6 et 7 ont été administrés à deux groupes (le groupe des hommes et le groupe des femmes) dans la langue du terroir la plus parlée (Pular en Moyenne Guinée et Basse Guinée et Malinké en Haute Guinée et Guinée forestière).

Dans l'ensemble, les participants ont montré un grand intérêt pour ce travail de diagnostic car ils escomptent une amélioration de la productivité du secteur dans le moyen terme, ce qui fait d'ailleurs que le nombre de participants sollicité initialement par commune a été dépassé dans certains endroits.

Tableau 4 - Situation des zones d'intervention et des participants :

Régions couvertes	Préfectures ciblées	Communes ciblées	Nombre de Districts participants	Nombre de participants ateliers diagnostic				TOTAL
				Eleveurs			Agents vétérinaires	
				Hommes	Femmes	Total		
Kankan	Mandiana	Dialakoro	29	15	09	24	02	26
		Kiniéran	18	34	06	40	01	41
Faranah	Dinguiraye	Kalinko	17	19	06	25	02	27
		Sélouma	06	10	09	19	01	20
N’Zérékoré	Beyla	Boola	23	55	16	71	04	75
		Moussadou	18	35	17	52	02	54
Sous-total 1			111	168	63	231	12	243
Mamou	Dalaba	Ditinn	05	29	14	43	01	44
		Bodié	06	29	18	47	02	49
Labé	Mali	Yambergin	11	19	15	34	03	37
		Hidayatou	08	22	10	32	01	33
Boké	Gaoual	Kounsitel	05	18	12	30	02	32
		Koumbia	21	24	14	38	02	40
Kindia	Télimélé	Santou	14	25	16	41	01	42
		Sinta	12	45	06	51	01	52
Sous-total 2			82	211	105	316	13	329
Total			193	379	168	547	25	572

Le nombre élevé de participants dans certaines communes procède du souci des autorités locales d'assurer la représentativité des populations locales de tous les districts. Les rapporteurs de chaque équipe ont procédé au fur et à mesure à l'enregistrement des entretiens dans les dictaphones dans les langues du terroir.

2.3.1.2 Enquêtes par questionnaires dans la zone de Conakry

Dans la zone de Conakry, les activités de collecte ont démarré également le 03 juin et se sont achevées le 18 juin 2022.

Contrairement aux communes de l'intérieur du pays, les cinq agents de Conakry étaient commis à l'administration de deux questionnaires majeurs à savoir : le questionnaire "Consommateurs" auprès des ménages et le questionnaire "Intermédiaires" auprès des opérateurs situés entre les maillons production et consommation finale des chaînes de valeurs (producteurs, marchands de bétail, bouchers, étalagistes, transporteurs, etc..).

En résumé, 547 agro-éleveurs dont 168 femmes et 25 Agents des services de l'élevage ont participé aux différentes activités de discussions de groupes dans les 8 régions.

Les enquêtes par questionnaires sur les ménages concernant la consommation et demande de viande ont été réalisées dans quatre (4) communes de la ville de Conakry, du 06 au 18 Juin 2022 et a porté sur un échantillon de 166 ménages répartis comme suit : 68 à Dixinn, 9 à Kaloum, 31 à Matam et 58 à Matoto.

Enfin, les enquêtes par questionnaires sur les intermédiaires des chaînes de valeurs ont porté sur un échantillon de 89 acteurs et constitué de marchands de bétail (19,3%), de bouchers abattant (13,6%), de bouchers détaillant (37,5%), d'étalagistes (7,9%), de rôtisseurs (15,9%), de transporteurs (3,4%) et d'autres acteurs (2,3%).

3 Cartographie des chaînes de valeurs des productions

Pour refléter la diversité des systèmes de productions animales en Guinée, des types de produits, des contextes spécifiques régionaux et des groupes cibles, les modes d'intervention de l'État guinéen et de ses partenaires sur les chaînes de valeurs peuvent prendre des formes très variées, allant du simple établissement de liens entre les producteurs et les marchés locaux jusqu'à la construction de partenariats formels entre organisations de producteurs, fournisseurs d'intrants, banques et agro entreprises privées tout au long d'une filière spécifique. Dès lors, cette étude va privilégier une approche chaîne de valeur consistant à envisager de manière globale l'ensemble d'une chaîne donnée concernant un produit, du producteur jusqu'au consommateur final et à tenir compte de l'ensemble des parties prenantes dans la chaîne de valeur et de leurs interactions.

Concrètement, les chaînes de valeur bétail/viandes, des produits laitiers, avicoles et apicoles sont animées par des acteurs ou intervenants au niveau des différents sous-secteurs d'activités qui les soutiennent. Ces chaînes de valeur se caractérisent par une forte dualité avec des acteurs exclusivement orientés marchés (fermes semi-intensives et intensives) et d'autres (exploitations familiales pastorales et agropastorales) ayant une orientation autolimitée vis-à-vis des marchés et consacrant une partie des produits pour les consommations familiales présentes et futures (Fadiga, 2013⁹ ; Wane et al, 2021¹⁰).

De la production à la consommation (communément dit, de la fourche à la fourchette), on observe une multitude d'acteurs qui interviennent exclusivement ou partiellement, dans le domaine de la production, dans la commercialisation, dans la transformation, dans la consommation et dans la fourniture de services. Si l'on s'en tient aux catégories des principaux intervenants, il s'agit des mêmes au niveau de toutes les chaînes de valeur ciblées dans cette étude.

3.1 La chaîne de valeurs bétail-viande

La structuration de la chaîne de valeurs bétail/viande en Guinée est similaire à ce qui est traditionnellement observé en Afrique de l'Ouest. Elle est constituée d'un réseau complexe de segments et de sous-segments faisant intervenir une multitude d'acteurs.

3.1.1 Le segment de la production du bétail

Bien que la majorité des éleveurs extensifs (sédentaires et transhumants) décident souvent de la commercialisation pour répondre aux besoins des ménages (nourriture, santé, scolarité des enfants, habillement, fêtes, etc.), d'autres plus sensibles aux signaux de marchés y interviennent pour maximiser leurs ventes.

9. Fadiga, M., L. (2013). 'Valuation of Cattle Attributes in the Malian Humid and Sub-Humid Zones and Implications for a Sustainable Management of Endemic Ruminant Livestock'. *Environmental Economics* 4(1): 2013, 39-50.

10. Wane A., Mballo A.D., 2021. Reducing food-related economic loss to improve food security and the livestock market in the Sahel, IFAMA Conference « Innovations Reshaping the Future of Food », June 21-25, 2021,

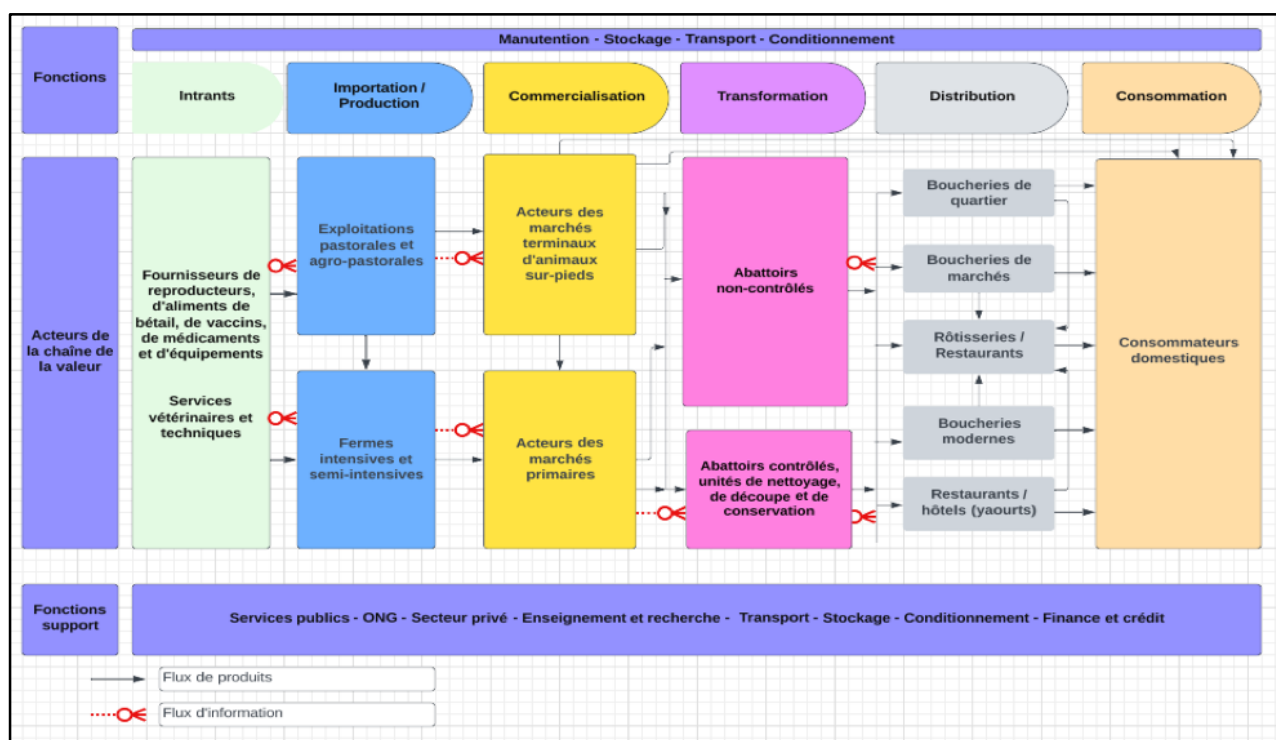


Figure 18 - Cartographie de la chaîne de la valeur bétail-viande

Les fournisseurs d'aliments et de produits vétérinaires, en collaboration avec les services d'appui (vétérinaires privés, structures d'encadrement, structures de recherche et laboratoires) interviennent essentiellement dans ce segment de la production des animaux, il est, cependant, à noter que leur présence tout au long des chaînes de valeur s'avère nécessaire.

3.1.2 Le segment de la commercialisation

Deux types d'opérateurs peuvent être identifiés dans ce segment : ceux qui commercialisent des animaux sur-pieds et ceux qui vendent de la viande et des sous-produits.

3.1.2.1 Bétail sur-pieds

Les acteurs de la commercialisation du bétail sur-pieds sont multiples mais les deux principaux sont :

- Les **acteurs des marchés terminaux** qui sont souvent des marchands ou commerçants de bétail aidés par des courtiers facilitateurs de transactions commerciales. Ils collectent des animaux en provenance des exploitations familiales voire des pays voisins (principalement, le Mali) pour approvisionner les marchés terminaux guinéens avec des acheteurs finaux motivés par diverses raisons (abattage et utilisation rituels, consommation, élevage urbain, etc.) ou pour les réexporter vers d'autres pays voisins tels que le Liberia et la Sierra Leone.
- Les **acteurs des marchés primaires** souvent des chevillards qui collectent des animaux à travers les canaux des producteurs locaux et/ou des pays voisins, les font abattre dans les abattoirs (contrôlés) et aires d'abattage (non contrôlés) et revendent la viande et les abats en gros, demi-gros aux bouchers détaillants, aux apprenti-bouchers, aux rôtisseurs, aux charcutiers, etc.

A côté de ces deux principaux acteurs, s'active une multitude d'autres acteurs ayant vocation à faciliter les transactions commerciales : les convoyeurs à-pieds ou bergers, les convoyeurs par camions accompagnent les véhicules afin d'effectuer toutes les formalités (police, douanes, santé animale, transport, transit, ...), les déchargeurs, les logeurs, les gardiens, les fournisseurs de fourrages, les marqueurs des animaux avant les abattages, les apprentis et les chauffeurs.

3.1.2.2 Viande et des sous-produits

La commercialisation des produits transformés est surtout animée par :

- Les distributeurs qui sont des opérateurs individuels et des organisations professionnelles qui vendent la viande, et leurs produits dérivés au niveau des boutiques, rôtisseries, supermarchés, charcuteries, tables de découpes, restaurants, grandes surfaces, etc.
- Les importateurs de viande congelée ou réfrigérée extra-africaine revendent les morceaux de viande sans os et de foie (par cartons) aux bouchers détaillants de la ville ou aux particuliers utilisateurs des chambres froides ou entrepôts frigorifiques.

La commercialisation des produits tels que les cuirs, les peaux, les cornes et les onglons des bovins, des ovins et des caprins n'est pas très développée en Guinée.

3.1.3 Le segment de la transformation

Il est constitué de divers acteurs tels que :

- Les bouchers abattants/ détaillants qui abattent pour eux-mêmes mais en faible quantité et se chargent personnellement de la vente au détail directement au marché. Ils agissent pour leur propre compte depuis l'acquisition des animaux jusqu'à la vente aux consommateurs.
- Les grilleurs ou rôtisseurs de viande s'approvisionnent auprès des chevillards et des bouchers abattants/ détaillants et font des grillades sous forme de morceaux de viande et de brochettes surtout avec la viande de petits ruminants et secondairement avec la viande bovine.
- Les charcutiers qui sont employés dans les unités de transformation et les grandes surfaces de distribution (supermarchés, boucheries modernes).
- Les tripiers et boyaudiers traitent en plus des tripes et des boyaux, du cœur et des poumons.
- Les restaurateurs professionnels, en plus des acteurs de l'abattage d'animaux, la filière compte des milliers de restaurateurs professionnels. Des unités de transformation de la viande interviennent également dans la chaîne des valeurs.

3.1.4 Le segment de la consommation

C'est un des segments les plus importants de l'approche chaîne de valeur. La mise en œuvre de chaînes de valeurs performantes consiste à créer ou renforcer des interactions entre différents maillons de ces chaînes dans le but de répondre aux besoins et demandes des consommateurs et de créer de la valeur et des profits et plus généralement, de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle. A ce niveau, les consommateurs domestiques sont constitués des éleveurs qui prélèvent une partie de leur production pour leur propre consommation et les consommateurs finaux notamment ceux des grands centres urbains.

3.1.5 Le segment des fournisseurs de services

Les structures d'encadrement et de recherche, les projets de l'État et l'administration, les partenaires au développement interviennent dans l'appui au développement du secteur de l'élevage à travers l'encadrement des producteurs, la recherche, le financement de micro-projets, l'appui à l'organisation associative, etc.

3.2 La chaîne de valeurs des produits laitiers

L'essentiel du lait produit en Guinée est d'origine bovine. Le recours aux autres espèces pour produire du lait est très faible. La production laitière demeure une activité secondaire pour l'économie guinéenne.

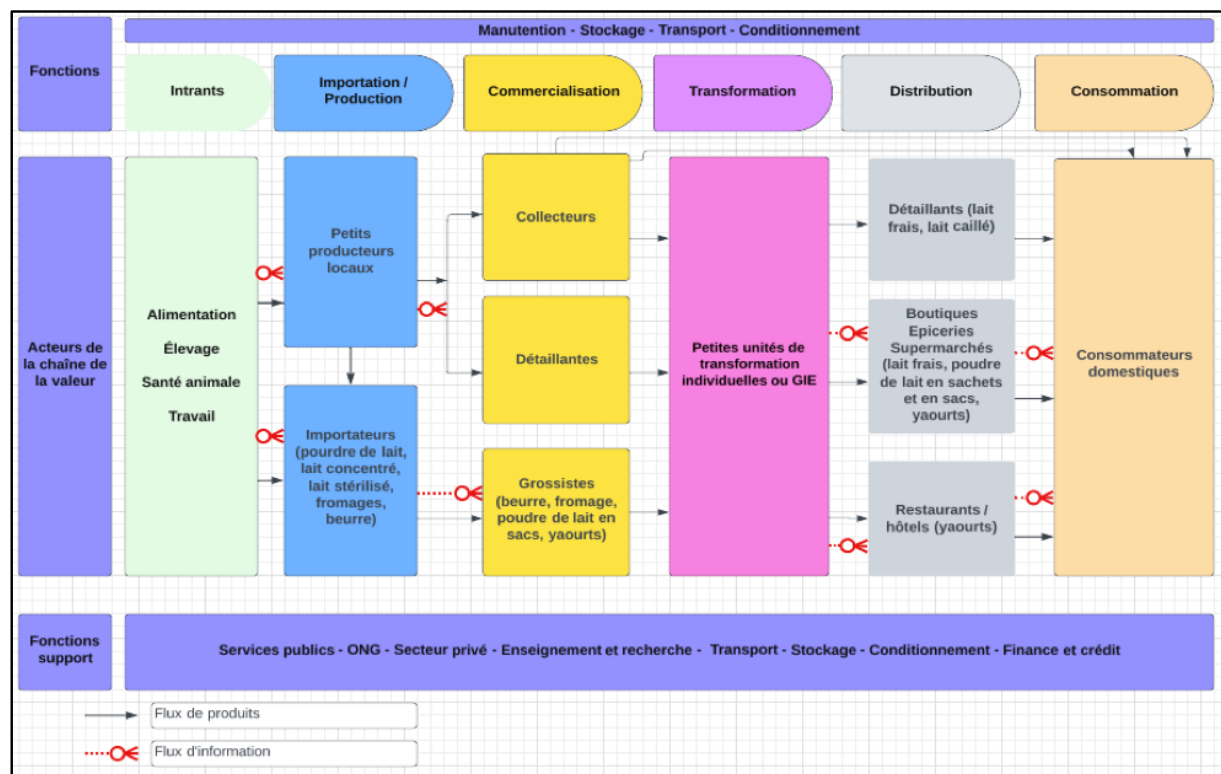


Figure 19 - Cartographie de la chaîne de la valeur des produits laitiers

Le sous-secteur lait est constitué par les producteurs et de nombreux intermédiaires, d'abord au niveau de la collecte du lait frais, ensuite au niveau de la transformation, de la commercialisation et de la distribution des produits issus des unités de transformation jusqu'au consommateur final, tandis qu'au niveau du lait importé, la chaîne est plus courte jusqu'au consommateur final.

Les intervenants au niveau de la production sont constitués par les producteurs traditionnels (sédentaires et transhumants) et modernes. Parmi ces producteurs, on distingue les producteurs ruraux, les producteurs périurbains et urbains, les importateurs de lait et produits laitiers. La production laitière est dominée par la production traditionnelle (élevages sédentaires et transhumants).

Au niveau de la commercialisation, deux canaux co-existent : la filière traditionnelle pour les produits locaux et la filière moderne pour les produits importés et reconstitués dans les laiteries artisanales, les laiteries semi-industrielles et les laiteries industrielles.

La commercialisation du lait frais est assurée par les bouviers et les femmes des exploitations familiales dans les zones rurales et périurbaines. Des collecteurs ambulants sillonnent les villages pour acheter le lait frais qui sera écoulé sur les marchés urbains.

Les différentes unités de transformation fabriquent des produits laitiers qui se retrouvent dans la grande distribution (supermarchés, superettes des stations-service, épicerie) et d'autres lieux de vente (boutiques, hôtels, restaurants, maquis, kiosques, cantines scolaires, etc.).

Les infrastructures existantes sont essentiellement situées au niveau des chefs-lieux de préfectures et de certaines sous-préfectures. On rencontre quelques mini laiteries, promues par des programmes de développement de l'élevage comme le PROGEBE par exemple.

Les principaux intervenants de l'environnement technique et institutionnel sont les mêmes que dans la filière bétail/viande.

3.3 La chaîne de valeur des produits avicoles

Le secteur avicole comprend deux principaux systèmes de production :

3.3.1 Aviculture traditionnelle

Elle est très répandue en Guinée et serait même une tradition dans le Fouta Djallon où elle est présente dans 50 à 100% des exploitations (Camara et al. ; nd). Aux mains des femmes et des enfants, elle porte sur une dizaine de têtes élevées en divagation libre autour des concessions. L'alimentation est constituée par la base d'aliments résiduels picorables (BAP) qui se définit comme l'ensemble des produits alimentaires accessibles à tous les animaux divaguant dans une zone déterminée (grains, insectes, vers de terre, verdure ...). Des compléments de céréales (maïs en zone de production, riz en Basse Guinée, déchets et restes de repas) sont parfois distribués, souvent à même le sol ou sur une vieille tôle. Anciennement destinée à l'autoconsommation, elle serait de nos jours en pleine professionnalisation avec des concessions où les effectifs atteignent voire dépassent la centaine de têtes.

3.3.2 Aviculture semi-industrielle

On distingue essentiellement la production d'œufs de consommation et de poulets de chair.

3.3.2.1 Production d'œufs de consommation

Composante la plus importante de l'aviculture guinéenne semi-industrielle, la production d'œufs de consommation est en plein essor. Environ 600 éleveurs installés autour des grandes villes et des centres miniers (Conakry, Labé, Mamou, Faranah, Nzérékoré, Kankan, Siguir, Boké) y sont actifs (ME, 2018¹¹). Ce sont des commerçants, des fonctionnaires, des immigrés ou des jeunes ouvriers qui investissent dans la filière à des fins de diversification de revenus. La taille moyenne des bandes est de 3 000 têtes variables de 300 à 200 000 têtes. La production se fait essentiellement à partir de poussins importés, le seul couvoir opérationnel (EILA) ne couvrant que 20-25% de la demande en poussins (ME, 2018).

Les principaux pays exportateurs de poussins vers la Guinée sont la France (60%), la Belgique (33%) et le Brésil (USAID, 2015¹²). À l'exception de quelques élevages en cage, les oiseaux sont élevés sur litière de copeaux de bois dans des bâtiments à ventilation statique de type Louisiane. L'élevage comporte 3 phases dont le démarrage (jusqu'à 8 semaines d'âge), la phase poulette qui s'arrête aux premiers œufs (entre 17 et 21 semaines d'âge) et la phase ponte qui prend fin à la réforme après 15-16 mois de ponte. Les aliments distribués sont produits de façon artisanale ou industrielle. Dans le premier cas, le fabricant installe un ou plusieurs broyeurs simples et assurent le mélange des matières premières à la main avec des capacités de production de 7 tonnes/j (ME, 2018).

Les deux provenderies industrielles installées en Guinée sont des industries modernes avec broyeur-mélangeur de capacité pouvant atteindre 60 tonnes/j. Le suivi sanitaire des oiseaux est assuré soit par un vétérinaire soit par un technicien sous contrat ou de façon ponctuelle. Le cas le plus courant semble être un contrat couvrant la période de démarrage jusqu'au début de la ponte puis des interventions ponctuelles, payées à la tâche durant toute la période de ponte.

11. ME, 2018

12. USAID, 2015

3.3.2.2 Production de poulet de chair

La composante « poulet de chair » de l'aviculture guinéenne n'a jamais réussi à décoller du fait de sa faible compétitivité par rapport au marché international en relation avec le coût élevé de l'aliment et des difficultés d'approvisionnement en maïs. Aussi, ce sont des exploitations de quelques têtes (moins de 100 têtes) qu'on rencontre autour de certaines grandes villes comme Conakry et Nzérékoré.

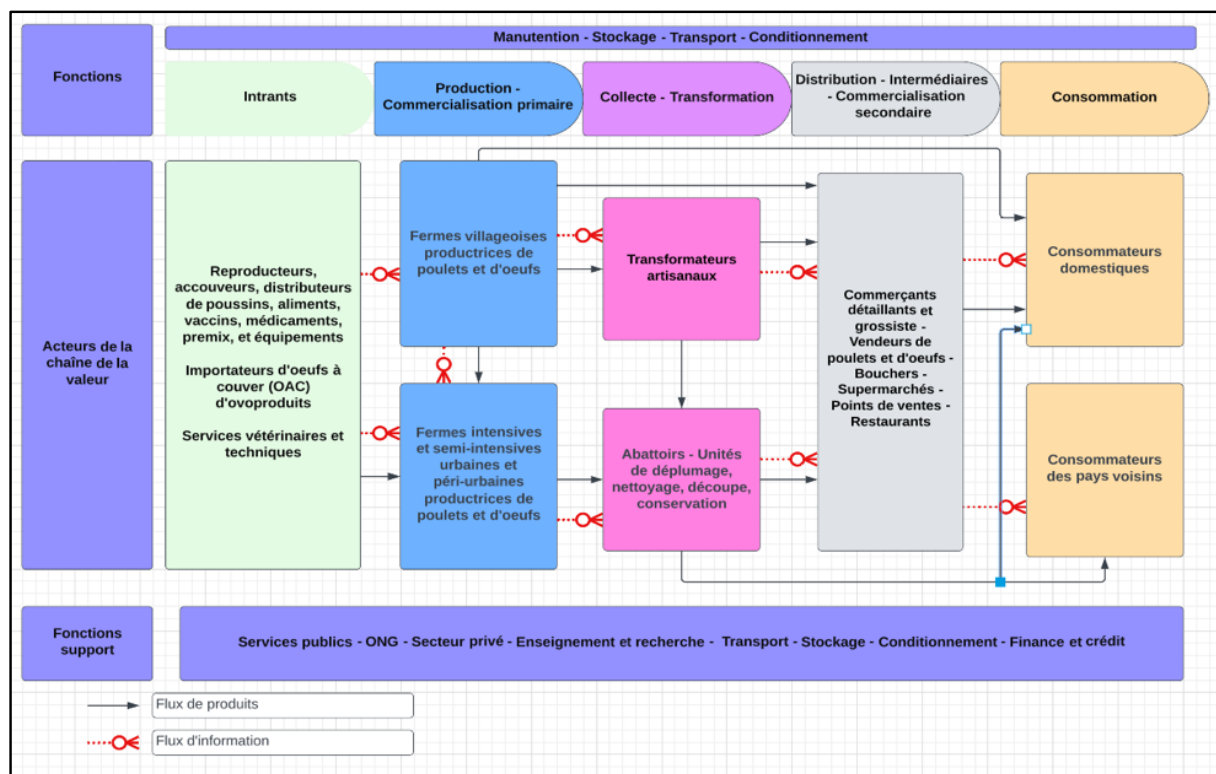


Figure 20 - Cartographie de la chaîne de la valeur des produits avicoles

3.4 La chaîne de valeur des produits apicoles

Bien qu'ayant été le foyer de l'apiculture en Afrique occidentale française durant la période coloniale pendant laquelle le miel et le cire étaient exportés vers la métropole, la Guinée n'a pas pu cette performance après les indépendances malgré tout le potentiel découlant de cette filière notamment pour faire face à la demande grandissante en Afrique, à la promotion de produits bio et à la recherche croissante de substituts naturels du sucre. La demande croissante de miel offre d'énormes avantages commerciaux pour l'Afrique, et la Guinée pourrait intégrer la chaîne de valeur mondiale en améliorant la production et la transformation de miel par le respect des normes de sécurité et protection de la santé.

Les activités apicoles restent encore largement fondées sur des savoirs et savoir-faire traditionnels. Le miel est souvent collecté dans la nature ou dans des ruches aménagées par de petits exploitants agricoles qui pratiquent l'apiculture ou la collecte de miel sauvage comme activité économique complémentaire à l'agriculture et à l'élevage. Les raisons pour lesquelles l'apiculture a été développée dans le Fouta Djallon sont de nature topographique (altitude moyenne la plus élevée du pays), de démographique (forte densité de population), sécuritaire (vols de bétail), économiques (cours de la viande stagnant et importations massives de lait subventionné en provenance d'Europe) de sorte que l'apiculture s'est imposée comme une activité de diversification relativement lucrative.

La chaîne de valeur du miel et de la cire d'abeille en Guinée reste très peu intégrée même s'il subsiste de réelles possibilités d'intermédiation à valeur ajoutée et d'agrégation de la production pour augmenter l'efficacité et la compétitivité de la chaîne de valeur.

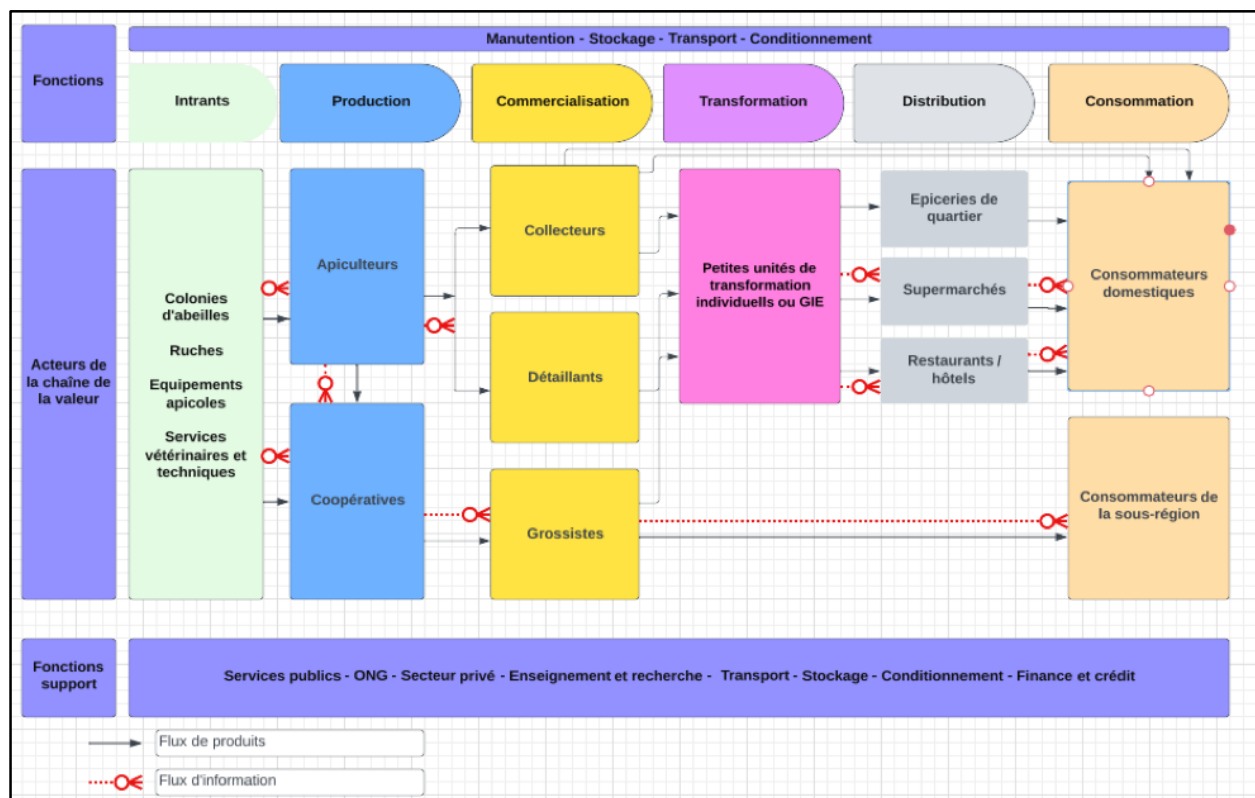


Figure 21 - Cartographie de la chaîne de la valeur des produits apicoles

FAOSTAT ne mentionne aucune exportation de miel et seulement des exportations sporadiques de cire d'abeille, s'élevant à un conteneur ou deux depuis la Guinée et le Mali. Toutefois, il y a une réelle niche pour que la filière se positionne sur un marché porteur compte tenu du déclin progressif de la productivité des produits originaires d'Amérique du Nord, de l'Europe et de l'Asie (Trade Hub and African Partners Network, 2014¹³).

De façon générale, le miel guinéen est collecté dans la nature ou dans des ruches aménagées par de petits exploitants agricoles qui pratiquent l'apiculture ou la collecte de miel sauvage comme activité économique complémentaire à la culture. Il existe aussi des coopératives ou sorte de GIE qui essaient de regrouper des acteurs pour collecter plus de volumes de produits. La plupart de ce miel est actuellement commercialisé dans des récipients recyclés (tels que des bouteilles d'eau) sur les marchés locaux, tandis que seule une petite partie est regroupée et transformée en un produit plus élaboré pour être commercialisé dans des emballages neufs et étiquetés dans les points de vente au détail.

13. Trade Hub and African Partners Network. "Value Chain Assessment Report: Honey and Beeswax." Prepared for the Trade Hub and African Partners Network by Abt Associates Inc., Bethesda, MD, in collaboration with J.E. Austin Associates, Arlington, VA, May 2014.

4 Diagnostic des segments clefs des chaînes de valeurs ciblées

Il s'agit de procéder à un diagnostic approfondi des segments intrants et services, production, commercialisation, transformation et distribution, et consommation des chaînes de valeurs bétail-viandes, des produits laitiers, avicoles et apicoles. Au préalable, puisque le secteur de l'élevage en Guinée évolue dans un contexte de risques et d'incertitudes, il est nécessaire d'évaluer les perceptions qu'en ont les acteurs et ainsi, trouver des options et interventions visant à améliorer la résilience des ménages ruraux vulnérables et des écosystèmes.

4.1 Diagnostic à-dire d'acteurs du contexte de risques du secteur de l'élevage

Les risques font partie intégrante de la vie de la plupart des ménages et en particulier de la population rurale des pays à faibles revenus (Banerjee et Duflo, 2011¹⁴). La participation à des chaînes de valeurs expose les petites exploitations à des avantages nouveaux mais aussi à des risques supplémentaires. Les ménages ruraux dépendent généralement d'activités multiples et complémentaires pour assurer leur subsistance et se protéger contre les chocs.

Les aléas sont omniprésents dans la vie de la plupart des agriculteurs des pays en développement, qui doivent agir pour assurer leurs moyens de subsistance et minimiser les pertes. Une meilleure compréhension des risques et des stratégies mises en œuvre par les ménages est essentielle pour les aider à mieux s'adapter. Le principal défi de l'analyse des risques au niveau des ménages est que la présence ou la perception des risques peut affecter de manière significative le comportement intertemporel des ménages dans l'allocation de leurs ressources. Cela peut affecter à la fois les ménages pauvres et non pauvres, mais seulement à très court terme, car la probabilité que ces derniers deviennent pauvres reste très élevée. Ceux qui ont peu d'actifs sont généralement poussés à s'engager dans des activités non-agricoles à faible rendement et parfois tout aussi risquées (Barrett et al., 2001¹⁵), tandis que d'autres plus dotés ou vivant dans des régions où les activités alternatives sont favorables, l'impulsion à augmenter les revenus et accumuler des richesses prévaut (Loison et Loison, 2016¹⁶).

L'élevage est une activité qui comporte beaucoup de risques. Les ménages pastoraux et agropastoraux vivent et opèrent dans un environnement sujet aux chocs. Ils manquent de marchés contingents pour leurs systèmes de production, ce qui affecte gravement leurs moyens de subsistance. Par exemple, ils s'adaptent progressivement à ces conditions en utilisant des stratégies de mobilité et de diversification/ multifonctionnalité pour améliorer la

14. Banerjee, A., and E., Duflo. (2011), *Poor economics, A radical rethinking of the way to fight global poverty*. New York: Public Affairs, 2011, 320 pages, ISBN 978-158648798-

15. Barrett, C., B., M., Bezuneh, A., Aboud. (2001). Income diversification, poverty traps and policy shocks in Côte d'Ivoire and Kenya. *Food Policy* 26: 367–384.

16. Loison, S., A., and S., A., Loison. (2016). 'Rural livelihood diversification in Sub-Saharan Africa: A literature review.' *The Journal of Development Studies* 51: 1125–1138. DOI:10.1080/00220388.2015.1046445

production et sécuriser leurs moyens de subsistance (Wane et al., 2017¹⁷; Alary et al., 2015¹⁸). Ces stratégies sont caractérisées par des relations complexes qui limitent les stratégies à plusieurs niveaux. Les systèmes de production (agro)pastoraux et les moyens de subsistance sociaux évoluent généralement dans un contexte de risques, d'incertitudes et d'opportunités qui conduisent à un changement permanent impactant les socio-écosystèmes simultanément, séquentiellement, ou parfois de manière isolée. Le changement climatique joue un rôle central en ayant un impact direct sur la dynamique des ressources naturelles, poussant les éleveurs à faire face aux variations spatio-temporelles en utilisant la mobilité comme principale stratégie de sécurisation. Le changement climatique est également un facteur qui aggrave les perturbations économiques, sociales, culturelles et politiques (volatilité des prix des denrées alimentaires et des aliments pour animaux aux niveaux national et international, maladies, instabilité politique, transformations sociales, etc.) (Wane et al, 2021¹⁹).

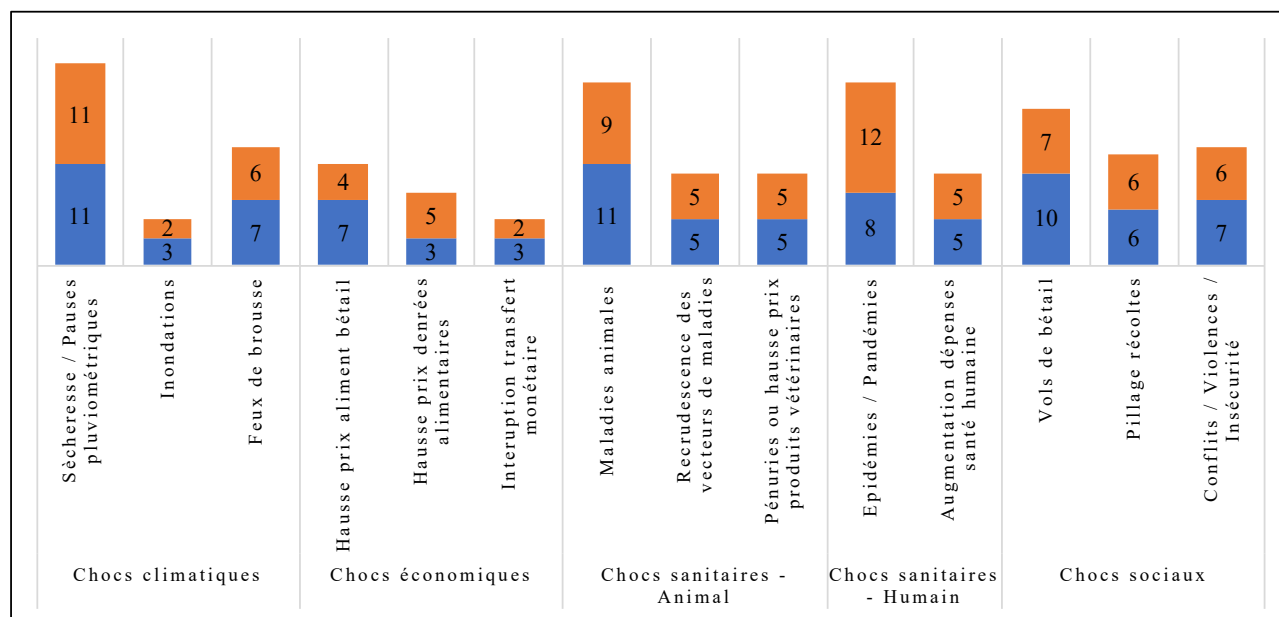


Figure 22 - Perceptions différenciées des chocs dans les 8 régions de la Guinée

Ainsi pour la Guinée, les groupes de participants aux discussions dans les 8 régions ont été soumis à différents scénarios de chocs qui leur ont été présentés pour confirmer ou infirmer s'ils avaient subi un ou plusieurs de ces chocs sur les dix dernières années. Ensuite, ils ont classé les chocs en fonction de leur gravité (le plus grave, le deuxième plus grave et le troisième plus grave). Enfin, plusieurs options de stratégies d'adaptation et/ou de survie ont également été présentées aux mêmes participants qui ont classé les différentes stratégies en fonction de leur importance : celle principale et celle alternative.

L'éventail des risques ou chocs et l'adoption de stratégies *ex-ante* efficaces sont fonctions des caractéristiques des groupes de participants (11 groupes constitués d'hommes et 11 groupes de femmes) qui ont distingué durant ces dix dernières années des chocs de nature climatique, économique, sanitaire et social mais à des degrés divers selon leurs potentiels impacts.

Les groupes de participants ont unanimement déclaré avoir perçu des périodes de sécheresse et de pauses pluviométriques durant ces dix dernières années. Ensuite, les chocs relatifs à la santé animale (maladies animales) et la santé humaine (épidémies et pandémies) ont été reportés en majorité. Les chocs relatifs à la santé animale ont été plus mentionnés par les groupes d'hommes (11 contre 9) alors que ceux liés à la santé humaine ont été plus évoqués

17. Wane A., Touré I., Mballo A.D., Nokho C.I., Ndiaye A.K. 2017. Non-livestock value chains: lateral thinking for the securitization of the Sahelian livestock economies. Bio-Based and Applied Economics : DOI: <https://doi.org/10.13128/BAE-18007>

18. Alary, V., A., Aboul-Naga, M., El Shafie, N., Abdelkrim, H., Hamdon, and H., Metawi. (2015). Roles of Small ruminants in rural livelihood improvement-Comparative analysis in Egypt'. Revue d'Élevage et de Médecine Vétérinaire des Pays Tropicaux 68(2-3): 79-85

19. Wane A., Mballo A.D., 2021, Reducing food-related economic loss to improve food security and the livestock market in the Sahel, IFAMA Conference, Innovations Reshaping the Future of Food, June 21-25

par les groupes de femmes (12 contre 8). Enfin, d'autres chocs de diverse nature ont été reportés notamment les vols de bétail (10 groupes d'hommes et 7 groupes de femmes), l'insécurité (7 groupes d'hommes et 6 groupes de femmes), les feux de brousse (7 groupes d'hommes et 6 groupes de femmes), les pillages de récoltes (6 groupes d'hommes et 6 groupes de femmes), la hausse des prix des aliments de bétail (7 groupes d'hommes et 4 groupes de femmes) etc.

Afin de réduire l'impact des chocs multiformes, l'ensemble des participants ont déclaré adopter une série d'options pour préserver leurs systèmes de production et leurs moyens de subsistance. Bien que les outils de collecte de données aient été structurés autour de stratégies séquentielles et hiérarchisées, les réponses des participants montrent un chevauchement des stratégies dans certains cas. En effet, la principale stratégie semble être l'amélioration du rapport à la santé : sensibilisation à la vaccination (10% des déclarations), vaccination (12%), prise en charge des maladies (9%) et déparasitage (7%) pour se prémunir des maladies. Face aux chocs climatiques, les participants ont essentiellement plaidé pour les actions de reboisement ainsi que l'aménagement de pare feux pour éviter que les parcours ne soient trop endommagés. De plus, ils ont aussi mentionné la nécessité d'investir dans le secteur primaire. Alternativement à ces stratégies priorisées par les participants, d'autres consistent à baisser les prix des produits pour vendre un peu plus, à protéger l'environnement et respecter les conventions locales.

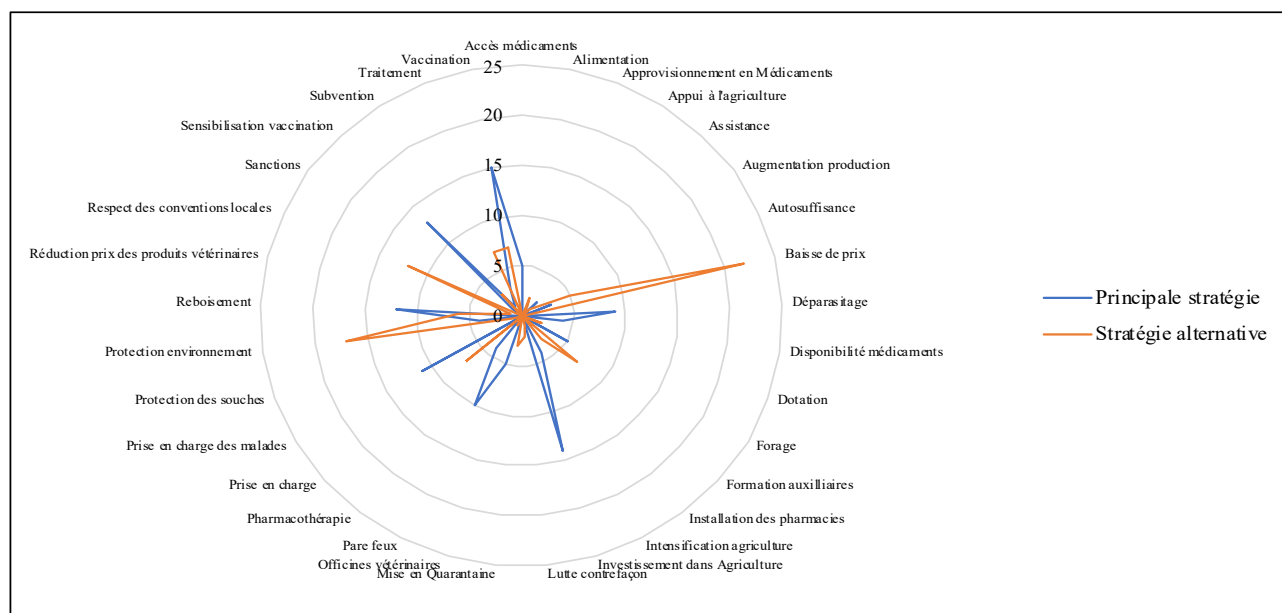


Figure 23 - Stratégies classées par ordre de priorité par l'ensemble des participants.

De façon plus différenciée, les groupes de femmes priorisent les stratégies articulées autour de la gestion des maladies (sensibilisation à la vaccination, vaccination, déparasitage et prise en charge des maladies), ainsi que l'investissement dans l'agriculture, le reboisement, la prévention et la lutte contre les feux de brousse. Alternativement, les femmes se tournent vers des stratégies de baisse des prix de leurs produits, d'actions de protection de l'environnement et de reboisement, du respect des conventions locales et de traitement curatif des maladies.

Quant aux groupes constitués d'hommes, les principales stratégies adoptées sont similaires à celles des femmes auxquelles se rajoutent une forte demande d'amélioration de la fourniture de produits et services vétérinaires (demande d'offices vétérinaires de proximité, de disponibilité et d'accès aux services et médicaments vétérinaires). Alternativement, leurs recours portent sur des stratégies de protection de l'environnement, des opérations de reboisement, de baisse des prix des produits animaux, de respect des conventions locales, de formation d'auxiliaires, de prises en charge des malades et de mise en quarantaine des animaux malades.

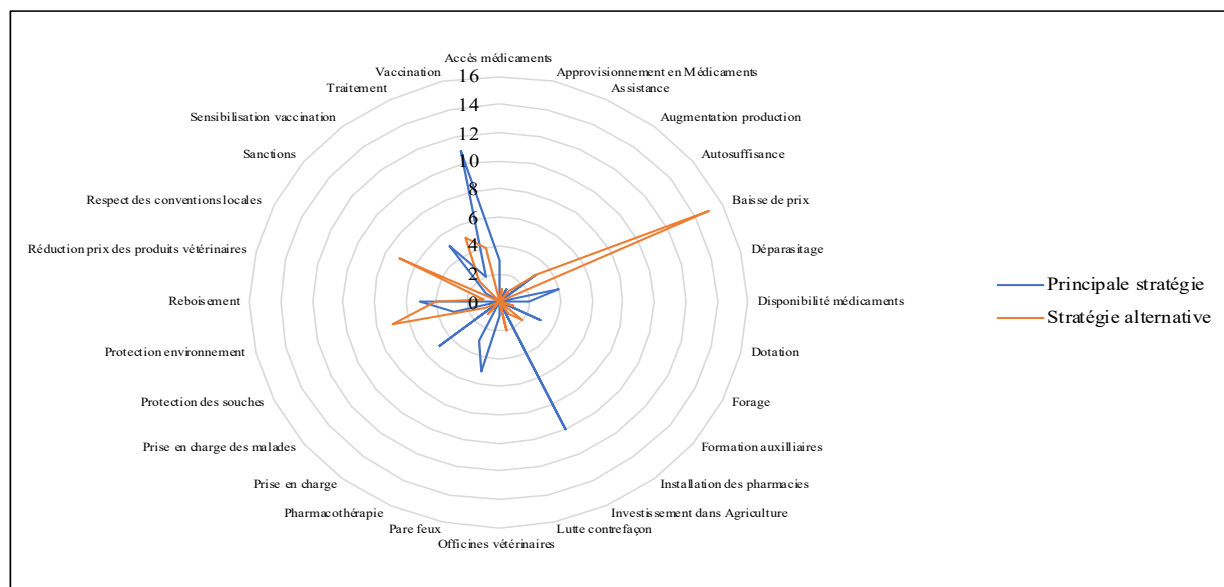


Figure 24 - Stratégies classées par ordre de priorité par les groupes de femmes

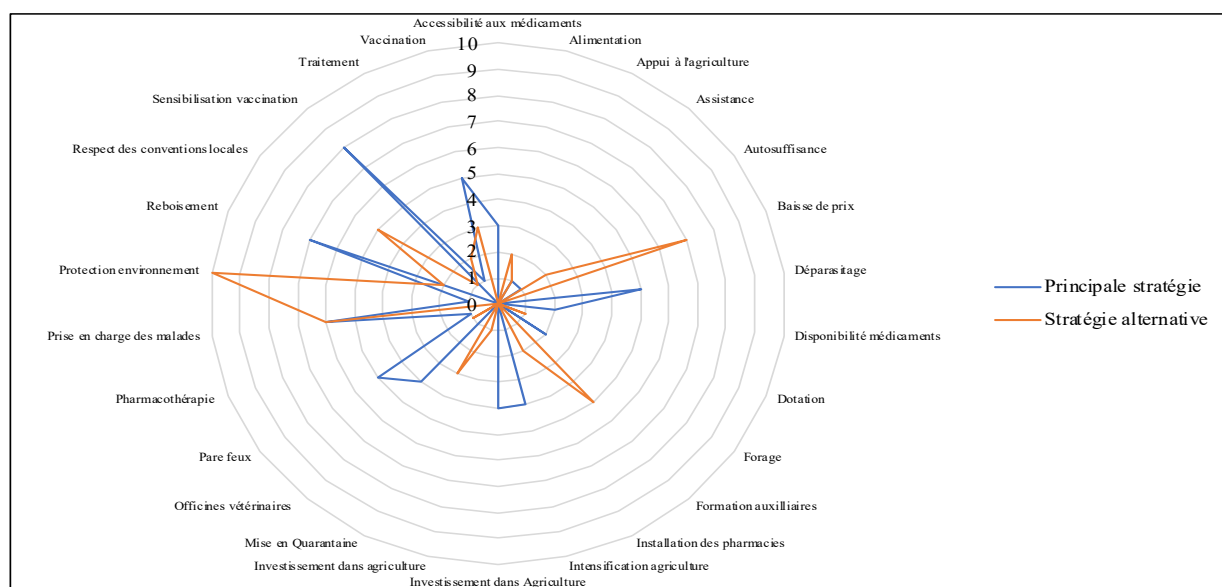


Figure 25 - Stratégies classées par ordre de priorité par les groupes d'hommes

4.2 Diagnostic du segment intrants et services

L'analyse des risques du secteur de l'élevage réalisée à-dire d'acteurs laisse apparaître la prégnance des risques climatiques avec un potentiel impact très élevé sur les systèmes alimentaires et les risques sanitaires rendant très vulnérable les systèmes de santé animale. Pour cette raison, cette étude va se focaliser sur un diagnostic très approfondi de l'état et de la gestion des ressources alimentaires et des systèmes de santé dans ce segment des intrants et services.

4.2.1 Les ressources alimentaires et leur gestion

L'élevage des ruminants domestiques en Guinée est de type extensif. Le capital humain est le principal facteur de production valorisé pour tirer profit du capital constitué par les vastes ressources naturelles fournissant l'essentiel des fourrages, eaux, et minéraux nécessaires à la satisfaction des besoins alimentaires du bétail ruminant domestique. Avec

la faible utilisation du capital financier pour l'achat d'intrants alimentaires ou pour intensifier les systèmes alimentaires à travers les cultures fourragères, l'élevage des ruminants en Guinée fait usage des vastes parcours naturels et post-cultureux dont la disponibilité, la valeur nutritive et l'accès sont rythmés par les saisons et influencés par les systèmes de gestion en vigueur. Il devient dès lors impératif de mieux connaître l'état et la dynamique de ces ressources en particulier la végétation, les forêts, les espaces cultivés et les aires protégées pour envisager les stratégies leur exploitation rationnelle et durable en appui à une productivité durable des ruminants domestiques et la préservation des ressources pastorales de base. C'est à cette fin que le diagnostic des ressources a été réalisé en faisant l'inventaire de la disponibilité et de la qualité des ressources, de leurs modes de gestion ainsi que l'évolution de leur état dans le temps en analysant les facteurs déterminants de leur dynamique. Cette section du rapport de diagnostic examine les résultats de la perception des communautés sur la disponibilité et la qualité des ressources naturelles de base et les tendances observées. Le contenu de cette section est aussi renseigné par les connaissances et informations tirées de la revue bibliographique dont une source essentielle a été le corps de connaissance généré par PROGEBE.

4.2.1.1 Disponibilité et gestion des ressources pastorales de base

Les ressources naturelles examinées au cours des enquêtes participatives comprennent les terres de culture, les parcours utilisés par le bétail et les terres protégées. La production annuelle herbacée et arbustive et les ressources hydriques présentes dans ces différents espaces fournissent l'essentiel du fourrage et l'eau valorisés par les millions de ruminants domestiques en Guinée en appui aux conditions d'existence des populations.

4.2.1.2 Disponibilité des terres

Dans la majorité des préfectures enquêtées, les participants ont confirmé l'abondance des terres cultivées. C'est seulement à Telimele que les terres de cultures sont modérément abondantes. L'abondance des terres mises en jachère est aussi observée dans la majorité des préfectures. Cependant, la situation concernant les terres de parcours est plus contrastée. Kiniera, Kalinko, Koumbia, Bodiel, et Beyla sont marquées par la rareté des terres de parcours tandis que Dialakoro, Selouma, Hidayatou jouissent de l'abondance des paturages. Les terres protégées sont modérément abondantes à Dialakoro, Faranah, Koumbia, Telimele, et Moussadou. Les terres qualifiées de dégradées par les populations occupent des superficies importantes dans toutes les préfectures sauf dans les communes de Kiniera et à Santou.

Tableau 5 - Disponibilité des terres dans les communes enquêtées

	Commune	Terres cultivées	Terres dégradées	Jachère	Terres de parcours	Terres protégées
Mandiana	Dialakoro	5	3	5	5	3
Mandiana	Kiniera	3	1	3	1	1
Faranah	Kalinko	5	5	3	1	3
Faranah	Selouma	5	3	5	5	3
Gaoual	Koumbia	5	5	3	1	3
Dalaba	Bodiel	5	3	5	1	1
Mali	Yemebring	5	5	5	3	3
Mali	Hidayatou	5	5	5	5	1
Telimele	Santou	3	1	5	3	3
Telimele	Sinta	3	5	5	3	3
Beyla	Boola	5	3	5	3	5
Beyla	Moussadou	5	3	3	1	3

Disponibilité : 0=ne sait pas ; 1=non disponible ; 2=rarement disponible ; 3=modérément disponible ; 4=courant ; 5=très abondant.

4.2.1.3 La végétation

La production annuelle de biomasse végétale est particulièrement importante à Bodiel et Moussadou et modérément importante dans les autres communes avec une prédominance des graminées annuelles. L'envahissement des terres par les mauvaises herbes prend cependant des échelles importantes dans toutes les communes en particulier à Yembering, Sinta and Koumbia. De la même manière, les arbustes occupent des superficies importantes dans les communes de Kalinko, Bodiel, et dans la préfecture de Beyla.

Tableau 6 - Disponibilité de la végétation annuelle

Commune	Production annuelle	Mauvaises herbes envahissantes	Dominance graminées annuelles	Dominance graminées pérennes	Dominance légumineuses annuelles	Dominance légumineuses pérennes	Population d'arbustes
Bodiel	3	2	3	1	2	2	3
Boola	2	2	3	3	2	3	3
Dialakoro	2	2	3	2	3	2	2
Hidayatou	2	2	3	2	2	2	2
Kalinko	2	2	3	1	2	2	3
Kinieran	2	2	3	1	2	1	2
Koumbia	2	3	3	1	1	1	2
Moussadou	3	2	2	2	2	2	3
Santou	2	2	2	1	1	1	2
Selouma	2	2	3	1	2	2	3
Sinta	2	3	3	1	1	1	2
Yembering	2	3	2	1	2	1	2

Disponibilité ou fréquence : 0=ne sait pas ; 1=non disponible ; 2=modérément disponible ; 3=abondant.

4.2.1.4 Disponibilité en eaux

Le tableau 3 indique la disponibilité des ressources en eaux provenant de plusieurs sources et leur accessibilité. Les ressources hydriques sont essentiellement fournies par les rivières/ruisseaux, les eaux de ruissèlement, les bassins permanents, les puits et les forages. Les bassins permanents ne sont signalés que dans les communes de Kalinko et de Santou mais sont difficilement accessibles. Les populations humaines et animales sont bien approvisionnées dans toutes les communes par les rivières et ruisseaux, les eaux de pluies, les puits et forages. L'apport des eaux de rivière est saisonnier et suffisant dans les communes de Santou, et Hidayatu mais souvent saisonnière et insuffisante dans la plupart des communes (Dialakoro, Kalinko, Koumbia, Yembering, Kineieran, Sinta) et leur accessibilité est très facile.

Tableau 7 - Disponibilité et accessibilité des ressources en eaux.

Commune	Disponibilité					Accessibilité				
	Rivière / Ruisseau	Eau de pluie	Bassins permanents	Puits	Forages	Rivière / Ruisseau	Eau de pluie	Bassins permanents	Puits	Forages
Bodiel	5	3	1	3	4	3	3	3	3	3
Boola	4	2	0	4	5	3	3	0	3	3
Dialakoro	3	2	0	3	2	2	3	0	2	2
Hidayatou	2	3	1	3	3	2	1	1	3	3
Kalinko	3	3	3	3	3	3	3	3	3	2
Kinieran	3	1	0	3	5	2	3	0	3	2
Koumbia	3	3	1	3	3	3	3	0	2	3
Moussadou	5	5	0	5	2	3	3	0	2	2
Santou	2	2	4	2	4	2	3	3	3	3
Selouma	5	3	0	3	4	3	3	0	3	3
Sinta	3	3	1	1	5	2	3	0	0	3
Yembering	3	3	0	3	5	3	3	0	3	3

Disponibilité : 0=ne sait pas ; 1=non disponible ; 2=saisonnière en quantité suffisante ; 3=saisonnière et insuffisante ; 4=tout au long de l'année en quantité suffisante ; 5=tout au long de l'année mais insuffisante. Accessibilité : 0=ne sait pas ; 1=difficile d'accès ; 2=moyennement accessible ; 3=facile d'accès.

4.2.1.5 Les parcours et la conduite alimentaires

Le Code Pastoral de la Guinée (Loi N° L/95/51/CTRN du 29 août 1995) définit les pâturages comme l'ensemble des espaces non-clos habituellement utilisés de manière licite, permanente ou saisonnière, pour l'alimentation du bétail, ainsi que les espaces spécialement aménagés à cette fin. Les pâturages sont ainsi constitués : les portions du domaine forestier où il est permis de faire paître les animaux domestiques en vertu de la législation forestière ; les espaces culturels non clos laissés en jachère ; les espaces cultivés non clos après enlèvement des récoltes, exception faite des terres agricoles aménagées ; et les savanes naturelles (Guinée, Code Pastoral). La « cartographie des ressources pastorales » réalisée en février 1993 (TCP/GUI/4555, cité par Diallo, 2014) indique le bilan fourrager qualitatif suivant des pâturages naturels et les différentes zones agroécologiques de Guinée. Le bilan qualitatif de l'état d'équilibre de la pression d'exploitation pastorale, établi par rapprochement du potentiel théorique des ressources pâturables estimé et des effectifs du bétail recensés, donne les indications suivantes (Diallo, 2014) :

- En basse Guinée, les espaces pâturables de Boffa, Boké, Coyah, Dubréka, Forécariah, Fria, Kindia sont excédentaires. Ceux de Téliélé sont presque à l'équilibre.
- En moyenne Guinée, les espaces pâturables de Dalaba, Mamou, Pita, Tougué sont déficitaires. Ceux de Gaoual, Koubia, Koundara, Labé, Lélouma, Mali sont très déficitaires.
- En haute Guinée, les espaces pâturables de Faranah et Kankan sont très excédentaires alors que ceux de Kérouané et Kouroussa sont excédentaires tandis que Dabola, Dinguiraye, Mandiana et Siguiri sont déficitaires. Au total, le territoire régional est « équilibré », mais, dans le détail, 45000 Km² environ sont déficitaires. Il faut noter que dans cette région, le développement de la culture du coton et la promotion des cultures pérennes dont l'anacarde et la mangue ont fini par occuper les espaces autrefois disponibles pour l'alimentation aisée du bétail en système d'élevage extensif.
- Quant à la Guinée forestière, toutes les préfectures (Beyla, Gueckédou, Kissidougou, Lola, Macenta, N'Zérékoré et Yomou) sont très excédentaires ».

4.2.1.6 Les Pratiques alimentaires

L'alimentation du bétail (bovin, ovin et caprin) est basée essentiellement sur l'apport des pâturages naturels. La strate herbacée est dominée par des graminées annuelles dont les plus appréciées se raréfient de plus en plus sous l'effet du surpâturage et des feux de brousse répétés. La strate ligneuse (fourrage aérien), quoiqu'ayant un intérêt pastoral, est très peu exploitée par les agro-éleveurs sauf à Gaoual et à Dinguiraye où les caprins en font usage. Durant la saison de culture, les animaux sont sous gardiennage des animaux en saison de culture ou attachés au piquet dans les zones de pâturage. Ces deux modes de conduite s'effectuent pendant la période allant du mois de juin à la fin du mois d'octobre ou novembre à Gaoual et Dinguiraye après la moisson du riz. De novembre à février, les animaux ont accès aux champs récoltés pour exploiter les résidus de récolte (vaine pâture). Du mois de mars jusqu'au début de la saison des cultures en juin, l'exploitation libre des pâturages communautaires est de règle. A la fin du mois de janvier les résidus de récolte dans les champs sont déjà épuisés et les animaux se dirigent vers les bas-fonds. Une courte transhumance est effectuée de juillet à novembre compte tenu de la restriction des pâturages villageois due à une dispersion des champs de culture.

4.2.1.7 Les facteurs de changement de la dynamique des ressources naturelles de base, conséquences et réponses

Le bilan fourrager de référence indiqué ci-dessus, établi dans les années 1990s, a probablement évolué vers d'autres équilibres sous les effets combinés de multiples facteurs de changement. Les résultats des enquêtes participatives indiquent la perception de éleveurs de Guinée sur la dynamique des ressources pastorales de base et les facteurs explicatifs.

Le changement climatique. Il se traduit en Guinée par les sécheresses récurrentes avec la réduction du volume des pluies, le retard des pluies et l'avènement de poches de sécheresse, les inondations précoces et fréquentes. Il en résulte souvent le tarissement des cours d'eau, l'assèchement des sols, la réduction de la production végétale et pastorale. Il est noté de 1960 à 2004 une baisse quasi constante des précipitations à travers le pays et une augmentation de la température moyenne (Diallo, 2014). Les participants aux enquêtes participatives ont indiqué la forte incidence de la sécheresse dans toutes les préfectures (Tableau 4). La baisse des précipitations entraîne des perturbations du régime des cours d'eaux avec des conséquences néfastes sur la disponibilité et la qualité des eaux. Certains cours d'eau jadis intarissables, tarissent maintenant en saison sèche. Les calendriers agricoles sont perturbés. Les semis qui avaient lieu en mai se déroulent maintenant en juin.

La pression démographique. La population humaine de la Guinée est estimée à 13 497 237 habitants en 2022. Elle a cru de 2,7% par an depuis 1952. La population rurale a été multipliée par 2.4 depuis 1960 et celle urbaine a augmenté 11 fois depuis 1960 (Diallo, 2014). L'accroissement des effectifs de bovins a aussi été spectaculaire. Elle a plus que doublé au cours des 20 dernières années.

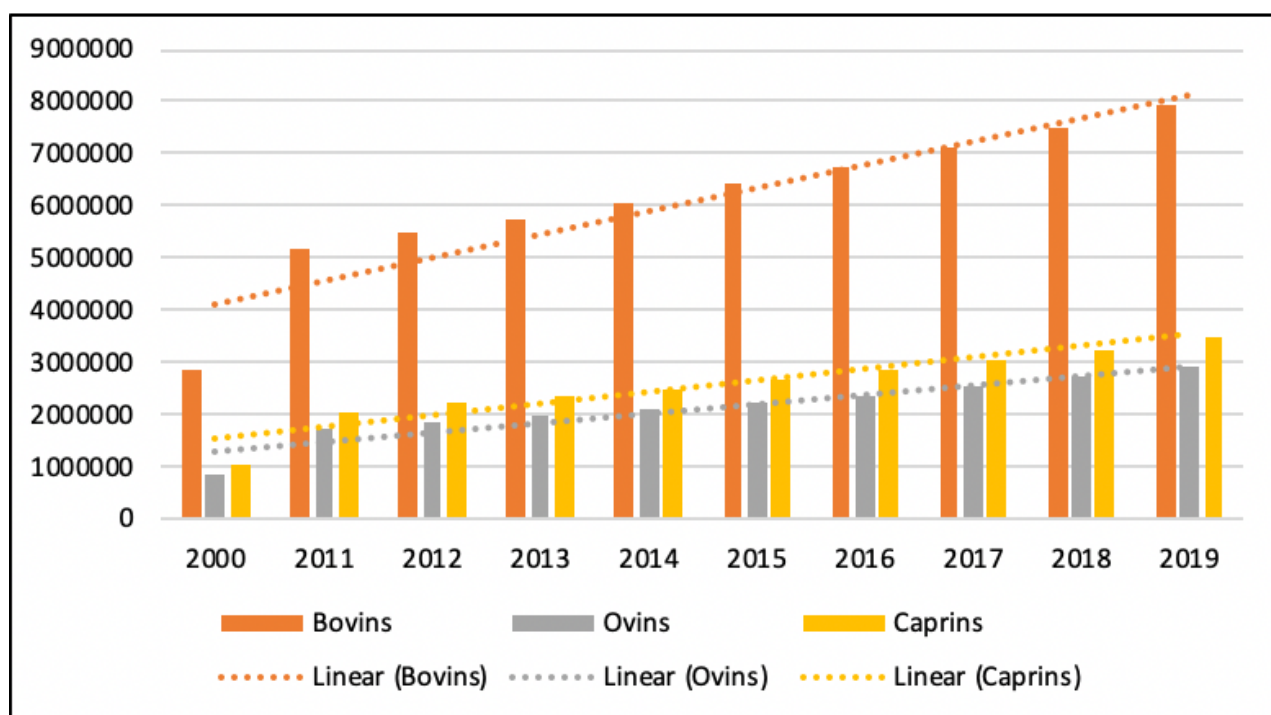


Figure 26 - Évolution des effectifs de ruminants domestiques de 2000 à 2019

La forte pression démographique qui découle cette dynamique des populations humaines et animales va se traduire essentiellement par une plus grande demande en ressources foncières pour les cultures et les pâturages et en conséquence par une compétition accrue aux ressources foncières pour différents usages. Les superficies cultivées ont augmenté de manière significative dans les communes de Kinieran, Selouma et Boola (Tableau 4). Cependant, les personnes enquêtées relatent la réduction des surfaces emblavées dans plusieurs communes notamment à Santou, Sinta, Hidayatou, Koumbia (Tableau 4). La réduction des superficies cultivées dans ces communes est attribuée au déficit de main d'œuvre lié à l'émigration des jeunes et l'enchérissement des moyens de production qui dissuadent les agro-éleveurs à investir dans les activités agricoles.

La réduction des zones de pâturages a été observée dans la plupart des communes notamment à Selouma, Koumbia, Santou, Sinta, Boola, et Hidayatou. Une très forte réduction des massifs forestiers a été indiquée dans toutes les préfectures. L'analyse des images satellitaires sur une longue période a permis d'évaluer les variations dans l'occupation des sols entre 1986 et 2006 pour Beyla et entre 1990 et 2005 à Dinguiraye.

20. <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servelet/BMTendanceStatPays?codePays=GIN&codeStat=GOUV.CATO3>.

Tableau 8 - Tendances dans l'utilisation des ressources naturelles

Commune	Terres disponibles pour les cultures	Superficie des terres cultivées	Agri-culture de contre-saison	Zones de pâturage	Extension cultures vers zones pâturage	Massifs forestiers	Défriche forêt pour cultures	Durée jachère	Incidence de la sécheresse	Eau disponible pour l'usage domestique	Activités non agricoles (ex. commerce)
Bodiel	3	2	1	3	1	2	2	1	1	1	1
Boola	3	1	1	2	1	2	2	2	1	1	1
Dialakoro	3	3	1	0	1	3	0	1	1	2	1
Hidayatou	1	2		2	3	3	1	1		2	2
Kalinko	3	2	1	1	2	2	2	1	3	2	1
Kinieran	2	1	1	1	1	0	0	1	1	1	1
Koumbia	2	2	1	2		2		1	1	3	1
Moussadou	3	3	1	0	2	2	1	2	0	2	1
Santou	2	2	1	2	1	2	1	2	1	1	1
Selouma	1	1	1	2	1	3	1	3	1	2	1
Sinta	2	2	1	2		2		1	1	2	1
Yembering	1	0	3	3	1	2	1	1	1	1	1

Trois tendances possibles étaient envisagées - augmentation, diminution ou aucun changement sur la période de 10 ans : 0=ne sait pas ; 1=Augmentation ; 2=Diminution ; 3=Pas de changement

Tableau 9 - Tendances dans la démographie animales, la mobilité et les conflits

Commune	Population du bétail dans la commune	Transhumance sur de courtes distances	Transhumance sur de longues distances	Conflit lié à l'utilisation des ressources naturelles	Conflit entre agriculteurs et éleveurs	Présence de troupeaux transhumants sur le territoire de la région - Tendances	Émigration de la commune -Tendance
Bodiel	2	2	0	3	2	0	1
Dialakoro	1	0	1	0	1	2	2
Kinieran	2	0	0	1	1	0	0
Kalinko	1	0	0	0	1	0	0
Selouma	2	1	0	0	1	0	0
Koumbia	2						
Santou	2	3		1	1		
Sinta	2	3	2	1	1		
Boola	1	0	0	1	1	0	0
Moussadou	1	0	0	1	1	0	0
Yembering	2				1		
Hidayatou	2						1

Trois tendances possibles étaient envisagées - augmentation, diminution ou aucun changement sur la période de 10 ans : 0=ne sait pas ; 1=Augmentation ; 2=Diminution ; 3=Pas de changement

Tableau 10 - Couverture du sol et changement à Beyla

Types de couverture du sol	1986 Superficie (ha)	%	2006 Superficie (ha)	%	% changement
Terres de culture	8,643	2.8	27,446	8.8	+217.5
Sol nu	26,081	8.3	43,779	13.9	+67.9
Forêt	211,145	67.5	130,038	41.6	-38.4
Forêt ouverte – Savane mosaïque	67,099	21.4	111,705	35.7	+68.5
Zones d'eau	0	0	0	0	0
Total	312,969	100	312,969	100	

Source : ILRI, 2011 (+) indique une augmentation, (-) indique une réduction

A Beyla, la forêt était le type de couverture du sol le plus important durant la période considérée, suivie de la forêt savane mosaïque ouverte. Cependant, la différence entre les deux types diminue, passant de plus de 40% en 1986 à seulement 5% en 2006 avec des taux élevés de déforestation et la conversion de la forêt savane mosaïque en des terres de culture.

Tableau 11- Couverture du sol et changement, Dinguiraye

Types de couverture du sol	1990 Superficie (ha)	%	2005 Superficie (ha)	%	% changement
Terres de culture	12,502	3.6	31,706	9.1	+153.6
Sol nu	78,394	22.5	104,688	30.1	+33.5
Forêt	132,213	38.0	86,371	24.9	-34.7
Forêt ouverte –Savane mosaïque	124,636	35.8	94,666	27.3	-24.1
Zones d'eau	0	0	29,970	8.6	-
Total	347,745	100	347,401	100.	

Source : ILRI, 2011 (+) indique une augmentation, (-) indique une réduction

A Dinguiraye, les forêts ouvertes sont dominantes en 1990. Les surfaces de forêt ouverte et celles de forêt fermée vont diminuer sur la période 1990-2005 de 34,7%, au profit des terres de culture (augmentation de 217,5%) et de sols nus (augmentation de 67,9%).

4.2.1.8 Les feux de brousse

La très grande fréquence des feux de brousse non-contrôlés a été rapportée dans toutes les communes. L'incidence des feux de forêt au cours des 10 dernières années est très néfaste pour l'alimentation du bétail. Selon l'étude de référence de PROGEBA (ILRI, 2011), l'incidence des feux de brousse non contrôlés a été à la hausse dans les 30 dernières années. Les feux de brousse non contrôlés constituent un problème majeur pour la durabilité de la gestion des ressources naturelles de l'élevage. Ils détruisent non seulement la végétation mais quelquefois aussi les propriétés matérielles du village. L'incidence des feux de brousse est toujours sévère dans les zones subhumides et humides à cause de la biomasse de végétation abondante, ce qui implique une lourde charge de feu. Le feu pourrait commencer par accident ou volontairement et peut causer beaucoup de dégâts particulièrement en début de la saison sèche (novembre à janvier) quand la biomasse est encore abondante et sèche. Les feux de forêt ont des effets destructeurs, ils calcinent les ressources fourragères disponibles et les arbres et entraînent le tarissement précoce des eaux. Il a été rapporté que dans le passé, les paysans s'associaient pour éteindre les feux, mais maintenant personne n'intervient pour lutter contre les feux. Les mesures envisagées au niveau de la commune pour lutter contre les feux ne sont pas appliquées. Bien que de nombreuses communautés dans les sites du projet aient de conventions et normes locales régissant le contrôle des feux de brousse et des comités chargés des feux de brousses, leur mise en œuvre a été faible. Par ailleurs, les comités ne sont pas actifs, et ils n'ont souvent pas les équipements nécessaires pour arrêter les incendies. Un effet bénéfique cependant est la réduction de la pression glossaire grâce aux feux de brousse.

4.2.1.9 Diversification des activités économiques

Une forte tendance qui ressort des enquêtes diagnostic la diversification des activités agricoles avec la montée en puissance des cultures de contre-saison, l'introduction de cultures nouvelles comme celle de l'anacarde et l'engagement accru des populations dans les activités extra-agricoles. Le maraichage au contraire prend de l'essor. Elle est pratiquée à priori par les femmes, les périmètres maraichers le long du fleuve rendant l'accès difficile à l'eau par le bétail.

4.2.1.10 Les activités minières traditionnelles.

Les activités minières traditionnelles et modernes conduisent toutes à des perturbations physiques sur les sols avec un impact négatif sur les espaces pastoraux. Les énormes trous résultant de l'excavation des sols provoquent un dénuement des parcours et des accidents graves pour les animaux (Diallo, 2014). D'importantes superficies de parcours sont concernées dans les préfectures où l'orpaillage est une pratique commune.

4.2.1.11 Les politiques et normes de gestion des ressources pastorales et les conflits.

Les règles et normes et conventions locales qui gouvernent l'utilisation des ressources naturelles ont été analysées de manière participative avec les communautés en identifiant leur existence et les niveaux de leur application. Le tableau 8 indique l'absence en général de règles ou normes particulières pour l'accès aux parcours naturels et aux parcours post-récolte. Même si elles existent dans certaines communes comme à Bodiel, Kalinko, Yembering, Hidayatou et Moussadou pour les pâturages post-récolte, leur application demeure inexistante ou faible. C'est l'accès aux points d'eaux et la résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs qui font l'objet le plus souvent de règles de gestion communautaire avec plus de rigueur dans leur application. Il existe des conventions locales de gestion des ressources naturelles qui définissent les conditions d'accès et les sanctions encourues avec des champs d'application précis dans la majorité des communes enquêtées sauf à Bodiel, Koumbia et Hidayatou.

Tableau 12 - Existence de normes, règles ou de conventions qui gouvernent l'utilisation des ressources naturelles et ?

Commune	Accès aux zones de pâturage / parcours communaux	Pâturage des résidus sur les champs de culture	Zones protégées	Accès aux points d'eau pour les animaux	Résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs	Dommages causés aux cultures par les animaux	Conventions locales
Bodiel	0	1	0	1	1	1	0
Boola	0	0	1	1	1	1	1
Dialakoro	0	0	0	1	1	1	1
Hidayatou	1	1	0	0			0
Kalinko	1	1	1	1	1	1	1
Kinieran	0	0	1	0	1	1	1
Koumbia	0	0	0	0	1	1	0
Moussadou	0	1	1	1	1	1	1
Santou	0	0	0	1	1	0	
Selouma	0	0	1	1	1	1	1
Sinta	0	0	0	0	1	1	1
Yembering	1	1	1	0	1	1	

L'application des mesures édictées à travers les conventions demeure variable selon les communes. Leur application est occasionnelle à Selouma, moyenne à Kinieran, Moussadou et Kalinko mais forte à Sinta et Dialakoro.

Tableau 13- Niveau d'application des règles et normes

Commune	Accès aux zones de pâturage	Pâturage des résidus sur les champs de culture	Zones protégées	Accès aux points d'eau pour les animaux	Résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs	Domages causés aux cultures par les animaux	Conventions locales
Bodiel		Aucun			Très fort	Occasionnel	
Boola	Aucun	Aucun	Fort	Fort	Moyen	Moyen	Faible
Dialakoro	Aucun	Aucun	Aucun	Moyen	Très fort	Fort	Fort
Hidayatou							Faible
Kalinko	Faible	Moyen	Occasionnel	Moyen	Fort	Fort	Moyen
Kinieran	Occasionnel	Aucun	Aucun	Occasionnel	Aucun	Occasionnel	Moyen
Koumbia					Occasionnel	Aucun	Aucun
Moussadou	Aucun	Moyen	Moyen	Moyen	Fort	Moyen	Moyen
Santou					Faible	Occasionnel	
Selouma	Aucun	Aucun	Occasionnel	Moyen	Moyen	Fort	Occasionnel
Sinta					Fort	Fort	Fort
Yembering			Faible		Occasionnel	Occasionnel	

4.2.1.12 Les initiatives de gestion des ressources naturelles ayant un impact sur l'offre fourragère

Dans la majorité des communes ciblées par les enquêtes participatives, il est noté une absence de stratégies de gestion rationnelle des ressources naturelles débouchant sur leur préservation et une meilleure offre alimentaire. L'aménagement de couloir de passage des animaux est quasi-inexistant, ce qui peut concourir à la génération de conflits entre agriculteurs et éleveurs. Il n'existe presque pas de pâturage différé et l'absence de rotation des pâturages est notoire sauf à Sinta. C'est seulement à Koumbia où les participants ont évoqué l'existence de zonage des espaces selon leur vocation. L'enrichissement des pâturages par leur ensemencement par des espèces fourragères améliorées n'est pas pratiquée. Cependant certaines communes font la culture de légumineuses à usages multiples et/ou font du reboisement.

Tableau 14 - Stratégies de gestion des ressources naturelles ayant un impact sur le disponible fourrager

Commune	Corridor pour le passage des animaux	Pâturage en rotation	Pâturage différé	Gestion des incendies	Zonage des espaces selon leur vocation	Plantation de légumineuses à usages multiples	Pâturages ensemencés	Reboisement	Technologies de collecte de l'eau
Bodiel				1	0	0	0	0	
Boola	0	0	0	0	0	1	0	1	0
Dialakoro	0	0	0	1	0	0	0	1	0
Hidayatou	1	0	0	1	0	1	0	0	0
Kinieran	0	0	0	1	0	1	0	1	1
Klinko	0	0	0	1	0	1	0	1	0
Koumbia	0	0	0	1	1	0	0		0
Moussadou	0	0	0	1	0	1	0	1	0
Santou	0	0	0	1	0	0	0	1	0
Selouma	0	0	0	1	0	1	0	1	0
Sinta	0	1		0	1	0	0	0	0
Yembering	0	0	1		0	0	0	0	0

Code : 1 = oui ; 0 = non

4.2.1.13 Les messages clefs

Message 1. Dans la majorité des préfectures enquêtées, il y a une abondance des terres cultivées et des terres mises en jachère. Cependant, les terres de parcours sont rares à Kiniera, Kalinko, Koumbia, Bodiel, et Beyla tandis que Dialakoro, Selouma, Hidayatou jouissent de l'abondance des terres de parcours.

Message 2. Les terres qualifiées de dégradées par les populations occupent des superficies importantes dans toutes les préfectures sauf dans les communes de Kiniera et à Santou

Message 3. Les parcours naturels et les pâturages post-récolte constituent l'essentiel de l'offre alimentaire exploitée par les ruminants domestiques qui ont un libre accès à ces ressources.

Message 4. Bien que la production annuelle de biomasse végétale soit particulièrement importante, l'envahissement des terres par les mauvaises herbes prend cependant des échelles importantes et les arbustes occupent des superficies importantes dans les communes de Kalinko, Bodiel, et dans la préfecture de Beyla.

Message 5. Les populations humaines et animales sont approvisionnées dans toutes les communes par les rivières et ruisseaux, les eaux de pluies, les puits et forages. L'apport des eaux de rivière est saisonnier et suffisant dans les communes de Santou, et Hidayatu mais souvent saisonnière et insuffisantes dans les communes de la plupart des communes ciblées. L'abreuvement des animaux en saison sèche demeure une contrainte majeure.

Message 6. Le changement climatique avec la perturbation du régime des pluies, les poches de sécheresses et le retard des pluies, la pression démographique, les activités minières et les feux de brousse sont les principaux déterminants de la réduction de l'offre annuelle et saisonnière en ressources alimentaires et en eau découlant de la raréfaction des parcours, de la destruction de la biomasse.

Message 7. La très grande fréquence des feux de brousse non-contrôlés a été rapportée dans toutes les communes. L'incidence des feux de forêt au cours des 10 dernières années est très néfaste pour l'alimentation du bétail. Cependant les méthodes de lutte contre ce fléau sont soit inexistantes soit inefficaces.

Message 8. Les activités minières traditionnelles et modernes conduisent toutes à des perturbations physiques sur les sols avec un impact négatif sur les espaces pastoraux.

Message 9. Il y a une absence de règles ou normes particulières régissant l'accès aux parcours naturels et aux parcours post-récolte. Même si elles existent dans certaines communes comme à Bodiel, Kalinko, Yembering, Hidayatou et Moussadou pour les pâturages post-récolte, leur application demeure inexistante ou faible.

Message 10. C'est l'accès aux points d'eau et la résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs qui font l'objet le plus souvent de règles de gestion avec plus de rigueur dans leur application.

Message 11. Il existe des conventions locales de gestion des ressources naturelles qui définissent les conditions d'accès et les sanctions encourues avec des champs d'application précis dans la majorité des communes enquêtées sauf à Bodiel, Koumbia et Hidayatou. Leur application est variable selon les communes. Quels sont les facteurs qui favorisent la forte application des conventions locales dans certaines communes ?

Message 12. Pourquoi les stratégies de gestion des ressources naturelles qui aboutissent à la préservation et l'amélioration de la biomasse exploitées à des fins d'alimentation du bétail, n'existent pas ou peu en Guinée (Zone à vocation, aménagement des couloirs de passage, rotation des pâturages, pâturages différenciés, ensemencement des pâturages) ?

4.2.2 Santé animale

Cette section se concentre sur les principales contraintes liées à la santé animale et à l'accès aux services vétérinaires.

4.2.2.1 Rôles des services vétérinaires (SV)

La Direction Nationale des Services Vétérinaires (DNSV) est une des directions techniques du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage. Sur le terrain, elle est structurée jusqu'au niveau des Sous-préfectures en passant par les Régions et Préfectures. En matière de prévention et de contrôle des maladies, elle a recours à des mandataires notamment issus du secteur privé (vétérinaires privés, jeunes sortant de l'Institut des Sciences et de Médecine Vétérinaire (ISSM) et des écoles professionnelles d'élevage. En outre, au sein de la DNSV, il existe le Laboratoire Central Vétérinaire de Diagnostic (LCVD). Les Services Vétérinaires (SV) ont une fonction essentielle dans la protection et la croissance de l'élevage et la protection de la santé publique. Ils permettent également de faciliter les échanges internationaux des animaux et des produits animaux de la Guinée dans le respect des engagements internationaux de la Guinée et de son intégration régionale. Les activités officielles déléguées aux SV privés sont: la santé animale (vaccinations obligatoires; surveillance épidémiologique active (Péripneumonie Contagieuse Bovine - PPCB zone indemne, Fièvre Aphteuse – FA, Peste Porcine Africaine – PPA, et la Fièvre de la Vallée du Rift - FVR); la détection précoce (sur demande); la traçabilité (tatouage); la santé publique vétérinaire (inspection des aires d'abattage, contrôle des marchés et abattages); formation et vulgarisation à destination des éleveurs et de leurs organisations tout en assurant le financement, le suivi, l'évaluation et le contrôle d'efficacité des délégations officielles (mandat sanitaire). Il s'agit ensuite de s'assurer que les personnels des SV disposent de revenus, de compétences, de procédures et de moyens propres suffisants tout en stabilisant les sources budgétaires pour les opérations sanitaires vétérinaires élémentaires. Par ailleurs, des activités techniques prioritaires en santé animale et en santé publique vétérinaire doivent être mises en œuvre. Elles concernent l'éradication de la PPCB et de la PPR, le maintien du statut de pays indemne de Peste Bovine - PB, la détermination du statut sanitaire vis-à-vis de la PPA, de la FA et de la FVR, le cas échéant la détection précoce et la réponse rapide à l'Influenza Aviaire Hautement Pathogène - IAHP, la mise en œuvre des programmes conjoints pour les maladies ayant un impact économique important sur les productions animales, le développement de programmes de contrôle des zoonoses majeures (rage, hydatidose, cysticercose, tuberculose, brucellose) et enfin, l'inspection sanitaire des abattages et l'initiation du contrôle de la transformation et de la distribution des produits d'origine animale. Afin d'assumer ces activités, les SV doivent pouvoir s'appuyer sur des ressources humaines vétérinaires en nombre limité mais suffisant. Les principaux facteurs de blocage à prévoir pour le renforcement des SV en Guinée à ce stade sont vraisemblablement d'une part, financier (stabilisation de sources budgétaires) et d'autre part, de nature politique et humaine, notamment dans le domaine de la formation vétérinaire (adéquation du nombre de vétérinaires formés et de la qualité de leur formation au regard des critères internationaux). Selon le rapport l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OMSA) sur les Performances des Services Vétérinaires (PSV) ces ressources pourraient venir de financements nationaux ou internationaux (par exemple surveillance internationale de l'influenza aviaire ou programmes sanitaires contre la trypanosomose, la maladie de Newcastle ou les zoonoses majeures), de budgets des collectivités locales (couvrant par exemple l'inspection sanitaire sur les marchés), de budgets de groupements d'éleveurs (assurant par exemple la lutte contre la brucellose pour les éleveurs laitiers) ou des éleveurs et bénéficiaires eux-mêmes (finançant par exemple l'identification).

En plus des activités officielles qui leur ont été délégués, les SV privés ont d'autres activités rémunératrices à titre privé comme l'apport des soins aux animaux, la vaccination sur demande, l'accompagnement des éleveurs et la formation.

4.2.2.2 Capacités des systèmes de santé

Dans les 12 communes enquêtées, il n'y a pas de vétérinaires en clientèle privée, il n'y a que 11 para-vétérinaires, 112 agents communautaires de santé animale en service. Ceci relate les problèmes de capacités en fourniture des services de santé animale de qualité. Parmi les contraintes principales liées à la production animale, les groupes de participants de 11 communes sur les 12, citent en priorité, les problèmes liés au manque de ressources alimentaires, sauf les groupes de participants de la commune de Moussadou qui mentionnent les problèmes de santé animale en priorité. Au-delà des problèmes liés au manque de ressources alimentaires viennent successivement les problèmes de santé animale, d'amélioration génétique et enfin d'accès au marché.

4.2.2.3 Laboratoire de diagnostic vétérinaire

Sur les 12 communes enquêtées, seuls 3 disent avoir accès à un laboratoire fonctionnel. Cependant le manque de personnel rend les délais d'attente des résultats d'analyse très long. Ce qui décourage les utilisateurs et rend inefficace leurs interventions sur le terrain. Une visite au Laboratoire Central Vétérinaire de Diagnostic (LCVD) de Conakry le 28 octobre 2021 a permis à l'équipe d'investigateurs de discuter avec le directeur et son équipe. Le laboratoire vétérinaire de Conakry a été créé en 1992. Il est constitué des sections de virologie, sérologie, parasitologie, biologie moléculaire et Hygiène des Denrées Alimentaires d'Origine Animale (HIDAOA) qui correspond aux laboratoires de chimie alimentaire, microbiologie alimentaire et bromatologie. Les maladies les plus diagnostiquées sont : la fièvre aphteuse, la PPR et la PPCB et les parasitoses telles que les trypanosomias, les maladies à tiques – piroplasmoses et bambésioses et enfin les parasitoses internes (ascaridioses et cestodes). Parmi les zoonoses figurent la rage, grippe aviaire (H5, H7 et H9), la maladie de Newcastle, la FVR, le charbon bactérien, la fièvre Q et la brucellose. Le laboratoire est vétuste, sous utilisé et manque d'équipements. Comme exemple, la section de bactériologie ne fait pas de culture bactérienne par manque de système de gestion des déchets après que les procédures sont terminées. La chaîne de froid est limitée par le manque d'équipements fonctionnels. Le laboratoire dispose de seulement de deux congélateurs de -80°C (non fonctionnels), un de -40°C et un de -20°C et un petit réfrigérateur. Il dispose d'une chambre froide de -20°C et d'un générateur de 60 kilowatts dont la maintenance reste à désirer. Il ne dispose pas de budget de fonctionnement de l'état. Son fonctionnement se repose sur les projets et programmes de partenaires extérieurs comme c'est le cas du programme Renforcement des Systèmes de Surveillance des Maladies en Afrique de l'Ouest (REDISSE) qui les appuie sur le renforcement des capacités de surveillance en fournissant les intrants de laboratoire pour les analyses. Les principaux partenaires les plus récents sont l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Le manque de remplacement du personnel vieillissant est aussi énoncé comme contrainte importante au bon fonctionnement du Laboratoire. En vue de moderniser le laboratoire, il y'a un projet de délocalisation en cours à 70km de Conakry.

4.2.3 Principales maladies et contraintes liées à leur contrôle : rapports et avis d'experts, prévalence, taux de morbidité et de mortalité

4.2.3.1 Maladies de production

Bovins

Dans les 12 communes enquêtées dans cette étude, le charbon symptomatique, la FA, les parasitoses et pasteurelloses ont été citées comme maladies majeurs des bovins. Les enquêtes de ménage du PROGEBE classent la trypanosomias en première place (plus sévère en haute Guinée selon les acteurs), suivie du charbon symptomatique, du charbon bactérien (Anthrax) et la pasteurellose. Les problèmes liés aux affections de la peau, aux diarrhées chez les animaux jeunes et adultes et la mort subite chez les adultes sont les symptômes (non associées à une maladie quelconque) les plus cités par les ménages. La PPCB et la FA sont ressorties dans l'annuaire des statistiques de l'élevage comme maladies sous surveillance épidémiologique mais ne sont pas ressorties comme maladies prioritaires dans les enquêtes menées.

Petits ruminants

Les résultats des enquêtes menées par le projet dans 12 communes corroborent les données déjà existantes. Ainsi, la PPR et les parasitoses sont citées comme problèmes de santé prioritaires chez les petits ruminants. Dans les enquêtes ménages du PROGEBE la PPR demeure la pathologie dominante dans tous les sites suivis du parasitisme gastro-intestinal (verminoses) et des maladies cutanées comme la gale. Les diarrhées sont les symptômes les plus cités chez les jeunes animaux, suivis pas la mort subite chez les jeunes animaux et les pertes de poids progressives. Cependant, en plus de la PPR, le charbon bactérien et les pasteurelloses ont été rapportées dans l'annuaire des statistiques de l'élevage comme maladies sous surveillance épidémiologique.

Volaille

Selon les acteurs de la filière volaille consultés, la maladie de Newcastle cause de grandes pertes aux éleveurs à travers le taux de mortalité élevé. Aucune maladie de la volaille sous surveillance ne figure dans l'annuaire des statistiques de l'élevage. Cela montre que les maladies de la volaille demeurent négligées en matière de surveillance épidémiologique. Cependant des chiffres de vaccinations contre la maladie de Newcastle et la variole aviaire (même s'ils sont très bas) ont été rapportés. En plus de la maladie de Newcastle, notre enquête dans les 12 communes met en exergue la variole aviaire qui occupe la deuxième place.

4.2.3.2 Maladies émergentes zoonotiques à haut risque

La Guinée est un hotspot de maladies émergentes tel que les fièvres hémorragiques (ex. Ebola et Marburg). La lutte contre les fauves réservoirs potentiels de plusieurs virus et les chiens errants vecteur de la rage sont une priorité pour les services vétérinaires. Le charbon bactérien a été cité comme maladie importante des ruminants dans les enquêtes précédentes, celle du projet, ainsi que dans la littérature. La FVR et le charbon bactérien sont sous surveillance épidémiologique. Cependant, un accent particulier doit être mis sur les risques sanitaires que posent ces maladies et leurs impacts potentiels sur la performance des chaînes de valeur.

Selon les acteurs parmi les autres problèmes de santé animale souvent négligés, mais importants figurent : les intoxications alimentaires aux pesticides, la résistance aux antibiotiques (RAM), et aux acaricides et antiparasitaires et le bien-être animal souvent lié à la gestion du troupeau et aux conditions de transport des animaux vivants. Pendant que la plupart de ces aspects peuvent être traités dans les paquets technologiques intégrés de gestion de la santé animale, la gestion de la RAM va nécessiter une mise en place d'un plan de gestion intégrée de la RAM au niveau national.

4.2.3.3 Impact économique des maladies

Les taux de morbidité et de mortalité dues aux maladies infectieuses sous surveillance épidémiologiques rapportées par les services vétérinaires sont peu fiables car selon des acteurs, le système de surveillance épidémiologie est peu fonctionnel. Cela étant il y'a un sous reportage important des épidémies et des cas de mortalité. Cependant, les seules données dont nous disposons sur les taux de mortalité du bétail sont issues des rapports du PROGEBE qui documentent les taux de mortalité chez les bovins et petits ruminants sans définir leurs causes. Comme indiqué dans le tableau 1, la mortalité du bétail est plus élevée chez les petits mâles et femelles de moins de 12 mois. Toutefois, les taux élevés de mortalité des animaux de moins d'un an indiquent que des stratégies de gestion appropriées, et surtout en termes de santé animale, doivent mises en place. Se pose la question des types d'interventions possibles et durables pour améliorer la couverture sanitaire du bétail, ainsi que la mise en place de paquets technologiques intégrés de gestion de la sante du bétail.

Tableau 15 - Taux de mortalité estimés par sexe et groupe d'âge (erreurs types entre parenthèses)

Espèces	Age inférieur ou égal à 12 mois, Femelle	Age inférieur ou égal à 12 mois, Mâle	Age supérieur à 12 mois, Femelle	Age supérieur à 12 mois, Mâle
Bovins	0.17 (0.06)	0.11 (0.05)	0.04 (0.01)	0.03 (0.01)
Ovins	0.24 (0.04)	0.22 (0.04)	0.06 (0.01)	0.13 (0.03)
Caprins	0.18 (0.04)	0.18 (0.04)	0.07 (0.02)	0.13 (0.03)

*Notez que le taux de mortalité est défini comme « le taux de risque annuel instantané de mort naturelle », où les décès naturels se réfèrent à tous les types de décès, sauf l'abattage.

Source : Données enquêtes troupeau PROGEBE-Guinée

Les rapports de la direction des services vétérinaires n'ont a été exploités pour évaluer les impacts économiques puisque tous les acteurs se sont mis d'accord que le rapportage des maladies et cas de mortalité est très sous-estimé. Du coup il se fait sentir un besoin de mener une étude exhaustive sur l'impact économiques de maladies du bétail en Guinée, pour guider les priorités d'investissements.

4.2.3.4 Surveillance épidémiologique

Selon le rapport de la direction des services vétérinaires, la liste de toutes les maladies rapportées dans le cadre de la surveillance épidémiologique est la suivante : les charbons bactériens (bovins et petits ruminants), le charbon symptomatique, les pasteurelloses (bovin et ovin), la PPCB, la FA (bovins et petits ruminants), la PPR, la maladie de Newcastle et la variole aviaire. Cependant, les maladies non-zoonotiques prioritaires sont : PPRFA et la PPCB. À part la rage, aucune maladie zoonotique n'est ni surveillée, ni rapportée par les services vétérinaires. Cependant, dans nos enquêtes il en ressort que le charbon bactérien, et la brucellose sont sous surveillance active. Selon des acteurs, il n'existe pas de plan de préparation et de riposte aux épidémies animales zoonotiques. Pour pallier les contraintes de surveillance épidémiologiques, la FAO a formé 7,000 auxiliaires pour faire remonter les informations en cas de suspicion de foyers d'épidémies à travers un système de surveillance communautaire. Les maladies couvertes sont : PPCB, PPR, FA, la maladie de Newcastle, les trypanosomoses, les maladies transmises par les tiques. La PPA n'a pas encore été rapportée en Guinée, mais le risque existe avec les foyers périodiques en Côte d'Ivoire. Selon le rapport de PVS de l'OMSA, le charbon bactérien et la rage feront l'objet d'un programme conjoint de vaccination et de prévention. La FVR fera l'objet d'un programme de surveillance active. La lutte contre la brucellose n'est pas mentionnée comme une priorité par les autorités nationales, mais pourrait faire l'objet d'un programme de recherche-action spécifique.

4.2.3.5 Adoption de l'approche One Health

Un entretien avec les responsables de la plateforme One Health (OH) a montré que la Guinée n'est pas en retard sur l'adoption de cette approche émergente de gestion de la santé animale et humaine. À travers le programme de l'USAID, le Global Health Security Agenda (GHSA) avait créé des équipes communautaires d'alerte et de riposte avant la création des plateformes OH en 2017. Un arrêté de création de la plateforme OH a été approuvé et un manuel de gouvernance de la plateforme a été développé. Le projet REDISSE a appuyé la mise en place des plateformes OH au niveau régional, départemental et communautaire. Les interventions du REDISSE sont intégrées : santé humaine, animale et environnementale. Des équipes d'alerte et de riposte aux épidémies ont été créées au niveau communautaire, préfectoral et régional. Les Agents Communautaires de Santé Animale (ACSA) ainsi que le personnel de santé, environnement et élevage ont été formés sur la riposte contre les épidémies et le rapportage des maladies. Ces agents ont été équipés de téléphones pour la remontée des informations à la plateforme OH à travers les plateformes de la FAO (Empres I et EMAI) pour la santé animale et la plateforme DHIS2 de l'OMS pour la santé humaine. Toutes les préfectures sont dotées en ordinateurs et énergie solaire pour le bon fonctionnement du système de surveillance intégrée. Comme exemples d'interventions OH, on peut citer les cas de l'épidémie du charbon bactérien en moyenne Guinée ; la rage ; l'Ebola et le Virus Lassa en Guinée forestière. Le projet REDISSE a aussi financé des étudiants en Masters en collaboration avec l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar, Sénégal. Cependant des contraintes majeures que rencontre la plateforme OH ont été citées par les responsables :

- Système de surveillance de la santé humaine encore faible
- Manque d'appui institutionnel au ministère de l'élevage
- Manque d'infrastructures (terrain et labo), d'équipement et de personnel
- La plupart des postes vétérinaires sont occupés par des bénévoles
- Systèmes d'approvisionnement en chaîne de froid pour conserver les vaccins n'est pas fonctionnel.
- Abattage informel – pas d'abattoirs modernes
- Il n'y a pas de système de d'approvisionnement de vaccins par les services vétérinaires qui n'interviennent qu'en cas d'épidémie seulement ;
- Les vaccins sont importés par les privés qui n'ont pas les moyens de couvrir le pays.

4.2.3.6 Intrants vétérinaires

Les Intrants vétérinaires sont constitués d'anti-infectieux, d'antiparasitaires internes et externes, de vaccins et matériels vétérinaires. En générale, il est difficile de déterminer les quantités requises d'intrants dans la mesure où les élevages sont caractérisés par leur faible niveau de consommation d'intrants. L'insuffisance des intrants zootechniques, vétérinaires et des moyens de production (disponibilité des terres) figurent parmi les causes de la faiblesse des filières viande et lait. Selon un rapport de la FAO, Il n'existe pas un système de financement adapté au secteur et le système bancaire actuel est peu incitatif pour les éleveurs et les cabinets privés. On note une absence de mutualisme formalisé entre opérateurs du secteur dans le cadre du refinancement de leurs activités. Concernant l'accès aux intrants et services, il a été noté que les cabinets vétérinaires privés ne disposent pas de réseaux viables de distribution sur le terrain, ils font ainsi recours aux agents de la fonction publique. La menace de la circulation des faux médicaments est grandissante. Le manque de moyens de conservation constitue aussi un problème sérieux notamment en ce qui concerne la distribution et l'utilisation des produits biologiques comme le vaccin (FAO, 2017). C'est ainsi que les enquêtes auprès des ménages mis en œuvre par le PROGEBE à Beyla, Dinguiraye et Gaoual rapportent que 15,9% des ménages ont des problèmes d'accès aux services vétérinaires, seulement 24% ont accès aux intrants (médicaments, vaccins et acaricides). Presque la moitié des ménages enquêtés trouvent que les médicaments vétérinaires coûtent très chers. La difficulté d'accès aux services de diagnostic des maladies animales a été citée comme principale contrainte dans la gestion sanitaire des troupeaux.

4.2.3.7 Sécurité sanitaire des aliments

Cette section se concentre sur les principales stratégies de santé publique pertinentes pour le secteur de la viande.

Abattage du bétail

Sur les 80 détaillants de viande enquêtés dans cette étude, 61% pointent du doigt les problèmes liés au manque de structures d'abattage. Et ceci du coup réduit la qualité des aliments vendus au marché. Un rapport de la FAO dit que dans le milieu rural, les abattages commerciaux se font à l'occasion des marchés hebdomadaires et donnent immédiatement lieu à la vente au consommateur. Dans certaines localités, la distribution de la viande n'est pas journalière tandis que dans les villes importantes, la viande est distribuée chaque jour dans les marchés. Le manque d'abattoirs modernes est crucial. Ceci accroît le risque de contamination des aliments et expose les consommateurs aux maladies d'origine alimentaire.

Transport du bétail

Un rapport de la FAO dit que le transport des carcasses des abattoirs vers les boucheries et autres points de vente dans les centres urbains, les moyens employés sont inappropriés (généralement des taxis). Sur les 80 détaillants de viande enquêtés, 14% transportent leurs animaux à l'aide de camions, 39% à l'aide de motos et 48% à l'aide de véhicules autres que les camions. Cinquante-huit pourcents (58%) ne disposent pas d'abris pour loger les animaux avant l'abattage. Le bien-être animal est mal pris en compte dans la distribution des animaux. Pour le lait et produits laitiers, cette catégorie, les moyens utilisés pour leur transport ne sont pas appropriés provoquant quelques fois d'énormes pertes surtout quand il se fait sur de longues distances. Il n'y a pas de véhicules frigorifiques ni de glaciers appropriés.

Contrôle et certification

Selon le rapport PVS de l'OMAS, l'hydatidose, la cysticercose, et la tuberculose feront l'objet d'un programme de surveillance passive au niveau des abattages contrôlés et d'un programme conjoint pour les abattages familiaux. La recherche de résidus est initiée dans certaines filières. Le même rapport souligne l'existence d'un arsenal juridique et réglementaire suffisant et des procédures d'autoévaluation en matière de contrôle et de certification. Cependant une faiblesse en moyens d'intervention au niveau du contrôle a été notée. La ligne de commandement des services vétérinaires est unique. Les services vétérinaires ne sont pas impliqués dans le contrôle des produits transformés

et sont mal équipés dans le domaine de la certification, les ressources humaines et financières étant insuffisantes. Selon le même rapport, les services vétérinaires n'ont pas encore l'autorité et la capacité pour appliquer, gérer, coordonner et contrôler conformément aux normes internationales, les mesures de santé publique vétérinaire, notamment l'inspection sanitaire au niveau national, les programmes de prévention de certaines zoonoses transmises par les aliments ainsi que les programmes généraux de sécurité sanitaire des aliments. La situation sanitaire des opérateurs de la chaîne alimentaire - des établissements d'abattages et de transformation en particulier - doit être améliorée sans asymétrie au niveau national, en visant une réponse globale afin de garantir la protection de la santé publique dans le pays. On doit viser en priorité l'approvisionnement en eau potable et l'inspection vétérinaire pour les circuits d'abattage et de distribution courts et locaux. Puis progressivement le respect de la chaîne de froid, les conditions d'agréments des infrastructures et les conditions de transport et de distribution des aliments devront être établies rapidement pour les circuits de transformation et de distribution nationaux plus longs. Sur les 80 détaillants de viande enquêtés dans notre étude, les contraintes liées à la sécurité sanitaires sont : la mauvaise qualité des produits (viandes) avec 76% d'interviewés qui disent la qualité est un problème à la vente, 82% à l'achat et 75% qui disent que c'est un problème qui affecte l'entrepreneuriat.

5 Diagnostic du segment des productions animales nationales

5.1 Cheptel et effectifs de volailles

5.1.1 Évolution

Les quatre principales espèces exploitées sont les bovins, les ovins, les caprins et la volaille. D'autres espèces secondaires telles que l'âne, le cheval, le canard et la pintade sont rencontrées. Le tableau 1 présente les effectifs du cheptel et de la volaille et qui se chiffrent en 2020 à 8 368 000 de têtes de bovins, à 2 528 000 têtes d'ovins, à 3 697 000 têtes de caprins, à 159 984 têtes de porcins (BSD, 2020, FAOSTAT, 2022). Sur la période allant de 2015 à 2020, la plus forte croissance a été observée en élevage caprin (38%) suivi des ovins (32%) et des bovins (31%).

Tableau 16 - Évolution du cheptel et des effectifs de volailles en Guinée (BSD, 2020, FAOSTAT, 2022)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	Croît 2015–20
Bovins	6 407 145	675 852	7 129 254	7 520 278	7 932 749	8 368 000	31%
Ovins	2 231 254	2 380 303	2 540 304	2 708 932	2 889 899	2 528 000	13%
Caprins	2 671 945	2 851 237	3 042 555	3 246 708	3 464 562	3 697 000	38%
Porcins	121 119	130 099	139 523	140 179	147 209	159 984	32%
Poules	28 411 000	30 116 000	31 841 000	34 028 000	36 354 000	34 174 000	20%

5.1.2 Composition raciale

Chez les ruminants ce sont les races locales qui sont exploitées dans la quasi-totalité des élevages. Ainsi, chez les bovins, le cheptel est composé à 95% du taurin Ndama (Somda et al., nd), caractérisé par sa rusticité dont la trypanotolérance et sa faible productivité (poids à 12 mois d'âge de 79-83 kg, production laitière de 0,35 l/j/vache). Les petits ruminants sont, quant à eux, essentiellement représentés par le mouton Djallonké et la chèvre Guinéenne également trypanotolérants. Leur productivité est tout aussi faible ce qui pousse certains agro-éleveurs dans les localités de Labé, de Koundara et de Gaoual à introduire des races sahéliennes du Mali et du Sénégal (Camara et al., nd). En aviculture traditionnelle, se rencontre la poule de race locale (plus ou moins métissée) caractérisée par sa petite taille (800 - 900 g de poids vif), sa faible aptitude de ponte (3 à 4 cycles de ponte par an de 6 à 15 œufs, soit 30 à 60 œufs/an) (ME, 2018). Elle est, cependant, dotée d'une certaine rusticité associée à un bon instinct de couvaison et de conduite des poussins (ME ; 2018). Quant à l'aviculture semi-industrielle, elle a exploité dans le passé plusieurs souches (Leghorn blanche, Warren, Jourdain internationale et Sussex rouge) mais de nos jours ce sont les variétés Isabrown et Lohmann qui sont présentes dans les élevages de pondeuses. En élevage porcin également la race locale est prédominante et recouvre 90% des effectifs (ILRI, 2011²¹). C'est un animal longiligne, mal conformé,

21. ILRI, 2011

d'une taille assez hétérogène : 0,4 à 0,6 m au sacrum et d'un poids adulte de 50 kg environ. De l'introduction dans les années 50-70 de porcs de races Large White et Landrace a émergé un type métissé rencontré dans les élevages améliorés.

5.2 Productions animales nationales

Selon le BSD (2020), la production de viande toute espèce confondue est passée de 114 697 tonnes en 2015 à 145 155 tonnes en 2019, soit une augmentation de 26,5%. La part des bovins dans la satisfaction de la demande est prépondérante (68,1%), loin devant celle des caprins (11,3%), des volailles (10,4%) et des ovins (8,0%) (figure 1). Quant à la production de lait qui est essentiellement assurée par les bovins, elle a atteint plus de 225 millions de litres avec un taux de croissance au cours de ces dernières années de 23,8%. La croissance de la production d'œufs est la plus spectaculaire du secteur de l'élevage puisqu'elle a pratiquement doublé (multipliée par 1,6), passant de 19,9 millions d'unités en 2015 à 32,8 millions d'unités en 2019. Malgré son potentiel mellifère riche et varié, la production moyenne annuelle de miel est restée relativement stable autour 1 000 tonnes.

Tableau 17 - Évolution des productions animales nationales (BSD, 2020)

Type de production	2015	2016	2 017	2018	2 019	Croît 2015–2019
Lait de vache (litre)	182 018 372	192 001 681	202 532 576	213 641 010	225 358 788	0,24
Viande (kg)	114 697 397	121 866 607	129 127 479	136 454 242	145 155 568	
Bovins	80 451 149	84 863 718	89 518 318	94 428 186	99 607 381	
Ovins	8 835 532	9 566 882	10 204 004	10 887 706	11 612 418	
Caprins	12 477 322	13 538 059	14 453 960	15 415 821	16 460 182	
Porcins	1 829 836	1 920 225	2 015 830	2 117 048	2 417 202	
Volaille/lapins	11 103 558	11 977 723	12 935 367	13 605 481	15 058 384	
Œufs (kg)	19 818 567	22 801 770	26 210 011	26 092 285	32 789 971	
Miel naturel (en tonnes)	914	992	1 031	979	1 000	

5.3 Systèmes d'élevage

5.3.1 Ruminants

L'élevage des ruminants est surtout marqué en Moyenne Guinée et accessoirement en Haute Guinée. Il est de type extensif et basé sur l'exploitation quasi exclusive des terres de parcours. D'après Camara et al., nd, en Haute Guinée par exemple, les animaux sont gardés la nuit dans des enclos à ciel ouvert et le matin partent en divagation diurne toute l'année. Pendant la saison des pluies, différentes astuces sont mises en place (clôture des champs, port au cou de carcan par les animaux, transhumance) pour éviter des dégâts aux cultures, source de conflit entre agriculteurs et éleveurs. Lorsqu'un bouvier externe intervient, il perçoit soit un salaire (200 000-300 000 FG) (Camara et al. Nd) ou il est payé en nature (1 taurillon ou une génisse et du lait lorsqu'il est responsable de la traite. Quelques variantes de ce système d'élevage ont été décrites en fonction des espèces.

5.3.2 Bovins

5.3.2.1 Élevage familial de petite dimension (petits éleveurs de bovins)

C'est un système sédentaire caractérisé par une divagation généralisée des animaux en saison sèche. La taille du troupeau se situe entre 1 et 10 têtes. On le trouve dans les préfectures densément peuplées du plateau central du Fouta où il est majoritaire. Dans ce système l'agriculture génère l'essentiel des revenus.

5.3.2.2 Élevage semi-pastoral de moyenne dimension (éleveurs moyens de bovins)

L'élevage est de type sédentaire mais associé à la transhumance de saison sèche. La taille du troupeau est plus élevée (entre 10 et 30 têtes). Il est peu intégré à l'agriculture avec une génération de revenus extérieurs à l'exploitation marquée.

5.3.2.3 Élevage pastoral de grande dimension (grands éleveurs de bovins transhumants saisonniers)

Ce type d'élevage regroupe des exploitations disposant de grands troupeaux (plus de 30 têtes voire quelques centaines) de bovins le plus souvent associés (77 pour cent) à des petits ruminants (FAO, 2017). Dans ce mode d'élevage, les éleveurs pratiquent la petite transhumance (sur une distance de moins de 20 km environ) et la grande transhumance (100 km et au-delà). La quasi-totalité des exploitants pratiquent l'agriculture et près de la moitié d'entre eux, la culture attelée. Ils exploitent de la main d'œuvre salariée pour la conduite du cheptel.

Dans tous les cas, l'alimentation est à base de parcours naturels éventuellement complétés avec des résidus de récolte ou l'émondage de ligneux. A cela s'ajoute la supplémentation minérale qui en Moyenne Guinée consiste à mélanger la terre d'argile à des écorces de ligneux pour améliorer l'appétit voire la santé des animaux (Camara et al., nd). La traite est pratiquée une fois par jour en saison des pluies alors qu'en saison sèche, elle est abandonnée pour privilégier la survie du veau.

5.3.3 Petits ruminants

En milieu rural, l'élevage est de type sédentaire avec divagation diurne de saison sèche et port de carcan au cou pendant la saison des pluies ou alors mise au piquet. La nuit, le troupeau d'une dizaine de têtes est parfois parqué dans des bergeries sur pilotis (figure 2) (dans la Moyenne Guinée en particulier), le fumier étant récolté pour fertiliser les tapades (Missohou et al., 2000²²). En milieu périurbain, le troupeau est encore plus petit (5 têtes) et est nourri à base de déchets ménagers. Parfois il est conduit par les enfants sur des parcours mais il peut aussi être gardé au piquet au bord des routes (FAO, 2017).

5.3.4 Aviculture

Deux systèmes d'élevage sont décrits en aviculture en Guinée, l'aviculture traditionnelle et l'aviculture semi-industrielle.

L'aviculture traditionnelle est une activité exclusive des femmes qui en sont les principales bénéficiaires quand bien même les hommes sont parfois impliqués dans la mise en marché des produits. Les principales contraintes listées sont : (1) une prévalence de maladies de la volaille ; (2) une haute mortalité liée au problème de transport ; (3) des difficultés d'écoulement des produits ; et (4) une fréquence des vols de volaille au niveau des marchés.

Le stock de poulets s'est plutôt accru entre 2015 et 2019 (+28%) même si un léger fléchissement a été noté en 2020 (-6%). La Guinée contribue à hauteur de 5% en moyenne aux volumes de poulets disponibles en Afrique de l'Ouest.

Tableau 18 - Évolution des réserves de poulets en Guinée et en Afrique de l'Ouest

Poulets	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Guinée (1,000 têtes)	28,411	30,116	31,841	34,028	36,354	34,074
Afrique de l'Ouest (AO) (1,000 têtes)	541,880	577,381	614,033	643,380	656,601	677,532
Part de marché en AO	5%	5%	5%	5%	6%	5%

22. Missohou A., Ba A.C., Dieye P.N., Bah H., Lo A., Gueye S., 2000. Ressources génétiques caprines d'Afrique de l'Ouest: systèmes d'élevage et caractères ethniques. XIIe conf. int. sur la chèvre, 20-24 mai 2000, Tours, France

Selon la FAO (2008), l'élevage de la volaille est essentiellement une pratique traditionnelle. La répartition géographique des cheptels avicoles est proportionnelle à la densité de population humaine et se concentre principalement dans les régions de N'zérékoré (4,8 millions de têtes), de Kankan (3,2 millions) et de Kindia (3,1 millions). Quant au système intensif et semi-intensif péri-urbain, il utilise des races améliorées élevées à la périphérie des grands centres urbains (Conakry, Coyah, Forécariah, Kindia, Labé, Kankan, Siguiri, Boké).

Tableau 19 - Évolution des volumes de viandes de volaille en Guinée et en Afrique de l'Ouest

Viandes de poulet, fraîche ou réfrigérée (tonnes)	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Guinée	11,103	11,977	14,991	10,559	11,192	12,384
Afrique de l'Ouest (AO)	589,102	655,756	684,174	723,407	728,799	746,010
Contribution en AO	2%	2%	2%	1%	2%	2%

Des efforts semblent avoir été réalisés en matière de transformation des poulets. En effet, la réduction du nombre de poulets vifs n'a pas eu d'effet majeur sur l'offre intérieure de viande de poulet fraîche ou réfrigérée de la Guinée car l'augmentation de la disponibilité de viandes fraîches ou réfrigérées, est restée tendanciellement à la hausse entre 2015 et 2020. Toutefois, leur contribution aux viandes produites en Afrique de l'Ouest, reste relativement modeste (aux alentours de 2% en moyenne).

Tableau 20 - Évolution des productions et importations d'œufs de poule en Guinée et en Afrique de l'Ouest

Œufs de poule en coquille frais	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Production (tonnes)	19,818	22,802	26,210	28,879	32,037	29,125
Production (1,000)	566,229	651,486	706,167	825,115	915,343	832,156
Importations (tonnes)	0	121	241	276	322	275
Afrique de l'Ouest (AO) (1,000)	22,860	22,906	23,252	23,065	23,763	23,751
Contribution en AO (%)	2%	3%	3%	4%	4%	3%

5.3.5 Apiculture

La production d'œufs de poule en coquille est passée de 19,818 tonnes en 2015 à 29,125 tonnes en 2020, soit une hausse de 47%. La relative faiblesse des importations semble indiquée que les besoins de consommation nationaux sont quasiment couverts par la production nationale.

La Guinée jouit d'un potentiel mellifère riche et varié, avec une production moyenne annuelle de 1,000 tonnes entre 2015 et 2021 tout en contribuant à environ 15% de la production de miel à l'échelle de la sous-région. La filière du miel est l'une des activités génératrices de revenus les plus importantes dans ce pays d'Afrique de l'Ouest, en particulier dans les préfectures de Dabola, Kouroussa et Faranah en Haute Guinée, où la récolte du miel se fait de mars à mai, et en août. Elle contribue de façon significative à la lutte contre l'insécurité alimentaire et à l'amélioration des revenus des ménages. Le miel est une denrée de consommation courante en plus des vertus qu'on lui prête lors des célébrations religieuses, en matière de pharmacopée traditionnelle (soulagement maux de ventre, migraines, torpeurs intellectuelles, rhumatismes, hémorroïdes, etc.) et comme talisman. Quant à la cire, il est utilisé par les cordonniers et les menuisiers pour colmater les fissures d'ustensiles ménagers.

Tableau 21- Évolution de la production de miel naturel en Guinée et en Afrique de l'Ouest

Miel naturel (en tonnes)	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Guinée	914	992	1,031	979	1,000	1,003
Afrique de l'Ouest (AO)	13,355	16,782	6,640	6,709	7,064	6,841
Contribution en AO (%)	7%	6%	16%	15%	14%	15%

Pour pallier ces difficultés les acteurs demandent des investissements dans le but d'améliorer les infrastructures et l'équipement et d'assurer la couverture sanitaire de la volaille.

5.3.6 Porciculture

L'élevage des porcins en Guinée est de type traditionnel et amélioré. Le premier type est le plus répandu (80% des éleveurs) et est surtout rencontré en Guinée forestière du fait de conditions socioculturelles favorables (ILRI, 2011²³). Un cheptel assez réduit existe aussi en Basse Guinée principalement autour de Conakry et de certains centres urbains comme Boffa, Boké et Kindia (ILRI, 2011). Les effectifs sont assez réduits (1 à 10 têtes) et conduits en divagation ou en claustration partielle sans suivi sanitaire. Du fait de conflits récurrents en relation avec les nuisances et les dégâts aux cultures causés par les porcs, certaines localités ont interdit l'élevage porcin divagant.

L'élevage amélioré concerne 20% des éleveurs qui exploitent des types génétiques issus du croisement entre la race locale et les porcs Large White et Landrace. Les animaux sont élevés en claustration et reçoivent de la nourriture essentiellement constituée de déchets divers ramassés autour des habitations. Le sevrage est pratiqué majoritairement entre 2 et 4 mois (65 % des cas).

5.4 Productivité du cheptel et de la volaille

5.4.1 Ruminants

Les quelques informations disponibles sur la productivité du cheptel sont rassemblées dans le tableau 3. Elles confirment la faible aptitude bouchère des races exploitées avec des poids adultes de 164 kg chez les bovins et d'une vingtaine de kg chez les petits ruminants. Ainsi, sur la base d'un intervalle entre mise bas moyen de 19,4 mois chez les bovins, la production de viande par vache et par an atteint à peine 58 kg. L'aptitude à la production de lait de la vache Ndama est mauvaise avec la quantité de lait traite variant de 0,36 litre/vache/jour pendant la saison sèche à 0,85 litre/vache/j pendant la saison des pluies.

Tableau 22 - Quelques paramètres de performances chez les bovins, ovins et caprins

Paramètres	Bovins	Ovins	Caprins
Poids vif (kg)	163,9*	19,9*	21*
Poids carcasse (kg)	93,45	11,35	12,42
Rendement d'abattage (%)	57	57	59
Age première mise bas (an)	3,62 à 3,84		
Intervalle entre mise bas (mois)	16,6 à 22, 2		
Production de lait (litre)	0,36 à 0,85		
Taux de mortalité 0-1 an (%)	4,3 à 10,0		

Source : FAO (2017), * calculé à partir du rendement d'abattage et du poids carcasse

5.4.2 Monogastriques

Chez les porcins, les mêmes tendances sont observées avec une portée moyenne de 4 à 6 porcelets, et un poids d'abattage à un an d'âge d'environ 35 kg. Il semble que seule la moitié des animaux nés atteignent l'âge d'abattage. Concernant l'aviculture traditionnelle, les résultats de productivité rapportés par Mourad et al. (1997) sont consignés dans le tableau 4. Le nombre d'œufs produits par poule et par an atteint à peine 40 unités.

23. ILRI, 2011

Tableau 23 - Caractères de production et de reproduction de la poule locale, Faranah, Guinée, 1993–1994

Paramètres	Moyenne $\pm$ erreur standard
Age d'entrée en reproduction	180 $\pm$ 17
Nombre d'œufs par couvée	10,05 $\pm$ 0,15
Nombre de couvée par an	3,78 $\pm$ 0,07
Taux d'éclosion (%)	83,00 $\pm$ 1,00
Poids des œufs	30,74 $\pm$ 0,03
Poids des poussins à l'éclosion (g)	22,82 $\pm$ 0,23
Taux de fertilité (%)	87,49
Taux de viabilité des poussins (%)	89,31

Source : Mourad et al., 1997

En aviculture semi-industrielle, la productivité est meilleure avec cependant des marges de progression non négligeables. En effet, le taux de ponte tourne autour de 72% (contre 80% dans les normes), soit 263 œufs/poule/an avec une mortalité variant de 8 à 30% (ME, 2018).

6 Diagnostic du segment des principaux intermédiaires

Le groupe des 89 principaux intermédiaires des chaînes de valeurs enquêtés dans le cadre de cette étude, est constitué de marchands de bétail (19,3%), de bouchers abattant (13,6%), de bouchers détaillant (37,5%), d'étalagistes (7,9%), de rôtisseurs (15,9%), de transporteurs (3,4%) et d'autres acteurs (2,3%). C'est un groupe majoritairement constitué d'hommes (90%), peu scolarisé dans la langue officielle du pays à savoir le français (42,1%). Parmi ceux scolarisés, une majorité a atteint le niveau secondaire. A noter que 18,2% des enquêtés ont déclaré avoir été à l'école coranique.

Tableau 24 - Caractéristiques des acteurs transformateurs/transporteurs/détaillants

Variables	Modalités	Pourcentage
Sexe	Masculin	89,8
	Féminin	10,2
Activités	Marchand-bétail	19,3
	Boucher-abattant	13,6
	Boucher-détaillant	37,5
	Étalagiste	7,9
	Rôtisseur	15,9
	Transporteur	3,4
	Autres	2,3
Niveau d'étude	Pas de scolarité dans le système formel	42,1
	Primaire	14,8
	Secondaire	20,5
	Universitaire	4,6
	École Coranique	18,2

6.1 Positionnement dans les chaînes de valeurs

Les acteurs enquêtés pratiquent le commerce d'animaux sur-pieds, de différents de produits animaux et des produits transformés. Plus de la moitié d'entre eux, soit 59%, déclarent vendre des bovins et les autres des ovins, des caprins et de la volaille (respectivement 16, 8 et 17%). Les ventes sont pour la plupart directement effectuées auprès des consommateurs (respectivement, 73% des vendeurs de bovins et 80% des vendeurs de volaille) alors que les ovins passeraient plutôt par les transformateurs (64% des ventes). Quant aux caprins, des proportions équivalentes passeraient par les transformateurs et d'autres circuits de ventes indirecte (42% chaque).

Les transactions de marchés portent essentiellement sur la viande fraîche qui est commercialisée par 83% des acteurs dont la moitié vend directement aux consommateurs. En ce qui concerne la vente de viande de volaille, 86% des 16% des acteurs la commercialisant, adoptent un circuit direct vers le consommateur. La viande congelée est vendue par tous directement aux consommateurs uniquement.

Tableau 25 - Positionnement dans les chaînes de valeurs

	Ensemble (%)	Achat (%)	Vente indirecte %	Transformation %	Vente directe au consommateur (%)
Type d'animal sur-pieds					
Bovin	59.1	3.9	23.1	0.0	73.1
Caprin	7.9	0.0	42.9	42.9	14.3
Ovin	15.9	7.1	21.4	64.3	7.1
Volaille	17.1	0.0	20.0	0.0	80.0
Type de produits animaux					
Viande fraîche	82.9	5.5	27.4	16.4	50.7
Viande congelée	1.1	0.0	0.0	0.0	100.0
Viande de volaille	15.9	0.0	14.3	0.0	85.7
Produits transformés					
Viande fraîche avec os	44.3	2.6	28.2	2.6	66.7
Prêt à consommer	17.1	0.0	13.3	0.0	86.7
Abats	14.8	7.7	7.7	84.6	0.0
Viande fraîche désossée	6.8	0.0	16.7	0.0	83.3
Carcasses	5.7	0.0	60.0	0.0	40.0
Autres	11.4	0.0	40.0	10.0	50.0

Les produits animaux sont principalement la viande fraîche, la viande congelée et de la Volaille dans lesquelles opèrent 82%, 1% et 15% respectivement des acteurs enquêtés. Par contre, environ 83% et 51% des acteurs enquêtés vendent respectivement la volaille et viande fraîche directement aux consommateurs.

Les produits transformés regroupent la viande fraîche avec os, les produits prêts à consommer, les abats, la viande fraîche désossée, les carcasses et les autres (Quartiers, viande désossée congelée, viande congelée avec os, viande cuite etc.). Dans l'ensemble, 44% des acteurs vendent la viande fraîche avec os et 17% de la viande prête à être consommée directement aux consommateurs alors que seuls 15% des acteurs vendent des abats pour l'essentiel aux transformateurs tels que les rôtisseurs.

Le segment des intermédiaires reste essentiellement animé par des hommes. On retrouve une très faible proportion de femmes comme marchands de bétail autrement, tous les autres corps sont des métiers d'hommes.

Les différents produits cibles sont fournis directement par des producteurs ou indirectement par des marchands de bétail, boucher-abattant, boucher-détaillant et rôtisseurs. Les transactions sont dominées par les flux de viande fraîche qui dans le contexte de la Guinée, fournit plus de garantie de fraîcheur et donc de sécurité pour les consommateurs. Les bouchers-abattants fournissent la viande fraîche à 96% et très peu de viande congelée (seulement 4%). Ils ne travaillent que sur les ruminants. Les bouchers-détaillants font un mix de viandes de ruminants comme principal produit et de volaille. Cette tendance s'inverse chez les rôtisseurs qui travaillent pour l'essentiel sur le poulet.

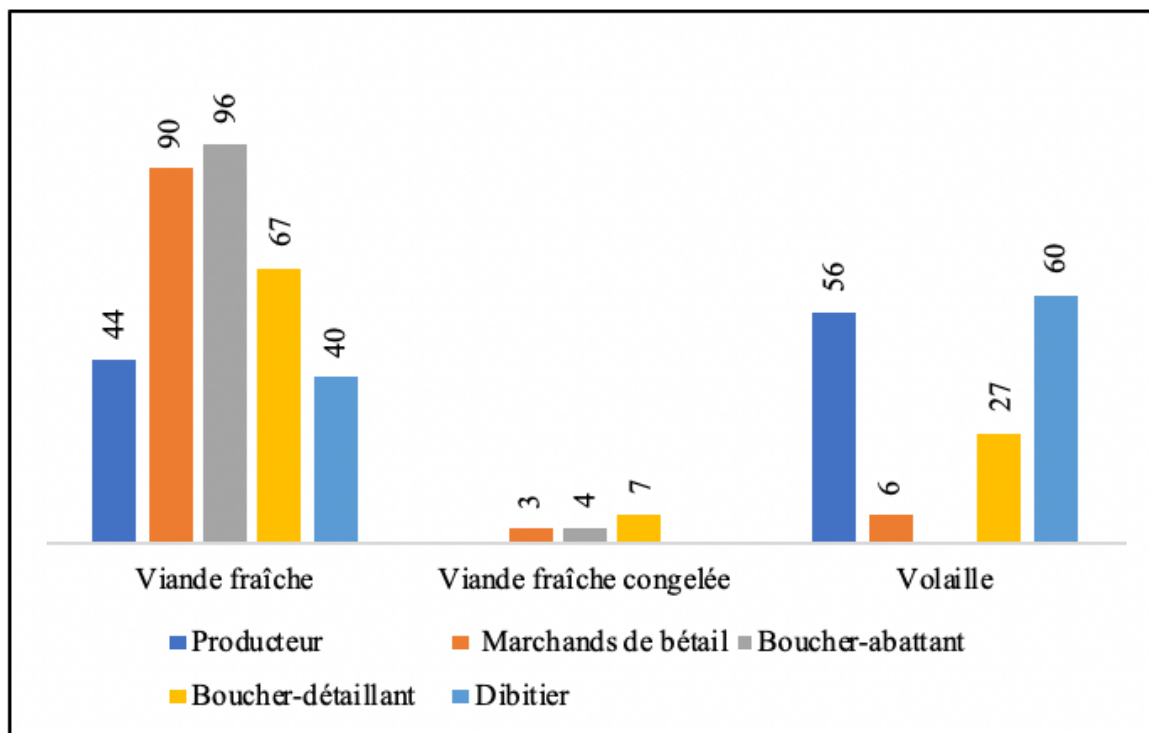


Figure 27 - Effectif homme-femme par acteur

6.2 Délais et types de paiement fournisseurs

Différents modes de paiement sont adoptés selon le fournisseur : à la livraison, à l'avance, différé, en nature, au comptant. Cela peut aussi les différents pouvoirs de marches entre les acteurs. Ainsi, seuls les producteurs qui, en vendant, sont susceptibles d'être payés en différé voire en nature sous forme d'échanges de marchandises. Plus on se rapproche de la consommation finale du produit, moins les paiements se font en différé voire en nature.

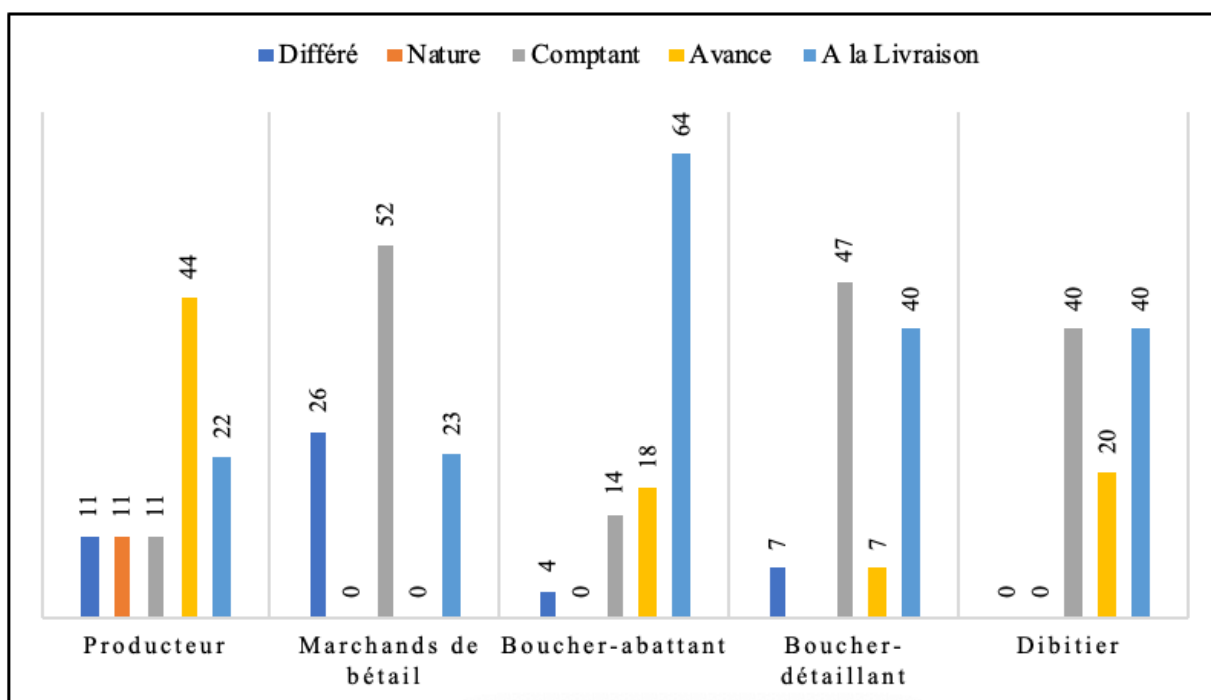


Figure 28 - Délais de paiement selon les fournisseurs

6.3 Changement de fournisseurs des principaux intermédiaires au cours des 5 dernières années

Au cours des 5 dernières années, environ 48% des acteurs ont connu un changement de fournisseurs. Il y a eu 50% de changement des producteurs et des transporteurs respectivement, 47% des bouchers-abattants, 43% des marchands de bétail et 33% des bouchers-détaillants. Aucun changement n'a été enregistré dans le rang des rôtisseurs. Les raisons de changement sont la rupture ou déficit de stock, le décès d'un fournisseur, la flexibilité dans le paiement etc.

Tableau 26 - Changement de nombre fournisseurs ces 5 dernières années

Changement de fournisseurs par type d'intermédiaires	%	Principales raisons
Producteurs	50	Rupture stock,
Marchands de bétail	43	Disponibilité/rareté,
Bouchers-abattants	47	Abandon
Bouchers-détaillants	33	Déplacement
Transporteurs	50	Décès
Rôtisseurs	0	Flexibilité dans le paiement

6.4 Changement d'acheteurs des produits des principaux intermédiaires au cours des 5 dernières années

Plus de 67% des acteurs enquêtés ont estimé que le nombre de leurs acheteurs a changé au cours des 5 dernières années. Les changements ont eu lieu principalement au niveau des consommateurs finaux, commerçants et détaillants/bouchers pour 73%, 50% et 59% respectivement des acteurs enquêtés. Les raisons de changement sont diverses : dettes, changement de lieu de vente, augmentation du prix, rareté d'acheteur, manque de clients etc.

Tableau 27- Changement de types d'acheteurs

Changement d'acheteurs par type d'intermédiaire	%	Principales raisons
Consommateurs finaux	73	Abandon
Commerçants	50	Dettes
Détaillants/Bouchers	59	Changement de lieuAugmentation du prix Manque de clients, Offre insuffisante etc.

7 Diagnostic du segment du segment demande-consommation

Les enquêtes demande-consommation de viandes ont été effectuées sur un échantillon de 166 ménages repartis dans les 4 grandes communes de Conakry en fonction des densités de population.

7.1 Analyse socio-démographique

L'échantillon d'enquêtes montre que 31% des ménages sont dirigés par des femmes et 69% par des hommes. Toutefois, quand il s'agit d'acheter des denrées alimentaires, 89% des femmes sont responsables de cette tâche. La majorité des chefs de ménages est constituée de commerçants (29%) et d'ouvriers (28%), de cadres et cadres supérieurs (20%). Beaucoup d'entre eux n'ont pas fréquenté les structures de l'éducation nationale (45%) alors que 25% ont le niveau supérieur, 22% le niveau secondaire, 5% le niveau primaire. La taille moyenne des ménages de l'échantillon varie entre 2 et 40, avec une moyenne d'environ 9 personnes.

7.2 Analyse de la consommation de produits d'élevage

L'analyse de la consommation indique que les produits de la mer sont les produits d'origine animale les plus consommés en Guinée, suivis de la viande de bœuf. Ces deux produits sont consommés respectivement par 98% des ménages et 67%. Suivent ensuite, le poulet traditionnel (60%), le poulet industriel (43%), les œufs et le lait (40%), le miel (24%), les caprins (8%). La viande de brousse, le mouton et le porc sont les viandes les moins consommés dans les ménages de notre échantillon.

La faiblesse de la consommation du mouton pourrait s'expliquer principalement par le prix. Le prix du Kg de mouton varie entre 65 000 et 70 000 FG avec une moyenne de 68 750 FG, faisant de la viande de mouton le produit le plus cher. Le poulet traditionnel est aussi très onéreux avec un prix moyen au Kg 66 870 francs Guinéen. Le miel, le lait et les produits de mer sont les produits animaux les moins coûteux.

Tableau 28 - Prix des produits animaux en Guinée.

Produits	Moyennes	Médiane	Valeur min	Valeur max
Bœuf (kg)	59 900	60 000	30 000	70 000
Mouton (kg)	68 750	68 750	65 000	70 000
Bouc/chèvre (kg)	62 850	62 800	40 000	75 000
Produits de la mer (kg)	24 050	23 900	15 000	50 000
Porc (kg)	40 000	40 000	30 000	50 000

Produits	Moyennes	Médiane	Valeur min	Valeur max
Lait (litre)	20 975	21 000	20 000	50 000
Œuf (alvéole)	37 500	30 000	45 000	37 900
Poulet traditionnel (kg)	66 870	66 800	50 000	80 000
Poulet industriel (kg)	47 000	47 000	35 000	50 000
Miel (litre)	20 200	20 250	10 000	30 000

Source : auteur, à partir des données d'enquête

Les principales sources d'approvisionnement en protéines animales sont les demi-grossistes, les détaillantes et les grossistes. Ces trois sources sont en tête pour la presque majorité des produits. Seulement la consommation de la viande de brousse et du porc font intervenir une autoconsommation qui serait issue de la chasse ou de l'élevage par un membre du ménage.

Par ailleurs, l'analyse de substituabilité indique les produits de mer sont un substitut à la plupart des produits. Cette situation peut s'expliquer par la grande diversité et disponibilité de ces produits notamment à Conakry. En outre, l'existence de substitut est limitée pour une grande partie des produits.

Tableau 29 - Source d'approvisionnement et principaux substituts

Types de produits	Sources d'approvisionnement	Principaux substituts
Bœuf	Demi-grossiste (61%) Détaillante (35%) Grossiste (23%)	Produits de la mer (64%) Aucun (19%) Poulet industriel (9%)
Mouton	Demi-grossiste (33%) Détaillante (33%)	Produits de la mer (38%) Aucun (25%) Bouc/Chèvre (25%)
Bouc/chèvre	Demi-grossiste (45%) Détaillante (27%) Grossiste (27%)	Aucun (55%) Produit de la mer (45%)
Produits de la mer	Détaillante (72%) Demi-grossiste (38%) Grossiste (8%)	Poulet industriel (56%) Aucun (29%) Poulet traditionnel (9%)
Porc (seuls 3 sur 166 ménages ont répondu)	Détaillante (67%) Propre consommation (33%)	Poulet industriel (100%)
Viande de brousse (seuls 3 sur 166 ménages ont répondu)	Propre Chasse (67%) Achat avec les chasseurs (33%)	Aucun (100%)
Lait	Détaillante (71%) Demi-grossiste (42%)	Aucun (64%) Œuf (9%) Miel (9%)
Œuf	Détaillante (61%) Demi-grossiste (45%) Grossiste (22%)	Aucun (71%) Porc (10%)
Poulet traditionnel	Demi-grossiste (60%) Grossiste (41%) Détaillante (29%)	Aucun (80%) Porc (8%)
Poulet industriel	Détaillante (39%) Demi-grossiste (59%) Grossiste (16%)	Aucun (52%) Produits de la mer (16%)
Miel	Détaillante (89%) Demi-grossiste (11%).	Aucun (64%) Lait (9%)

Source : auteur, à partir des données d'enquête

Les principaux facteurs associés à la consommation des protéines animales sont les variables économiques classiques : les prix et le revenu. Ainsi, 93% des ménages considèrent le prix comme le principal facteur associé à l'achat des aliments d'origine animale alors que pour 91% c'est le revenu comme principal facteur. De l'autre côté, le tampon vétérinaire garantissant le contrôle effectué sur la carcasse et l'origine sont les facteurs les moins cités.

7.3 Analyse de la demande de produits d'élevage

Nous estimons les élasticités prix et revenus, à partir des statistiques descriptives. L'élasticité prix est la mesure de la sensibilité de la demande à la variation du prix alors que l'élasticité revenus mesure la sensibilité de la demande d'un produit à la variation des revenus.

Le mouton, le porc, la viande brousse et la viande de caprin, qui sont très peu déclarés par les ménages, ont été retirés de l'analyse afin d'éviter les produits de valeur nulles dans le calcul des élasticités. En effet, la formule du calcul des élasticité fait apparaître, la quantité consommée au dénominateur. Ainsi, les valeurs nulles ont tendance à biaiser à la hausse les valeurs des élasticités. Nous avons retenu cinq variables démographiques : la commune d'habitation, la taille du ménage, le sexe du chef de ménage, le niveau d'instruction du chef de ménage et la profession du chef de ménage.

Seulement la commune et la taille du ménage ont un impact significatif sur la consommation de produits d'élevage. Concrètement, la commune impacte tous les produits sauf la viande de bœuf et le poulet traditionnel. La taille du ménage impacte la consommation de produit de mer, de lait et de miel. Une hausse de la taille du ménage entraîne une augmentation de la demande de produits de mer et une baisse de la consommation de lait et miel.

7.3.1 Élasticité-revenu de la demande

Une augmentation du revenu entraîne une hausse de tous les produits d'origine animal, sauf les produits de mer. Ce résultat est contre intuitif car il est souvent attendu qu'une hausse des revenus se traduit par une consommation plus importante de produits jugés sains. Une hausse du revenu de 1% entraîne une hausse de la consommation : la viande de bœuf d'environ 4,33%, du lait de 1,91%, du poulet traditionnel de 4,50%, du poulet industriel de 1,89%, des œufs de 2,10% et du miel de 0,79%.

Tableau 30 – Élasticité-revenus de la demande

Produits	Nombre d'observations	Moyennes	Écart-types
Bœuf	80	4,33	5,53
Produits de la mer	121	-2,10	5,31
Lait	52	1,91	3,36
Poulet traditionnel	52	4,50	4,62
Poulet industriel	61	1,89	2,25
Œuf	55	2,10	1,26
Miel	27	0,79	0,26

Source : Auteur, à partir des données d'enquêtes.

7.3.2 Élasticité-prix de la demande

Toutes les élasticités directes sont négatives, exceptées celles du poulet industriel et des œufs. Ainsi on peut conclure que la hausse du prix des produits d'origine animale entraîne une baisse de quantité consommée sauf pour le poulet industriel et les œufs qui sont donc des biens Giffen. Une hausse de 1% du prix en kilogramme : de la viande de bœuf entraîne une baisse de 2,80% de sa demande ; des produits de la mer entraîne une baisse de 1,18% de leur demande ; en litre du lait entraîne une baisse de 11,27% de sa demande ; du poulet traditionnel cause une baisse de 5,18% de sa demande ; du miel en litre entraîne une baisse de 4,78% de sa demande. En revanche, une hausse de 1% du prix : en kilogramme du poulet industriel entraîne une hausse de 4,91% de sa consommation ; de l'alvéole d'œuf entraîne une hausse de 4,10% de sa consommation.

Tableau 31 – Élasticité-prix de la demande

	Dboeuf	Dpmer	Dlait	Dpoutradi	Dpouindus	Doeuf	Dmiel
Pboeuf	-2,80	0,92	1,00	-1,70	-2,05	0,81	0,32
Ppmer	0,92	-1,18	0,24	0,64	-0,27	-0,099	-0,05
Plait	2,85	0,61	-11,27	6,42	1,11	-1,37	0,03
Ppoutradi	-1,78	-0,16	3,68	-5,18	0,40	-0,49	0,20
Ppouindus	-5,07	-0,26	0,67	-0,46	4,91	-0,76	-0,68
Poeuf	3,80	-0,40	-4,36	-3,89	-2,87	4,10	1,53
Pmiel	9,39	-3,92	0,30	3,82	-12,70	7,21	-4,78

Source : Auteur, à partir des données d'enquêtes.

8 Analyse des principales contraintes du secteur de l'élevage en Guinée

Les chaînes de valeurs des produits d'élevage en Guinée sont soumises à des contraintes majeures qui obèrent son évolution vers un développement durable et inclusif. Pour mieux percevoir les principales contraintes dans les chaînes de valeurs bétail-viande, des produits laitiers, avicoles et apicoles, nous procédons à une analyse SWOT de chacune d'entre elle pour visualiser les forces et les faiblesses spécifiques, les opportunités et menaces externes, qui ont un impact sur les chaînes de valeur.

8.1 Les analyses SWOT

Elles seront effectuées pour chacune des chaînes de valeur cibles.

8.1.1 Secteur bétail-viande

Tableau 32 - Analyse SWOT du secteur bétail-viande

Forces	Faiblesses
Existence de noyaux de structures d'encadrement des éleveurs et des organisations professionnelles d'élevage.	Faible génération et diffusion des résultats de recherche et absence d'indicateurs actionnables pour faciliter les prises de décisions
Existence de structures de formation et de recherche.	Absence de financement pérenne et structuré pour soutenir les différents maillons des chaîne valeurs
Existence d'organisations professionnelles au sein des chaînes de valeur animales.	Élevage en majorité traditionnel avec des élevages de type familial faiblement orienté vers les marchés
Existence d'infrastructures de production animale (parcours, retenues d'eau, parcs de vaccination, etc.).	Faible accès aux intrants et services
Existence de textes réglementaires régissant le secteur agropastoral.	Faible productivité des cheptels et forte saisonnalité des produits
Existence de vétérinaires privés installés en clientèle	Faibles mécanismes d'identification et de gestion des risques
Existence de laboratoires de diagnostic	Profusion de textes réglementaires parfois inadaptés pour le développement de la filière
Disponibilité de personnel technique et administratif dans les 8 régions	Faible organisation en matière de production et d'approvisionnement en intrants
Cheptel traditionnel bien adapté à l'environnement naturel	Faible fonctionnalité des infrastructures de commercialisation
Existence des associations agropastorales et des comités de gestion des ressources et infrastructures de base.	Insuffisance des programmes de recherche sur l'élevage et faible diffusion des résultats obtenus.

Forces	Faiblesses
	Faible niveau de formation et d'organisation des acteurs Faible couverture nationale des campagnes de vaccination et contexte favorable aux contaminations alimentaires Gestion non-optimale des ressources et infrastructures d'élevage Non-respect des calendriers agropastoraux adoptés Absence de matrices performantes. Vétusté des infrastructures de production, de transformation et de commercialisation Inexistence de structures respectant toutes les normes technologiques et sanitaires Insuffisance des moyens de travail
Opportunités	Menaces
Prise de conscience des potentialités du secteur de l'élevage et sa multifonctionnalité Demande croissante de produits d'élevage Environnement de production propice au développement de l'élevage. Existence de vastes parcours naturels et de réserves hydriques Existence d'infrastructures d'élevage Existence de sous-produits agro-industriels Existence d'un réseau routier national dense. Climat favorable à la culture fourragère.	Incertitudes dans la gestion des ressources foncières et risques de conflits élevés Absence d'un environnement favorable i.e. de cadres politiques, réglementaires et de gouvernance, pour stimuler l'entrée massive de capitaux privés, bancaires et financiers Changements globaux : climat, épizootie, épidémie, pandémies etc. Feux de brousse incontrôlés Installation anarchique des élevages Insécurité récurrente : braconnage, vols de bétail, etc. Instabilité politique et sociale du pays.

8.1.2 Secteur des produits laitiers

Tableau 33- Analyse SWOT du secteur des produits laitiers

Forces	Faiblesses
Différenciation progressive des produits mis en marché Émergence et dynamisme de la transformation (mini laiterie et laiterie industrielle) Existence de débouchés prometteurs pour le lait local (ex : yaourts) Contribution à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations	Faible productivité des cheptels Sous-performance des chaînes de valeur laitières fortement tributaire de la saisonnalité de la production Enclavement et faible accessibilité des zones de production Faiblesse des moyens techniques et financiers Chaînes de froids défaillantes voire inexistantes Structuration sous-optimale des réseaux d'acteurs Coût de collecte très élevé Subsistance de freins culturels pour la marchandisation du lait Élevage encore plus orienté « viande » amenant des arbitrages permanents sur la proportion de lait à mettre sur le marché et la proportion de lait pour les veaux Forte dualité entre secteur traditionnel et secteur semi-industriel très orienté vers les importations pour sécuriser ses approvisionnements

Opportunités	Menaces
Demande croissante de produits laitiers Attractivité du consommer local ou du consommer de produits à fort contenu local Ancrage régional plus affirmé avec le lancement de l'initiative « Offensive lait » de la CEDEAO Disponibilité de ressources alimentaires pouvant augmenter la production laitière Rôle potentiellement moteur de la filière en matière de développement économique et de sécurité alimentaire Contribution dynamique à un secteur économique plus inclusif notamment les femmes et les jeunes	Absence d'un environnement favorable (i.e. de cadres politiques, réglementaires et de gouvernance) pour stimuler l'entrée massive de capitaux privés Concurrence étrangère importante et agressive notamment à travers le lait en poudre ou de produits ré-engraissés avec de la matière grasse végétale (MGV) Faible contrôle des marchés et protection tarifaire limitée sur les importations Aléas climatiques et diminution de l'accès aux ressources en eau Conflits latents en particulier dans les zones pastorales affaiblissant durablement la capacité des producteurs et des transformateurs à vivre dignement de leur activité et à contribuer à la mise sur le marché de produits sains, locaux et nutritifs

8.1.3 Secteur des produits avicoles

Tableau 34 - Analyse SWOT du secteur de l'aviculture

Forces	Faiblesses
Conditions favorables au développement des productions animales Forte proportion de la population pratiquant l'aviculture traditionnelle Opportunités institutionnelles (ministères, directions ...) pour mieux prendre en compte les problèmes sanitaires, de biosécurité et de conduite des élevages Prise en compte ces dernières années, lors de la formulation des projets de développement agricole, l'appui à l'aviculture traditionnelle Existence d'une chaîne de commande unique des services publics de l'élevage, ce qui facilite la transmission et le traitement des informations Existence d'organisations socioprofessionnelles des éleveurs Existence d'unités industrielles utilisant des techniques de productions performantes Émergence d'acteurs plus enclins à utiliser des innovations techniques Existence d'écoles formation technique	Faibles ressources financières dédiées Faible capacité opérationnelle et managériale des organisations professionnelles (OP) Faible représentativité des OP Manque de structure technique d'encadrement des aviculteurs Faibles capacités techniques et financières des acteurs des chaînes de valeurs avicoles Absence d'un environnement favorable i.e. de cadres politiques, réglementaires et de gouvernance, pour stimuler l'entrée massive de capitaux privés, bancaires et financiers Absence de politique nationale et de plan directeur des investissements pour la filière avicole ou des élevages à cycle court.
Opportunités	Menaces
Dividende démographique Demande croissante de produits avicoles Contexte culturel et religieux favorable à la consommation de viande de volaille Opinions et apriori favorables à la consommation de viandes blanches	Climat délétère autour des conditions sanitaire de l'aviculture traditionnelle Faibles infrastructures et services autour des chaînes de valeurs avicoles Contexte sanitaire sous tension et risque Compétitivité des produits avicoles extérieurs Faiblesse de l'environnement politique et économique

Opportunités	Menaces
Opportunités de valorisation de produits et résidus agricoles en exploitant les potentialités des différentes zones agroécologiques Disponibilité d'une forte main d'œuvre jeune Cadre réglementaire favorable Inscription dans les agendas des États et des Partenaires Techniques et Financiers (PTFs)	

8.1.4 Secteur des produits apicoles

Tableau 35 - Analyse SWOT du secteur de l'apiculture

Forces	Faiblesses
Climat chaud et humide très propice aux activités apicoles Populations d'abeilles saines et vigoureuses uniformément réparties dans l'espace Production biologique avec peu d'utilisation de pesticides	Chaîne de valeur du miel désorganisée et mal équipée avec des producteurs de faibles capacités techniques Absence de normes et de labels pour impulser les exportations Pas d'accès aux équipements et aux matériaux d'emballage appropriés Pas d'accès au crédit, à la finance et à l'assurance Faible intégration des acteurs des chaînes de valeur apicoles
Opportunités	Menaces
Niche de développement de produits et de commercialisation de miels mono-floraux et de variétés spéciales n'existant nulle part ailleurs. Niche pour les miels à forte valeur ajoutée potentiellement à partir de certification, et qualité d'agriculture et du commerce équitable. La cire d'abeille africaine fait l'objet d'une demande mondiale vigoureuse.	Promotion directe ou indirecte des multinationales pour des pesticides néonicotinoïdes interdits au sein de l'Union européenne Développement embryonnaire très sensible à la rigueur des standards internationaux en matière de pesticides, plastiques, produits cancérigènes Changement climatique : source de stress pour les ruches et les abeilles sauvages Absence de politique nationale et de plan directeur des investissements pour la filière avicole ou des élevages à cycle court.

9 Analyse des contraintes structurelles et conjoncturelles des chaînes de valeurs des produits d'élevage

Les chaînes de valeur bétail/viande, produits laitiers, avicoles et apicoles fonctionnent de façon sous-optimale du fait des lourdes contraintes auxquelles elles sont soumises. Ces contraintes sont présentes dans l'ensemble des segments des intrants et services jusqu'à la consommation finale des produits d'élevage.

9.1 Contraintes liées à l'environnement des activités d'élevage

- Absence d'une approche systémique et holistique des risques dans le secteur de l'élevage
- Manque de statistiques fiables pour une bonne identification, hiérarchisation et gestion des risques
- Absence de systèmes d'information et d'alerte précoce dédié au secteur de l'élevage
- Pertes en quantité, en qualité et économiques tout au long des chaînes de valeur
- Faiblesse des mécanismes, approches et outils de gestion des risques
- Faiblesse des mécanismes d'adaptation face aux chocs et aléas.
- Manque de maîtrise d'approche et d'outil de mitigation des effets des chocs
- Absence de mécanismes de financement structurés pour couvrir les principaux risques

9.2 Contraintes liées au segment des intrants et services

9.2.1 Les ressources alimentaires et leur gestion

- Les importants déficits fourragers aux plans quantitatif et qualitatif sont consécutifs à la réduction de la surface et de la productivité des parcours, l'absence de leur gestion rationnelle qui exacerbe la compétition de l'accès aux ressources par les différents usagers, l'impact des sécheresses et l'effet dévastateur des feux de brousse.

- L'incidence des feux non-contrôlés qui dévastent le couvert végétal s'est intensifié au cours des ans. Cependant, les stratégies communautaires pour prévenir et contenir les feux demeurent inexistantes ou non-fonctionnelles et les efforts d'investissement publics pour lutter efficacement contre ce fléau sont insuffisants.
- Les difficultés d'accès aux ressources en eaux pour l'abreuvement du bétail émanent du tarissement précoces et saisonnier des cours d'eau et du manque d'infrastructures hydrauliques pastorales.
- Le manque de mécanismes communautaire, inclusif et participatifs pour la gestion rationnelle des ressources pastorales et l'insuffisance des investissements publics pour renforcer les capacités techniques et institutionnelles des communautés expliquent l'occupation anarchique des espaces qui entravent l'accès aux ressources et créent des rapports conflictuels entre les différents usagers des ressources naturelles
- La non-application des cadres législatifs et réglementaires (codes pastoral, domanial, foncier) et l'absence de leur harmonisation demeurent des contraintes majeures à la gestion apaisée des ressources naturelles de base.
- Le manque de capacités techniques et organisationnelles et les difficultés d'accès aux intrants comme les semences de qualité contraignent la mise à l'échelle des cultures fourragères qui sont devenues un impératif pour faire face aux déficits fourragers chronique
- Les pratiques de récolte et de conservation adéquate des fourrages provenant des pâturages naturels pour leur utilisation différée ne sont pas adoptées à grande échelle par les agro-éleveurs à cause de leur sous-équipement et de leur capacités financières et organisationnelles limitées.

9.2.2 Santé animale

- Absence de systèmes et mécanismes de financement pérenne des services vétérinaires
- Sous-effectif et sous-motivation des vétérinaires et de techniciens de santé
- Inadaptation des curricula de formation des vétérinaires et para vétérinaires
- Absence de laboratoire répondant aux normes actuelles
- Faibles capacités techniques du personnel de laboratoire
- Sous-équipement du laboratoire en matériel de diagnostic, chaîne de froid et absence d'un système de gestion des déchets
- Absence d'un schéma de financement stabilisant le fonctionnement du laboratoire
- Délabrement des laboratoires vétérinaires régionaux (Labé, Kankan, N'Zérékoré) très proches du terrain en vue recueillir les besoins et de soutenir les producteurs
- Absence de programme de vaccination de masse contre les maladies animales
- Absence de paquets technologiques intégrés pour la gestion de la santé des cheptels
- Absence d'un plan de prophylaxie contre les maladies transmises par les tiques
- Faiblesse de la surveillance de la PPCB et la fièvre aphteuse
- Défaut de recensement exhaustif des sérotypes du virus de la fièvre aphteuse
- Non-évaluation de la stratégie nationale de vaccination contre la PPR
- Pas de chaîne de froid pour les vaccins thermolabiles
- Non-utilisation de vaccins thermotolérants pour minimiser les pertes dues à la rupture de la chaîne de froid

- Absence de modèles durables de livraison des services vétérinaires en occurrence les vaccins basés sur un partenariat public-privé
- Défaut de mise en œuvre effective de l'approche One Health (OH) dans la lutte contre les zoonoses
- Absence d'un système de surveillance intégré de santé animale, humaine et environnementale
- Faiblesse du diagnostic des maladies zoonotiques émergentes dans les laboratoires
- Faiblesse du dispositif de surveillance épidémiologique
- Défaut d'un plan de préparation et de riposte aux épidémies animales zoonotiques à travers une approche de surveillance intégrée
- Faiblesse de l'inclusion des acteurs de la base dans la surveillance épidémiologique en renforçant les systèmes des surveillance et d'alerte précoce communautaires
- Défaut de pérennisation de la plateforme OH dont le financement n'est pas stabilisé à travers le budget de l'État.
- Faiblesse des organisations faïtières OH
- Défaut d'attention au bien-être animal
- Insuffisance d'investissements privés en santé animale et fourniture de services de santé animale
- Défaut de surveillance des maladies à l'interface faune sauvage - homme
- Faiblesse de l'approvisionnement en intrants et équipements d'élevage
- Faiblesse des réseaux de distribution de proximité d'intrants comme des magasins de vente communautaires et des officines de relais.
- Délabrement des infrastructures d'abattage
- Absence d'infrastructures de conditionnement de produits d'animaux et de fabriques d'emballages
- Défaut de contrôle de qualité des produits
- Absence de moyens de transport et techniques pour minimiser les pertes et sauvegarder le bien-être animal
- Faiblesse des mécanismes de gestion de la sécurité sanitaire des aliments – par l'assurance de l'inspection sanitaire au niveau des abattages et du contrôle de la transformation et de la distribution des produits d'origine animale dans des établissements agréés

9.3 Contraintes liées au segment des productions animales

- Insuffisance de la production nationale pour couvrir les besoins domestiques en produits d'élevage
- Faible productivité des troupeaux et des cheptels
- Faiblesse du potentiel génétique des races
- Défaut de structuration et de professionnalisation des acteurs et de leurs organisations
- Incapacité des systèmes alimentaires à fournir suffisamment de ressources alimentaires pour les troupeaux et les cheptels
- Manque de maîtrise de l'eau

- Insuffisance et délabrement des infrastructures et équipements d'élevage
- Incertitudes dans l'usage des terres, compétition foncière et conflits latents
- Pertes et gaspillages pre et post-production
- Profusion et défaut d'application de textes réglementaires
- Faible intégration des chaînes de valeur et manque de synergie entre les acteurs
- Faibles capacités des producteurs à des innovations productives, en investissements résilients et plans d'affaires efficaces.
- Insuffisance dans la production et la gestion de connaissances actualisées sur les systèmes de productions, les chaînes de valeurs animales et les élevages climato-intelligents
- Absence de systèmes d'information et d'alerte précoce
- Manque de statistiques actualisés sur les paramètres zootechniques, socio-économiques et environnementaux
- Défaut d'application des plans de gestion des ressources et de respect des conventions locales
- Faible inclusion des jeunes et des femmes
- Faible différenciation des productions pour répondre aux attentes des consommateurs

9.4 Contraintes liées au segment de la transformation, commercialisation et distribution

Les contraintes liées à la transformation, commercialisation et distribution sont communes aux commodités tels que la viande de ruminants, les produits laitiers, la viande de volaille, les œufs, le miel et la cire sont les suivantes :

- Absence de crédits de commercialisation liés au caractère informel des activités
- Inadaptation des textes et leur faible appropriation par les acteurs
- Manque de dynamisme et de représentativité des associations et organisations professionnelles
- Faible intégration des marchés
- Inadaptation des moyens de transport relatifs aux produits d'élevage
- Délabrement et vétusté des infrastructures et équipements collectifs
- Transactions informelles entre les intermédiaires
- Opacité dans la distribution des marges commerciales
- Multiplicité des taxes non-autorisées ou illégales augmentant les prix des produits d'élevage
- Faiblesse du réseau de collecte et de distribution des produits

Plus spécifiquement, les contraintes liées à la transformation, commercialisation et distribution concernent :

9.4.1 Les viandes

- Insuffisance des infrastructures et équipement pour la transformation

- Faibles taux de rendement carcasses
- Délabrement et manque de statut juridique pour les infrastructures existantes
- Vétusté des infrastructures et équipements d'abattage, de conservation, d'emballages,
- Absence de produits financiers (crédit, assurance) adapté aux activités de transformation
- Manque et/ou faible accès aux sources d'énergie
- Insuffisance de compétences techniques (personnel abattoirs, bouchers et autres)
- Faible différenciation des produits
- Faible qualité sanitaire des produits
- Faible pénétration des produits congelés

9.4.2 Le lait et les produits laitiers

- Fragilité et périssabilité du produit
- Saisonnalité du produit
- Absence d'élevages laitiers et prédominance d'élevages à viandes
- Manque de circuit moderne de collecte et de traitement du lait
- Manque de structure de conservation et de transformation
- Caractère traditionnel du commerce et de la transformation du lait
- Enclavement et distance élevée entre zones de production et zones de transformation
- Absence de produits financiers (crédit, assurance) adaptés aux activités de transformation

9.4.3 les œufs

- Fragilité et périssabilité du produit
- Pertes opérationnelles
- Manque de structures de conservation et de transformation
- Faible structuration du réseau traditionnel
- Faible accès aux équipements de conservation, de stockage et d'emballages
- Absence de produits financiers (crédit, assurance) adaptés

9.4.4 le miel et la cire

- Faiblesse de la commercialisation
- Faible structuration du réseau
- Manque de structures de conservation et de transformation
- Faible structuration du réseau traditionnel

- Faible accès aux équipements de conservation, de stockage et d'emballages
- Absence de produits financiers (crédit, assurance) adapté

9.5 Contraintes liées aux différents intervenants du secteur public et privé

- Insuffisance des moyens logistiques et financiers pour l'encadrement et la formation des acteurs des chaînes de valeurs
- Non-maîtrise par l'État et les autres intervenants des politiques et de toutes les contraintes institutionnelles, socioéconomiques et de gouvernance des chaînes de valeur des produits d'élevage
- Instabilité dans les arbitrages entre protectionnisme et ouverture du fait des engagements internationaux des États
- Défaut de statistiques fiables et de plans directeurs sectoriels et de feuilles de routes pour des investissements résilients à moyen terme de sorte à stimuler l'afflux de capitaux privés
- Défaut de capacités à diffuser une approche holistique des risques à fort impact sur le secteur et à insuffler une véritable culture du risque
- Manque de contrôles aux frontières et de protection des acteurs du secteur face à des importations très compétitives.
- Manque de capacités à insuffler et imposer un contenu local aux produits animaux

9.6 Contraintes liées au segment de la consommation

- Décalage entre attentes des consommateurs et offre indifférenciée
- Absence de différenciation des produits et des prix notamment pour les viandes de ruminants
- Perception de cherté de la viande de volaille car les poulets sont souvent vendus entiers et peu au détail
- Faible qualification professionnelle des détaillants
- Pas de connaissance actualisée des dynamiques et de la segmentation de la demande
- Hygiène précaire dans les circuits de commercialisation traditionnels
- Forte possibilité de contamination des produits à la consommation
- Compétitivité-prix des importations de produits de faible qualité

10 Recommandations pour la modernisation durable du secteur de l'élevage en Guinée

Compte tenu des énormes ressources naturelles et hydriques du pays, il subsiste de réelles possibilités d'intervenir et d'investir dans le secteur de l'élevage en vue de sa transformation inclusive et durable. Pour cela, le diagnostic réalisé permet d'envisager toute une panoplie de recommandations pour améliorer l'environnement d'exercice des activités d'élevage ainsi que dans les différents segments des chaînes de valeurs bétail-viande, des produits laitiers, avicoles et apicoles.

10.1 Environnement de risques

- Renforcer les stratégies de court terme des acteurs en vue de réduire les effets des chocs climatiques et sanitaires sur la sécurité des cheptels et des hommes.
- Mettre en œuvre une plateforme sectorielle de génération et de gestion de connaissances et produire des outils collaboratifs pour l'aide à la décision.
- Mettre en œuvre ou revitaliser les systèmes d'informations et d'alerte précoce sur l'élevage.
- Développer des mécanismes de financement structurés pour couvrir les principaux risques.

10.2 Segment des intrants et services

10.2.1 Les ressources alimentaires et leur gestion

- Renforcer les capacités techniques et institutionnelles des communautés pour une meilleure gestion concertée et apaisée des ressources naturelles qui conduit à une meilleure cohésion sociale et capable de prévenir et de gérer les conflits entre différents usagers des ressources naturelles.
- Promouvoir le développement de Plan d'Occupation et D'Affectation des Sols (PAOS) qui définissent les zones à vocation dans les communes et les accompagner par l'établissement de Conventions Locales fonctionnelles pour la gestion des ressources naturelles de base. Il est impératif de bâtir les nouveaux mécanismes de gestion communautaires des ressources en tirant les leçons des expériences réussies et des échecs. Les plans d'aménagement des ressources pastorales des communes qui vont structurer les POAS et Conventions locales vont comprendre tous les investissements relatifs au balisage des pistes, au renforcement des capacités de gestions des usagers, création de banques fourragères, la diffusion des textes législatifs et à la formalisation des textes communautaires de gestion des ressources pastorales.

- Aménager et réhabiliter les points d'eaux (sources, mares) dans le cadre des POAS et Conventions locales et installation de forages.
- Réhabiliter les zones de pâturages dégradées dont les surfaces augmentent par les différentes techniques de régénération des sols y compris l'enrichissement des pâturages.
- Favoriser une meilleure valorisation des sous-produits agricoles
- Garantir une meilleure gestion des feux de brousse avec l'ouverture des pares-feux, le renforcement des comités de surveillance et l'investissement dans les moyens de lutte et l'organisation des feux précoces.
- Renforcer les capacités d'adaptation, d'absorption et de transformation des communautés et des écosystèmes face aux changements climatiques et aux différents

10.2.2 Santé animale

10.2.2.1 Rôles des services vétérinaires (SV)

- Capacités des systèmes de santé
 - Créer des systèmes de financement des SV
 - Augmenter le nombre de vétérinaires
 - Revisiter les curriculums de formation des vétérinaires et para vétérinaires
- Laboratoire de diagnostic vétérinaire
 - Soutenir le projet de relocalisation du laboratoire
 - Renforcer les capacités du personnel de laboratoire
 - Augmenter le personnel technique
 - Équiper le laboratoire en matériel de diagnostic, chaîne de froid et développement d'un système de gestion des déchets
 - Financer le fonctionnement du laboratoire
 - Réactiver les laboratoires vétérinaires régionaux (Labé, Kankan, N'Zérékoré) qui sont les plus proches du terrain en vue de soutenir les éleveurs

10.2.2.2 Principales maladies et contraintes liées à leur contrôle : rapports et avis d'experts, prévalence, taux de morbidité et de mortalité

- Explorer ou renforcer les possibilités de production locale des vaccins PPR, pasteurelloses, charbon symptomatique, PPCB et Newcastle
- Développer les modèles durables de livraison des services vétérinaires en occurrence les vaccins basés sur un partenariat public-privé
- Maladies de production
 - Bovins
 - Mettre en œuvre des vaccinations de masse contre le charbon symptomatique et les pasteurelloses
 - Développer et mettre à l'échelle des paquets technologiques intégrés pour la gestion de la santé du troupeau de bovins, avec un accent particulier sur la gestion des parasitoses, dermatoses et la gestion des petits stocks.
 - En haute guinée, développer un plan de prophylaxie contre les maladies transmises par les tiques avec un accent particulier sur le contrôle des tiques et de la résistance aux acaricides.
 - Renforcer la surveillance de la PPCB et la fièvre aphteuse

- Répertorier les sérotypes du virus de la fièvre aphteuse qui sévissent en Guinée en vue de bien cibler la vaccination, ainsi réduire les coûts d'investissement.
- Petits ruminants
 - Ré-évaluer la stratégie nationale de vaccination contre la PPR (si elle existe) et adopter une vaccination basée sur le risque en concordance avec la stratégie mondiale de lutte contre la PPR.
 - Combiner la vaccination des petits ruminants à d'autres services comme le déparasitage pour inciter les éleveurs à adhérer en masse
 - Développer et mettre à l'échelle des paquets technologiques intégrés pour la gestion de la santé du troupeau des petits ruminants, avec un accent particulier sur la gestion des maladies de production tels que les parasitoses, les échecs de la reproduction, les syndromes respiratoires et la gestion des petits stocks.
- Volaille
 - Adopter une vaccination de masse contre la maladie de Newcastle et la variole aviaire
 - Renforcer la chaîne de froid pour les vaccins thermolabiles
 - Utiliser les vaccins thermotolérants pour minimiser les pertes dues à la rupture de la chaîne de froid contre la maladie de Newcastle
- Maladies émergentes zoonotiques à haut risque
 - Consolider des efforts en cours pour la promotion de l'approche One Health dans la lutte contre les zoonoses
 - Développer un système de surveillance intégré de santé animale, humaine et environnementale
 - Consolider le diagnostic des maladies zoonotiques émergentes dans les laboratoires
- Surveillance épidémiologique
 - Renforcer le dispositif de surveillance épidémiologique
 - Développer un plan de préparation et de riposte aux épidémies animales zoonotiques à travers une approche de surveillance intégrée
 - Inclure les acteurs de la base dans la surveillance épidémiologique en renforçant les systèmes de surveillance et d'alerte précoce communautaires
- Adoption de l'approche One Health
 - Ancrage institutionnel et financement par le budget national est obligatoire pour pérenniser la plateforme OH.
 - Accompagner et renforcer les systèmes de surveillance des maladies animales
 - Renforcement des organisations faïtières OneHealth
 - Porter attention au bien-être animal
 - Encourager les investissements privés dans la vaccination
 - Instaurer la surveillance des maladies à l'interface faune sauvage - homme
- Intrants vétérinaires
 - Renforcer l'approvisionnement en intrants et équipements d'élevage (lignes de crédits, acquisition de chaînes de froid et matériels de vaccination, amélioration du contrôle de qualité des intrants)
 - Renforcer les réseaux de distribution de proximité d'intrants comme des magasins de vente communautaires et partout des officines de relais. L'accent est mis sur l'organisation et l'implantation de réseaux professionnels de distribution d'intrants à partir des cabinets vétérinaires privés, s'appuyant sur un personnel suffisant, motivé et bien formé. Il conviendra par ailleurs : (i) de veiller sur la qualité des intrants vétérinaires et d'élevage (médicaments, aliments, semences animales) par un meilleur contrôle de qualité de ces produits.
 - Inciter l'installation des cabinets vétérinaires

10.3 Segment des productions animales

- Identifier et recenser les éleveurs ainsi que leur cheptel pour faciliter la traçabilité des mouvements d'animaux et des produits animaux
- Identifier en besoin de formation en gestion des risques
- Sécuriser les systèmes d'élevage traditionnels en réduisant les inégalités de disponibilité et d'accès aux infrastructures et ressources économiques et aussi, par une politique foncière participative et inclusive dans les territoires à fort potentiel de développement de l'élevage
- Augmenter la productivité des élevages à travers une meilleure maîtrise des facteurs limitant en particulier l'alimentation animale et la santé animale et la fourniture de services de santé animale
- Compte tenu, des potentialités agricoles en Guinée, favoriser une meilleure intégration agriculture et élevage et développer les chaînes de valeurs des aliments pour les animaux
- Revitaliser les institutions de recherche pour le développement de l'élevage et revisiter les curricula des étudiants, techniciens et vétérinaires
- Différencier les produits et les prix
- Appuyer la recherche-développement pour l'amélioration génétique et la nutrition des vaches laitières et la lutte contre les maladies.
- Améliorer la production et la gestion des connaissances sur les systèmes de productions et les chaînes de valeurs animales et mettre en œuvre des programmes de recherche et de transfert d'innovations dans les systèmes de production (élevage climato-intelligent)
- Réactualiser les connaissances sur les paramètres zootechniques, socioéconomiques (taux de prélèvement), et environnementaux
- Appuyer l'organisation et le renforcement des capacités techniques des producteurs et un accompagnement à la structuration des organisations professionnelles des filières.
- Valoriser le potentiel des zones de production par l'identification de bassin laitier et l'installation de mini laiterie pour permettre aux populations d'avoir un meilleur accès aux produits laitiers et aux éleveurs des revenus convenables.
- Stimuler l'émergence de réseaux de petites et moyennes entreprises spécialisées dans la collecte, la transformation et la distribution de produits laitiers paysans, car bien insérés dans le tissu local, ils valoriseraient la production en étant en parfaite adéquation avec la demande locale.
- Identifier, hiérarchiser et gérer les risques multiformes qui causes des pertes et gaspillages dans le secteur de l'élevage et développer une véritable culture du risque
- Sécuriser les approvisionnements en intrants et services
- Renforcer la lutte contre les épizooties
- Assurer une alimentation durable des cheptels
- Améliorer la productivité des races locales de ruminants pour répondre aux demandes de viandes et en lait
- Développer des itinéraires techniques améliorés pour intensifier les productions à cycle court (aviculture, apiculture) génératrices de revenus et pourvoyeuses d'emplois décents notamment pour les femmes et les jeunes
- Revitaliser et réhabiliter les infrastructures d'élevage

- Élaborer des plans de gestion des ressources naturelles
- Améliorer et réactualiser les conventions locales et renforcer leur applicabilité
- Prévenir et réduire les conflits d'usage des terres
- Renforcer les capacités de producteurs en termes de production, en investissements résilients et de plans d'affaires efficaces.

10.4 Segment de la transformation, de la commercialisation et de la distribution

- Recenser les principaux acteurs en vue de leur formation sur les bonnes pratiques d'hygiène et de commercialisation.
- Développer des curricula professionnels de formation en gestion des risques, modèles d'affaires et plans d'investissements, en marketing après identification précise des besoins en formation.
- Réhabiliter les équipements des abattoirs et aires d'abattage des animaux dans les principales zones d'élevage
- Améliorer la qualité des produits à travers un système de contrôle sanitaire et de salubrité, ainsi qu'un système de traçabilité.
- Stimuler des discussions autour du développement d'un réseau de transport et de distribution des viandes en élaborant des textes respectant les normes internationales.
- Mettre à l'échelle les niveaux de production des unités économiques existantes
- Explorer les marchés régionaux et jouer sur les avantages comparatifs
- Développer des produits financiers dédiés au secteur de l'élevage
- Développer des stratégies plus nettes de différenciation des produits et des prix et répondre aux attentes des consommateurs en matière de découpe.
- Développer une communication efficace autour du contenu local des produits

10.5 Segment de la consommation finale

- Communiquer sur les qualités gustatives, nutritionnelles, sanitaires des produits congelés et aider à changer la mauvaise image dont ils jouissent auprès des consommateurs
- Faciliter la mise en place d'associations de consommateurs pour défendre leurs intérêts et mieux exprimer les attentes en termes de qualité de produits
- Distinguer les produits de qualité et communiquer le consentement des ménages à payer plus si les qualités s'améliorent
- Développer un système de d'avis et de notation en mettant une prime sur les fournisseurs de produits de qualité

10.6 État et Structures d'appui

- Faciliter l'émergence d'un environnement propice à la modernisation durable des chaînes de valeur des produits animaux (élaboration de politique, suivi évaluation, contrôle réglementaire, lutte contre les épizooties, hygiène publique vétérinaire...).

-
- Reformier les services de l'élevage avec une gestion par objectifs et renforcer le fonctionnement des organisations professionnelles et d'interprofessions
 - Élaborer une politique fiscale incitative et attractive des flux financiers privés dans les chaînes de valeurs des produits animaux
 - Sécuriser les activités d'élevage à travers une réforme foncière participative et inclusive
 - Promouvoir l'accès des femmes et des jeunes dans les chaînes de valeurs des produits animaux a travers la mise en œuvre d'incubateurs, une politique fiscale incitative en faveur de l'emploi des femmes et des jeunes
 - Inscrire l'action de l'État dans la promotion d'investissements résilients et respectant la protection de l'environnement.
 - Élaborer une politique de contrôle strict des importations de produits animaux et promouvoir le contenu local dans les produits animaux
 - Développer un plan directeur du secteur de l'élevage tenant compte des objectifs à long terme de l'État et adopter des feuilles de route rigoureuses pour un investissement durable dans la modernisation du secteur de l'élevage

11 Conclusion

La Guinée devrait pleinement profiter de l'intégration sous-régionale en Afrique de l'Ouest et valoriser l'ensemble des potentialités dont elle dispose pour durablement approvisionner en produits d'élevage son marché domestique et le marché régional.

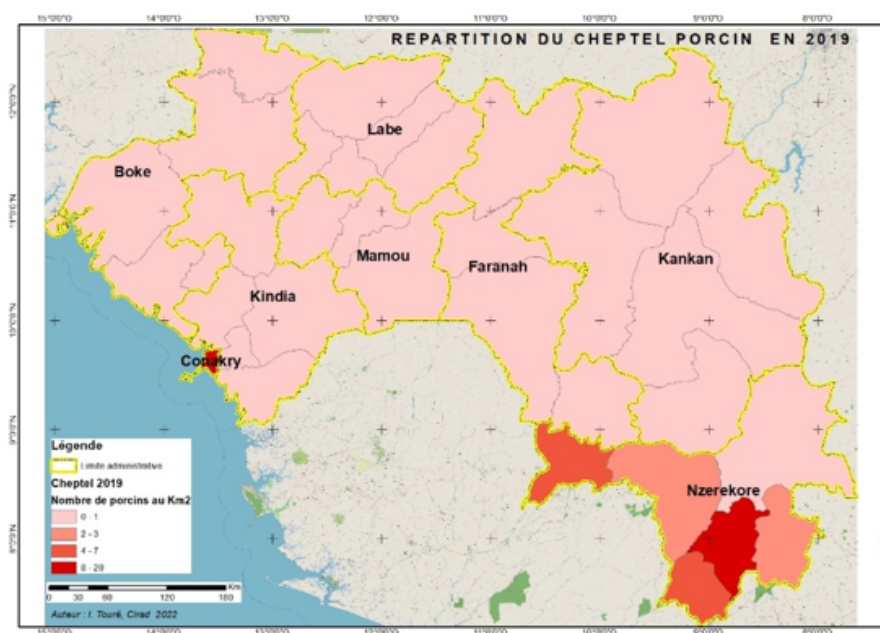
L'amélioration de la production nationale devrait se faire à l'aune de la consommation finale pour se placer dans une approche de chaînes de valeur pleine et efficace. Des lors, la dimension temporelle devient clef :

- A court terme, les actions devraient porter en priorité sur la revitalisation des espèces à cycle court (petits ruminants, volaille, œuf, miel et cire) pour répondre rapidement aux attentes d'une demande domestique et régionale croissante.
- A long terme, il s'agira de mener une politique de modernisation durable du secteur de l'élevage en Guinée en promouvant la mise en œuvre d'un plan directeur de l'élevage et des feuilles de route pour des investissements. Les interventions devraient porter à la fois sur les pratiques d'élevage et les espèces à cibler. Les principaux axes d'intervention s'articuleront autour de la génération et gestion des connaissances, gestion des risques et des crises, la revitalisation des systèmes d'information et d'alerte précoce, l'amélioration génétique, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les programmes d'embouche, la lutte contre les maladies, le contenu local des produits, la structuration et l'intégration des marches des biens (produits d'élevage) et services (crédit, épargne, assurance), des circuits de transformation, commercialisation et distribution optimisés, une segmentation des produits et des prix.

12 Autres tableaux et figures

Tableau 36 - Situation du personnel des services déconcentrés du ministère de l'Élevage en 2019

Régions	Docteurs Es-Sces	Ingénieurs Zootechniciens	Docteurs Vétérinaires	Contrôleurs Techniques D'Élevage	Agents Techniques d'Élevage	Moniteurs	Total
Boké	0	7	15	4	8	1	35
Conakry	2	17	21	19	17	3	79
Faranah	1	22	14	14	8	0	59
Kankan	0	14	7	18	9	0	48
Kindia	0	23	26	16	8	1	74
Labé	0	10	12	10	6	0	38
Mamou	0	8	12	8	7	0	35
N'Zérékoré	0	34	20	14	17	0	85
TOTAL	3	135	127	103	80	5	453



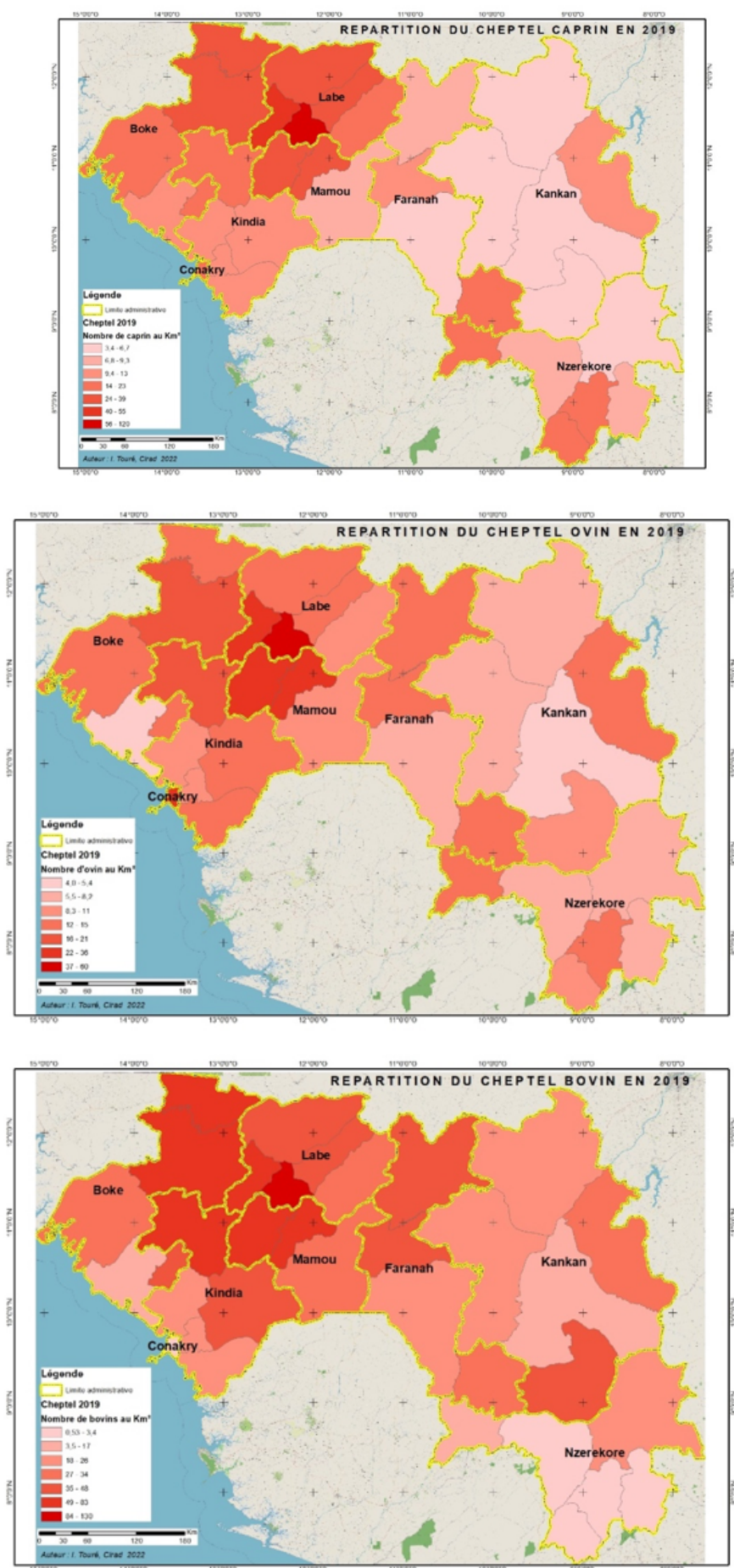


Figure 29 - Cartes thématiques issues du système d'information géographique

ISBN: 92-9146-792-8



The International Livestock Research Institute (ILRI) works to improve food and nutritional security and reduce poverty in developing countries through research for efficient, safe and sustainable use of livestock. Co-hosted by Kenya and Ethiopia, it has regional or country offices and projects in East, South and Southeast Asia as well as Central, East, Southern and West Africa. ilri.org



CGIAR is a global agricultural research partnership for a food-secure future. Its research is carried out by 15 research centres in collaboration with hundreds of partner organizations. cgiar.org